

**LISTE DES DELIBERATIONS**

NUMERO DE DELIBERATION	OBJET	VOTE	PAGES
<u>01/20.02.2024</u>	Droit de préemption urbain sur la commune de Moncheaux les Frévent	ADOPTÉE	1 à 2
<u>02/20.02.2024</u>	Approbation du projet de contrat de territoire 2023-2026 avec le Département du Pas-de-Calais	ADOPTÉE	3 à 24
<u>03/20.02.2024</u>	Adhésion au dispositif de la centrale d'achat Transport A la Demande (TAD) avec Hauts de France Mobilités	ADOPTÉE	25 à 26
<u>04/20.02.2024</u>	Modification du tableau des effectifs	ADOPTÉE	27 à 29
<u>05/20.02.2024</u>	Modification du tableau des emplois et des effectifs – Création d'un poste de gestionnaire administratif/ive SCoT/LEADER/PETR – Cadre d'emplois des Adjointes Administratifs (CAT C)	ADOPTÉE	30 à 31
<u>06/20.02.2024</u>	Exécution des dépenses avant le vote du Budget Primitif 2024 -Budget Principal	ADOPTÉE	32 à 34
<u>07/20.02.2024</u>	Redevance Spéciale de la Collecte des Ordures Ménagères – Tarifs 2024	ADOPTÉE	35 à 37
<u>08/20.02.2024</u>	Approbation du contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets avec les éco-organismes agréés	ADOPTÉE	38 à 39
<u>09/20.02.2024</u>	Approbation de l'avenant 2024 au contrat pour l'action et à la performance (CAP) – Prolongation des contrats citéo filières papiers graphiques et emballages ménagers	ADOPTÉE	40 à 41
<u>10/20.02.2024</u>	Adhésion au contrat option filière verre barème G avec O-I France SAS 2024-2029	ADOPTÉE	42 à 43
<u>11/20.02.2024</u>	Paiement d'une situation finale valant décompte général définitif pour la maîtrise d'œuvre de travaux d'assainissement tranches 5 et 6	ADOPTÉE	44 à 45
<u>12/20.02.2024</u>	Animation de l'Espace Conseil France Renov du Ternois – Signature de la convention 2024 avec INHARI	ADOPTÉE	46 à 62
<u>13/20.02.2024</u>	Signature de l'avenant n°3 modifiant les objectifs de programmation de l'année n°5 pour l'OPAH du Ternois 2019-2024	ADOPTÉE	63 à 71
<u>14/20.02.2024</u>	Désignation des membres du Collège Public du Comité de Programmation LEADER 2023-2027	ADOPTÉE	72 à 73
<u>15/20.02.2024</u>	Renouvellement de la convention de la gestion du tourisme et de l'OT, l'attractivité et le développement touristique avec la SPL Arras Pays d'Artois pour l'année 2024	ADOPTÉE	74 à 86
<u>16/20.02.2024</u>	Contrat de destination touristique 2024-2027 avec la Région Hauts-de-France – Autorisation de signature	ADOPTÉE	87 à 106
<u>17/20.02.2024</u>	Projet d'aménagement d'un jardin médiéval au Donjon de Bours	ADOPTÉE	107 à 108
<u>18/20.02.2024</u>	Révision des tarifs du Donjon de Bours avec la SPL Arras Pays d'Artois	ADOPTÉE	109 à 110
<u>19/20.02.2024</u>	Contrat Local de Santé – Actions 2024	ADOPTÉE	111 à 112
<u>20/20.02.2024</u>	Coût de livraison d'un repas à domicile	ADOPTÉE	113 à 114
<u>21/20.02.2024</u>	Signature de la Convention Territoriale Globale 2	ADOPTÉE	115 à 117
<u>22/20.02.2024</u>	Reconduction du Programme d'accompagnement et soutien à la parentalité « programme pas à pas parents extras » 2024	ADOPTÉE	118 à 120
<u>23/20.02.2024</u>	Développement des heures et des jours d'ouverture de la ludothèque à Herlin le Sec et dans les médiathèques	ADOPTÉE	121 à 122
<u>24/20.02.2024</u>	Financement des formations BAFA BAFD	ADOPTÉE	123 à 125
<u>25/20.02.2024</u>	Indemnisation des communes pour l'utilisation de leurs locaux dans le cadre des accueils de loisirs intercommunaux	ADOPTÉE	126 à 127
<u>26/20.02.2024</u>	Renouvellement de la convention pour le développement des séjours enfants avec la CAF pour les années 2024 et 2025	ADOPTÉE	128 à 129
<u>27/20.02.2024</u>	Développement d'un accueil de loisirs adolescents à Heuchin en période estivale	ADOPTÉE	130 à 131

**LISTE DES DELIBERATIONS**

<b>NUMERO DE DELIBERATION</b>	<b>OBJET</b>	<b>VOTE</b>	<b>PAGES</b>
<u>28/20.02.2024</u>	Avance de versement de subvention à l'Association Centre de Musique Ancienne	ADOPTÉE	132 à 133

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°01/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

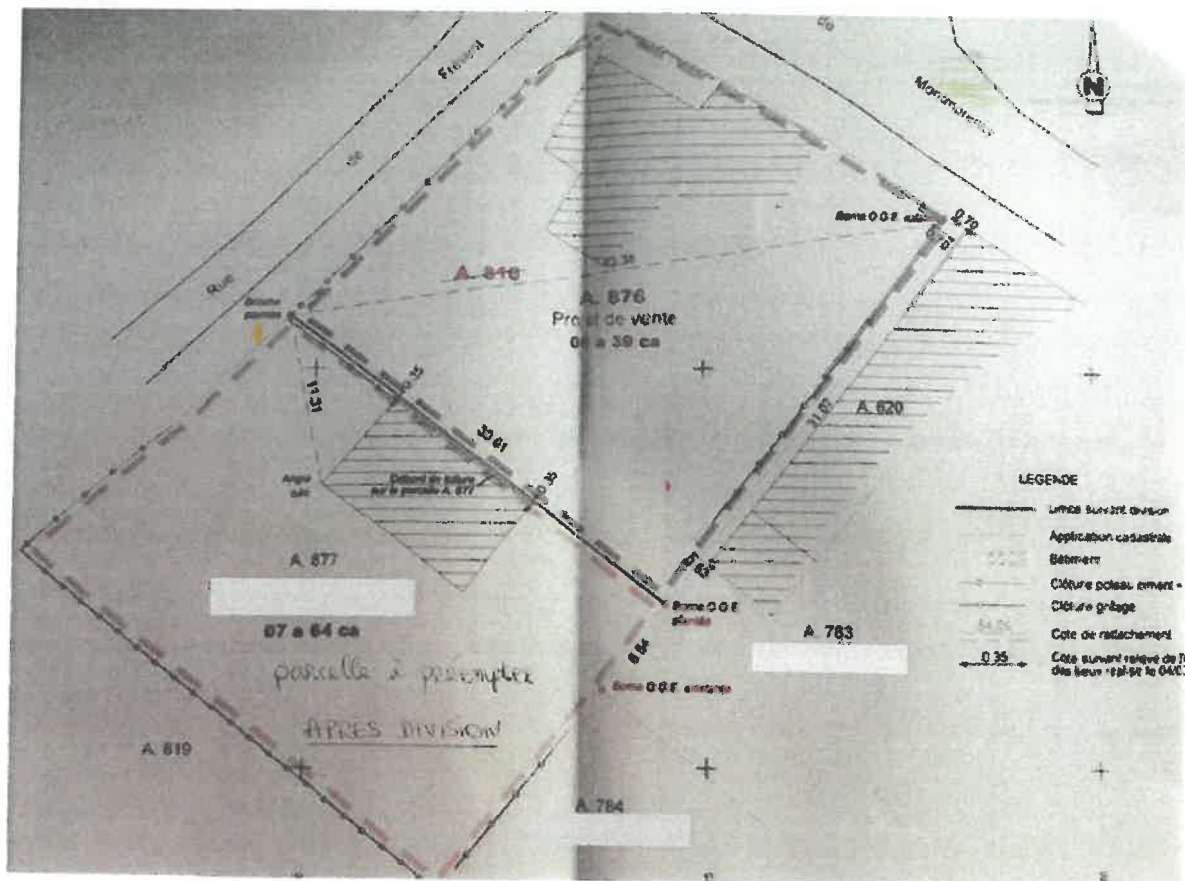
<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 106 (107-1)	POUR : 106 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Droit de préemption urbain sur la commune de Moncheaux les Frévent</b>

*La séance ouverte, Mme Julie HERTAULT, Maire de Moncheaux les Frévent ne prendra pas part au débat, ni au vote de cette délibération, pour éviter tout conflit d'intérêt.*

M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune de Moncheaux les Frévent souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur la parcelle A877 (764 m<sup>2</sup>) dans le but d'aménager une aire de stationnement face à la salle des fêtes. A ce jour, il n'y a pas de parking et il est dangereux pour les automobilistes de s'arrêter aux abords de la salle.

Pour information, la parcelle A877 est issue d'une division parcellaire de la parcelle d'origine A818 (1603 m<sup>2</sup>) divisée en A876 (839m<sup>2</sup>) et A877 (764m<sup>2</sup>).



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,  
Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,  
Vu la demande de la commune de Moncheaux les Frévent en date du 16 octobre 2023 ;

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;  
APRES en avoir délibéré et à la majorité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Moncheaux les Frévent sur la parcelle A877 d'une contenance totale de 764 m<sup>2</sup>, dans le but d'aménager une aire de stationnement face à la salle des fêtes.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°02/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Approbation du projet de contrat de territoire 2023-2026 avec le Département du Pas de Calais</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'à l'issue d'un travail mené par le Département et l'ensemble de ses partenaires, un projet de mandat a été construit s'appuyant sur 3 pactes :

- Le pacte des Solidarités Territoriales
- Le pacte des Solidarités Humaines
- Le pacte des Réussites Citoyennes

Deux priorités, la jeunesse et l'environnement sont transverses à l'ensemble de ces pactes. Une feuille de route départementale a été déclinée de manière très opérationnelle. Cette nouvelle phase de contractualisation est une déclinaison du projet politique. Le contrat naît de la rencontre des priorités du Département exprimées dans le projet de mandat et des priorités des territoires. Il définit précisément les enjeux sur lesquels il y a accord, pour agir de concert sur les années à venir.

En ce sens, le contrat ne fige pas une liste d'opérations mais il est un véritable outil d'innovation pour apporter à chaque habitant du Pas de Calais une réponse locale adaptée à ses besoins.

Cette démarche s'appuie sur une connaissance fine des territoires et sur un dialogue permanent avec les représentants locaux et les populations.

Depuis sa création en 2004, la contractualisation a permis l'émergence de nombreux projets dans l'ensemble du Département, cette démarche garde aujourd'hui toute sa pertinence pour l'aménagement de nos territoires et du cadre de vie des habitants du Pas de Calais.

Le croisement des ambitions portées par le Département du Pas de Calais et celles de la Communauté de Communes du Ternois a permis d'établir 4 axes de travail partagés :

- Permettre au territoire d'être durablement attractif par la valorisation de ces ressources
- Relever le défi de l'équité territoriale par le renforcement de l'accessibilité aux services
- Accompagner la transition écologique du territoire
- Conforter les synergies en matière de cohésion sociale

Ces enjeux communs inscrits au contrat permettront l'accompagnement de projets d'investissement sous maîtrise d'ouvrage de l'intercommunalité apportant des réponses concrètes pour les habitants du Pas de Calais.

Les projets portés par l'intercommunalité seront proposés durant la durée du contrat, à savoir de 2023 à 2026 et examinés au regard de leur cohérence avec les axes de travail et les modalités de déclinaison des engagements réciproques co-construits entre le Département et l'Intercommunalité.

Après analyse du projet, à l'aune des dispositifs de droit commun du Département et en cas de soutien au projet par la mobilisation du fonds d'innovation territorial, une fiche opération sera conjointement réalisée et soumise au vote des instances du Conseil Départemental.

Pendant la durée du contrat, les partenaires s'engagent à tenir, à minima une fois par an, une rencontre technique suivie d'un comité de pilotage pour assurer la bonne réalisation du contrat et des opérations s'y rapportant.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'approuver le projet de contrat de territoire 2023-2026 entre la Communauté de Communes du Ternois et le Département du Pas de Calais, ci-joint en annexe.

D'autoriser le Président à signer ce contrat et l'ensemble des pièces afférentes à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



Pour extrait certifié conforme

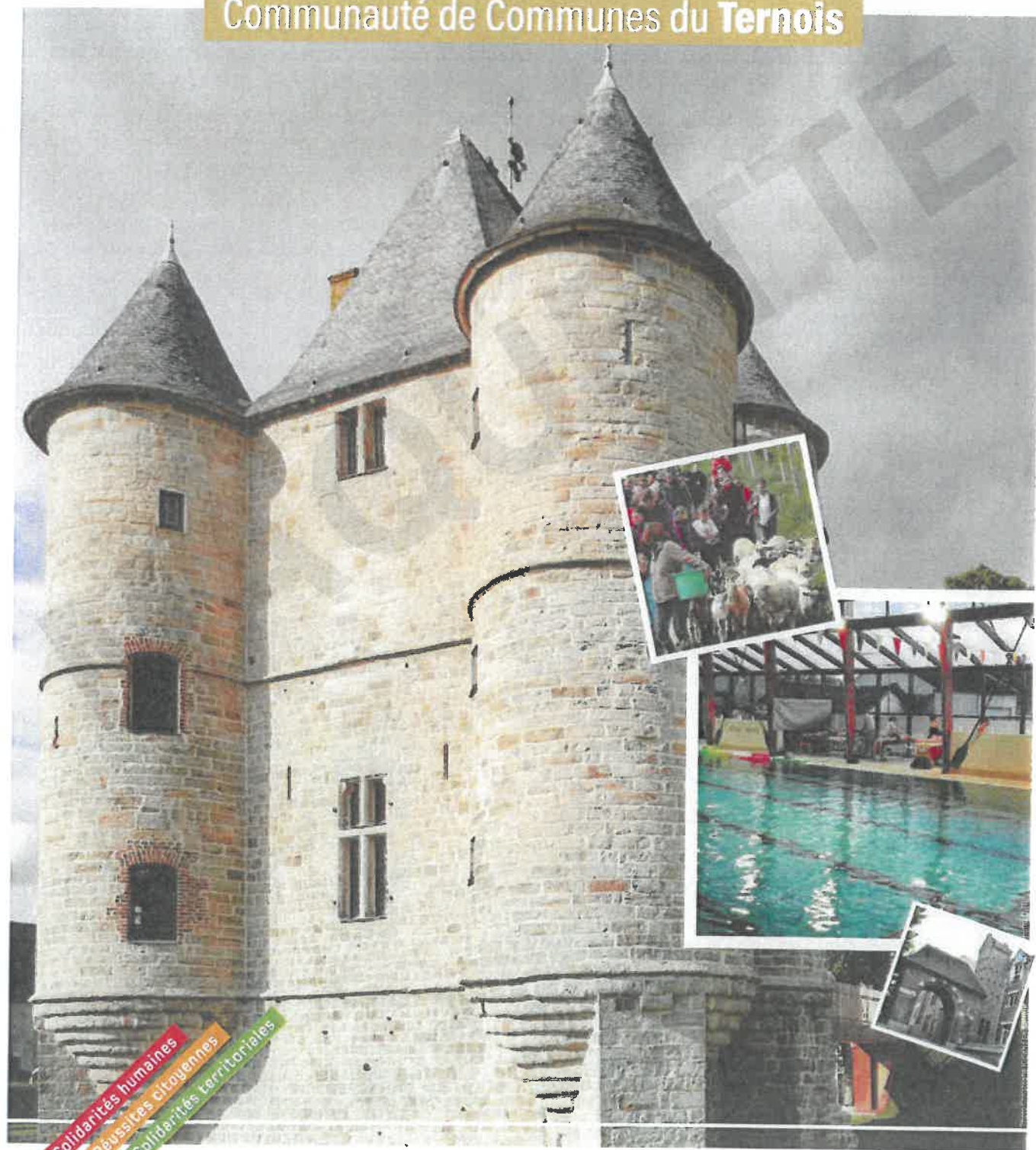
Le Président,

Marc BRIDOUX



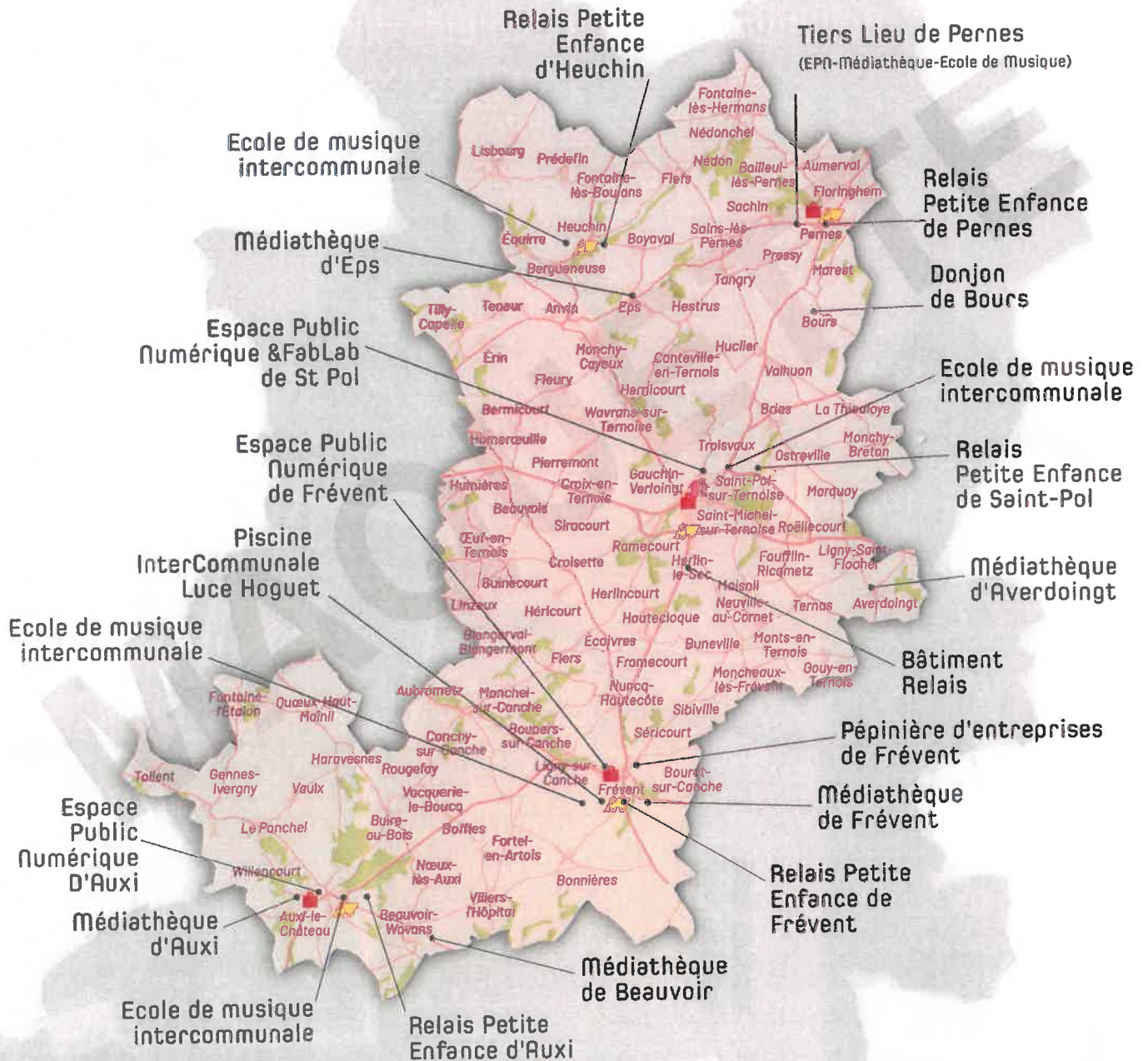
# CONTRAT DE TERRITOIRE 2023-2026

Communauté de Communes du Ternois





# Le territoire du ternois



Maison du Département Solidarité et sites

Centre d'Exploitation Routier

Collèges publics



À l'issue d'un travail mené par le Département et ses 198 partenaires, nous avons construit un projet de mandat qui s'appuie sur trois axes fondamentaux : **Territoriales, celui des Solidarités Humaines et enfin, celui des Réussites Citoyennes.** Deux priorités, **la jeunesse et l'environnement** étant transverses à l'ensemble de ces pactes.

Nous nous sommes dotés d'une feuille de route départementale que nous déclinons de manière très opérationnelle.

Cette nouvelle phase de contractualisation est une déclinaison de notre projet politique.

Le contrat naît de la rencontre des priorités du Département exprimées dans le projet de mandat et des priorités des territoires. Il définit précisément les enjeux sur lesquels il y a accord, pour agir de concert sur les années à venir.

En ce sens, le contrat ne fige pas une liste d'opérations mais il est un véritable outil d'innovation pour apporter à chaque habitant du Pas-de-Calais une réponse locale adaptée à ses besoins.

Notre philosophie est très claire, elle s'appuie sur une connaissance fine des territoires qui s'appuie sur un dialogue permanent avec les représentants locaux et les populations.

Depuis sa création en 2004, la contractualisation a permis l'émergence de nombreux projets dans l'ensemble du département, cette démarche garde aujourd'hui toute sa pertinence pour l'aménagement de nos territoires et du cadre de vie des habitants du Pas-de-Calais.

**Jean-Claude Leroy,**  
**Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais**  
**Député honoraire**

Au fil des années, la Communauté de Communes du Ternois et le Département du Pas-de-Calais ont noué des liens solides, unissant leurs efforts pour un développement commun et ambitieux.

Aujourd'hui, cette collaboration renforcée nous permet d'affronter les défis avec détermination. Ensemble, nous promovons le progrès dans nos régions rurales, avec un accent sur la proximité et la solidarité envers nos concitoyens.

La Communauté de Communes du Ternois peut compter sur le soutien indéfectible du Département du Pas-de-Calais. Nous collaborons conjointement pour valoriser les ressources du territoire, encourager un tourisme durable, et dynamiser l'économie locale. Ensemble, nous visons à renforcer l'accessibilité aux services essentiels sur tout le territoire pour une meilleure équité territoriale.

La transition écologique est une priorité partagée. Nous mettrons en œuvre des actions concrètes pour soutenir les initiatives respectueuses de l'environnement et promouvoir les énergies renouvelables.

Enfin, Nous nous engageons collectivement à renforcer les synergies en matière de cohésion sociale, en soutenant les projets favorisant l'inclusion de tous les citoyens.

La Communauté de Communes du Ternois peut compter sur le Département du Pas-de-Calais, et ensemble, nous jouons un rôle essentiel dans cette ère de transformation. Main dans la main, nous bâtirons un avenir meilleur, respectueux de notre territoire et de ses habitants. Notre vision commune sera une réalité, pour que notre département brille comme un exemple inspirant de développement durable, équitable et solidaire.

**Marc Bridoux,**  
**Président de la Communauté de Communes du Ternois**





# Les contractualisations précoces : quelques exemples de réalisation

Depuis la mise en œuvre de la démarche de contractualisation par le Département du Pas-de-Calais en 2005, plusieurs projets structurants ont été accompagnés sur le territoire :

- Création d'une nouvelle zone d'activités à Auxi-le-Château
- Résorption des zones blanches en téléphonie mobile de la Communauté de Communes du pays d'Heuchin
- Création d'une zone d'activités légères à Pernes
- Rénovation de la toiture et du revêtement de l'aire sportive de la salle de sport rénovée du collège du Bellimont à Pernes-en-Artois
- Construction d'un bâtiment relais sur la zone d'activités d'Herlin-le-Sec
- Réhabilitation de la Scierie en espace culturel polyvalent à Conchy-sur-Canche
- Aménagement de la médiathèque communale d'Auxi-le-Château à rayonnement communautaire
- Aménagement d'une école de musique intercommunale et création d'un auditorium à St-Pol-sur-Ternoise
- Réhabilitation de l'ancienne gare d'Auxi-le-Château en agence intercommunale de services et tiers-lieux

## zoom sur une opération contractualisée



### Réhabilitation de l'ancienne gare d'Auxi-le-Château en agence intercommunale de services et tiers-lieux

Le projet de réhabilitation de la gare d'Auxi-le-Château a été initié par l'ex Communauté de communes de l'Auxilois et co-construit avec le Département dès 2013 pour répondre au besoin, identifié au Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public, de renforcement de l'offre de services de proximité en faveur des habitants du Ternois qui en étaient le plus éloignés.

La Communauté de Communes du Ternois a poursuivi ce projet en y intégrant d'autres fonctions répondant à sa stratégie de déploiement : école de musique, relais petite enfance et micro-crèche, espace de coworking et bureaux, halte randonnée dans l'ancien château d'eau en lien avec le sentier de randonnée sur l'ancienne voie ferrée, géré par le Département.

Les bâtiments ont été partiellement détruits et reconstruits en veillant à respecter l'insertion paysagère de l'ensemble : conservation et mise en valeur de l'aspect patrimonial du site, bardage bois qui met en valeur l'équipement. Cette antenne intercommunale de services vient compléter le maillage des équipements structurants de services publics sur un territoire rural particulièrement isolé. Ce projet permettant l'accès à des services supra-communaux, s'inscrit aussi dans le cadre de la reconversion d'une ancienne friche ferroviaire.

# Partie I

## Ambitions des partenaires du contrat

*Les enjeux des pactes  
départementaux*

## Préambule

Après une large concertation à l'attention des citoyens, des partenaires et des agents départementaux, le Département du Pas-de-Calais a voté, à la fin de l'année 2022, 3 pactes : le pacte des solidarités territoriales, le pacte des réussites citoyennes et le pacte des solidarités humaines.

Alimentation durable, autonomie des personnes âgées, mobilités douces, culture, accès à l'emploi, sport... ; toutes les politiques départementales ont fait l'objet d'échanges pour poser les enjeux, entendre les propositions et contributions, et proposer un projet départemental qui permette à chacun de bien vivre dans le Pas-de-Calais.

Ces trois pactes fixent les ambitions du projet départemental pour la durée du mandat et actent l'engagement, dans leur mise en œuvre, de prendre en compte la parole des usagers tout en poursuivant la concertation de proximité avec les partenaires.

De nombreuses thématiques abordées dans ces pactes font l'objet de compétences croisées avec les intercommunalités et/ou les communes, ou sont mises en œuvre par de nombreux partenaires du territoire (associations, syndicats mixtes, ...). L'intégralité des pactes est disponible sur [www.pasdecals.fr](http://www.pasdecals.fr), rubriques Le Conseil départemental / Projet de mandat / Phase 3 le vote et l'application des pactes.

Les axes plus particulièrement mis en exergue dans les pages qui suivent sont ceux qui pourraient faire l'objet d'ambitions et de projets communs à approfondir dans le présent contrat.





# Le pacte des solidarités territoriales

Chef de file des solidarités territoriales, le Département est engagé depuis longtemps au côté des territoires pour promouvoir un développement équilibré et raisonné qui favorise la qualité de vie des habitants. Concrètement, le Département agit et se mobilise auprès des acteurs pour améliorer le cadre de vie des habitants, préserver l'environnement, favoriser l'accès aux services, encourager les mobilités douces.

Pleinement conscient pour l'avenir de la nécessité de prendre en compte et d'adapter nos pratiques face aux enjeux climatiques, ce pacte fait de la lutte contre le réchauffement climatique, de la préservation des ressources, de la sobriété énergétique ou encore de l'alimentation durable des objectifs à défendre collectivement.

Plusieurs ambitions inscrites dans le pacte des solidarités territoriales peuvent faire l'objet de collaborations avec les intercommunalités, les communes et les partenaires du Département :

- Le soutien en ingénierie pour promouvoir des projets solidaires et respectueux de l'environnement. Les collaborations entre l'ingénierie départementale et celles des collectivités existent déjà et pourront être approfondies sur certains sujets d'expertise partagés.
- L'enjeu de l'accès à des services, des équipements de qualité, des espaces publics adaptés au plus grand nombre, qui soient des lieux d'orientation, de rencontres et d'échanges favorisant le lien social et intergénérationnel. Le Département favorisera l'émergence de projets polyvalents, privilégiant à

la fois la diversité des fonctions ainsi qu'un usage raisonné des énergies et des moyens.

- Promouvoir une alimentation de proximité et de qualité accessible à tous est une ambition nécessairement partagée avec les territoires, notamment dans le cadre des projets alimentaires territoriaux. Le Département s'engage également à poursuivre la lutte contre le gaspillage alimentaire ou encore l'amélioration de la gestion des déchets dans les collèges et les établissements sociaux et médico-sociaux.

- L'enjeu d'une mobilité responsable associant le maintien d'un réseau routier performant aux impacts environnementaux limités tout en favorisant les nouvelles pratiques de mobilités douces (soutien de l'intermodalité, promotion du vélo dans les déplacements du quotidien, moderniser les aires de covoiturage pour mieux les intégrer à l'offre globale de mobilité...). Sur ces sujets, le Département renforcera les initiatives de concertation publique et d'information sur les projets d'aménagement.

- Contribuer collectivement à la préservation des ressources essentielles (eau, air, biodiversité) en favorisant notamment l'économie circulaire, en prenant en compte la qualité de l'air dans les lieux accueillant des personnes sensibles, en poursuivant la politique d'intervention sur les espaces naturels sensibles, en lien avec Eden 62.

- Valoriser et préserver les espaces naturels et les paysages d'une grande diversité dans le département, mais menacés entre autres par l'urbanisation, l'évolution des pratiques agricoles ou le changement climatique. La recherche



de solutions passe par la mobilisation de la compétence départementale en matière d'Espaces Naturels Sensibles (ENS) dans les zones naturelles de crues et les zones sensibles à l'érosion du trait de côte. Elle nécessite également la définition et la réalisation d'aménagements doux pour réduire les risques sur le patrimoine départemental, mais aussi la poursuite d'une politique ambitieuse en faveur de l'arbre et du végétal (haies, fascines, ...) dans les interventions du Département et dans l'accompagnement des partenaires.

- Soutenir l'attractivité du territoire par le développement touristique, le développement durable et l'évolution de l'agriculture et de la pêche comme filières d'excellence ou encore par le soutien à l'innovation à travers les pratiques de l'économie sociale et solidaire.



# Le pacte des solidarités humaines

Le pacte des solidarités humaines est l'expression de l'engagement du Département du Pas-de-Calais dans la mise en œuvre de ses compétences sociales propres, mais aussi dans l'exercice du rôle de chef de file de l'action sociale sur le territoire départemental que lui reconnaît la loi.

En effet, l'action sociale ne saurait être le fait d'un seul, elle requiert la collaboration de tous : collectivités, établissements publics locaux, associations..., tant les compétences de chacun peuvent être complémentaires et les portes d'entrées pour les usagers multiples.

Que ce soit, pour la petite enfance, les jeunes accompagnés par l'aide sociale à l'enfance, les personnes précaires, le grand âge, les aidants, les personnes mal logées ou en situation de handicap, le Département reste aux côtés des plus fragiles et se doit de fédérer les énergies porteuses de solidarités.

Ces politiques publiques sont certes des compétences obligatoires mais elles doivent s'adapter au contexte social fragile dans le Pas-de-Calais avec des indicateurs qui restent plus dégradés qu'ailleurs, aux besoins particuliers liés au vieillissement de la population et aux enjeux d'accès aux droits pour l'ensemble des habitants du Pas-de-Calais.

Plusieurs ambitions inscrites dans le pacte des solidarités humaines peuvent faire l'objet de collaborations avec les intercommunalités, les communes et les partenaires du Département :

- Garantir à tous un accueil humain et adapté à la fois dans l'ensemble des 400 points d'accueil du département, mais également « hors les murs » par le biais de permanences et en allant vers les

personnes, pour lutter contre le non-recours aux droits, en préservant la présence physique qui peut être complétée par une offre d'accompagnement numérique sans s'y substituer (inclusion numérique). Cet objectif de proposer aux habitants du Pas-de-Calais qui en ont besoin un accueil social inconditionnel sans jugement, quelles que soient leurs difficultés, leur origine, leur âge ou leur parcours antérieur, est un chantier partagé avec les intercommunalités, les communes, les CIAS et CCAS, les centres sociaux... Ces collaborations sont indispensables pour assurer le bon maillage et l'organisation de l'offre de services de solidarité au plus près des habitants et orienter vers le partenaire compétent, en évitant l'errance administrative.



- Encourager la société à s'adapter aux singularités de chacun, quel que soit son âge, son handicap ou ses fragilités, en développant les liens entre les acteurs du champ social et ceux issus du monde économique, du sport et de la culture. Le Département pourra soutenir les initiatives tendant à maintenir ou à recréer le lien social ou à lutter contre l'isolement, y compris par l'expérimentation de pratiques innovantes.

- Prévenir et accompagner dans la difficulté, c'est aussi agir pour soutenir les personnes mal logées et lutter contre la précarité énergétique, mais également permettre à chacun de disposer d'un lo-



gement adapté à ses besoins (soutenir le développement de nouvelles formes d'habitat, adapter les accompagnements...).

- En matière de santé, le Département reste engagé aux côtés des acteurs des territoires avec ses actions de promotion de la santé des enfants (PMI, bilan de santé...) et auprès des adolescents (maison des ados, CPEF...), y compris dans le champ de la santé mentale ou par sa politique de prévention de la perte d'autonomie et d'accompagnement des aidants. Le Département expérimente également le salariat de médecins généralistes dans des zones particulièrement en tension.

- Le Département a aussi la volonté de donner à tous les jeunes, notamment les plus fragiles d'entre eux, les mêmes opportunités pour s'épanouir, s'insérer et s'émanciper. Une mobilisation particulière sera nécessaire pour les jeunes majeurs ayant eu un parcours accompagné par l'aide sociale à l'enfance à la fois dans leurs accès aux droits, à l'emploi et à un logement.

- Enfin, le Département réaffirme par ce pacte son engagement et sa posture d'accompagnement des plus précaires vers l'emploi et vers les opportunités de recrutement, en étant un facilitateur de l'insertion sous différentes formes (clauses, actions d'insertion, actions préparatoires à l'emploi, plateforme « ma mobilité62 » ...).



# Le pacte des réussites citoyennes

Parler de réussites citoyennes, c'est rechercher l'émancipation des habitants dans toutes leurs diversités et favoriser le renouveau de la cohésion sociale. Le pacte des réussites citoyennes traduit les enjeux et les ambitions que porte le Département du Pas-de-Calais dans la mise en œuvre des politiques publiques que sont la jeunesse, l'éducation, la culture et le sport, dans le cadre de ses compétences propres ou partagées avec nombre de partenaires.

Plusieurs ambitions inscrites dans le pacte des réussites citoyennes peuvent faire l'objet de collaborations avec les intercommunalités, les communes et les partenaires du Département :

- En cohérence avec le pacte des solidarités humaines, ce pacte affirme l'importance d'accompagner toutes les jeunes en leur faisant confiance. Cela passe également, au regard des compétences du Département, par l'ambition de faire du collège le lieu de toutes les égalités en renforçant le travail partenarial sur « le collège de demain » (avec l'éducation nationale, les communes, les EPCI...) autour des en-



jeux de réseaux de collègues, de mixité sociale, de lutte contre les discriminations, d'alimentation durable...

- L'ambition de rendre accessibles à tous les pratiques culturelles et sportives passe à la fois par le soutien à un maillage cohérent d'équipements rayonnant dans des bassins de vie, mais aussi par la capacité à attirer tous les publics avec des contenus exigeants en matière culturelle, par des propositions d'itinérances gratuites et au plus proches des publics, ou encore en matière sportive, par la proposition d'une diversité de pratiques, gages de bien-être et de meilleure santé.



- Le sport et la culture doivent également continuer à être des vecteurs permettant de promouvoir l'égalité homme-femme (soutien à la pratique sportive féminine, programmation culturelle équitablement répartie entre hommes et femmes...) ou l'intégration des personnes en situation de handicap, la citoyenneté auprès des jeunes et des collégiens (coordonner ou conditionner le soutien aux projets éducatifs, culturels ou sportifs qui promeuvent les valeurs de la citoyenneté). L'intégration des enjeux environnementaux dans l'organisation de manifestations écoresponsables peut également être un axe de collaboration avec les partenaires des territoires.

- En matière de promotion de la citoyenneté, de nombreuses actions partenariales pourraient être déployées autour de temps forts pour valoriser l'engagement citoyen, les actions de soutien au bénévolat et au tissu associatif, notamment via l'économie sociale et solidaire.

Tout comme indiqué dans le pacte des solidarités territoriales, l'attractivité du département repose également sur la valorisation de son patrimoine comme levier de reconnaissance pour les habitants, et d'intérêt pour les touristes. Ce soutien se fait en lien étroit avec les collectivités territoriales.



Photo Sébastien Jarry



# Partie I

## Ambitions des partenaires du contrat

*Les enjeux pour  
le partenaire*

# Le projet de territoire du partenaire

La Communauté de Communes du Ternois, composée de 38372 habitants répartis sur 103 communes, se situe au sud du Pas-de-Calais et s'étend sur une vingtaine de kilomètres d'est en ouest et sur une quarantaine de kilomètres du nord au sud pour une superficie de 634 km<sup>2</sup>.

Positionnée géographiquement au carrefour du littoral (Berck /Le Touquet), du pôle urbain d'Arras, du bassin minier (pôle urbain Bruay - Béthune) et du nord de la Somme (Abbeville/Amiens), Ternoiscom, communément dénommé le « poumon vert de l'Artois », a donc une position centrale dans le Pas de Calais.

Son armature territoriale est composée de 3 niveaux de polarités structurantes :

- Une polarité centrale, la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, de par sa situation géographique mais aussi du fait de la concentration de la majeure partie des emplois, équipements et services. La commune possède également une bonne desserte en transports.
- Deux pôles ruraux d'équilibre, les communes de Frévent et d'Auxi-le-Château qui rayonnent sur un bassin de vie local cohérent, grâce à un certain niveau d'équipements et de services diversifiés. Ce sont les « unités urbaines isolées » définies par l'INSEE.
- Les pôles ruraux de proximité, les communes de Pernes, Anvin et Heuchin qui concentrent quelques fonctions urbaines avec une attractivité locale moindre ; le niveau d'équipements et de services permet de répondre aux besoins de proximité.

### Le Ternois, un territoire qui renforce son attractivité grâce au développement durable de ses ressources

Doté d'un tissu économique très diversifié et caractérisé notamment par :

- Un pôle agro-alimentaire majeur, rassemblant des fleurons de ce secteur (Herta, Ingredia, Bigart)
- Plus de 600 exploitations agricoles
- L'artisanat représente sur le territoire plus de 600 entreprises et 1500 emplois
- 851 établissements relèvent du commerce, de l'industrie et des services
- Des entreprises dans le monde de l'industrie et du génie civil à la pointe des nouvelles technologies
- Un potentiel touristique riche et en développement notamment grâce aux projets d'agrandissement du Circuit automobile de Croix-en-Ternois, d'aménagement d'un jardin médiéval au Donjon de Bours, et à l'adhésion de Ternoiscom à la SPL Arras Pays d'Artois permettant une plus grande visibilité et qualité touristique.

Par ailleurs, le classement en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) est un atout non négligeable pour le Ternois, permettant d'attirer les entreprises sur son territoire ; les avantages financiers d'un tel classement ayant toutes les chances de rendre le secteur particulièrement attirant aux yeux des chefs d'entreprise.

En effet, créées par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995, les ZRR regroupent à l'échelle nationale

un ensemble de communes reconnues comme fragiles sur le plan socio-économique. Afin de favoriser le développement de ces territoires ruraux, des aides fiscales et sociales soutiennent la création ou la reprise d'entreprise.

L'ADN du territoire, c'est aussi la force de la création d'entreprises. Le territoire a organisé les conditions pour accompagner les porteurs de projet.

En effet, « Ternoiscom Entreprise », guichet unique des entreprises, accompagne, oriente vers ses partenaires (BGE, CCI, CMA, la DIRECCTE...). Ternoiscom mène une politique volontariste de l'accompagnement d'entreprise en proposant également de l'offre d'hébergement au sein de sa pépinière d'entreprises et de son bâtiment relais.

Pour accompagner cette dynamique, l'offre de formation sur le territoire se doit d'être renforcée et mieux adaptée aux besoins du Ternois afin de permettre notamment aux jeunes du territoire sortis du système scolaire d'accéder à un emploi local et aux entreprises de poursuivre leur développement.

C'est pourquoi Ternoiscom s'est engagée dans la création d'un hôtel de la formation professionnelle, en partenariat avec la ville de Saint-Pol-sur-Ternoise et l'ADEFI - Mission locale du territoire, outil innovant à destination des habitants et des entreprises pour répondre de manière adaptée à leurs nécessités respectives.

Enfin, la Communauté de Communes du Ternois s'inscrit dans une démarche



de commercialisation et de consommation locale grâce à la mise en place d'une plateforme de commerce local en ligne « ACHETEZ TERNOIS » et à l'accompagnement des acteurs économiques, touristiques et associatifs pour l'adhésion et l'usage de cette plateforme leur permettant un développement.

### **Le Ternois, un territoire qui s'engage dans l'équité d'accessibilité aux services**

La volonté de Ternois Com est aussi d'être au plus proche de ses habitants et d'apporter le même niveau de service pour tous ses habitants.

D'où la présence dans les communes principales de son territoire, à savoir Saint-Pol-sur-Ternoise, Frévent, Pernes et Auxi-le-Château :

- D'agences de proximité avec tout récemment à Auxi-le-Château la réhabilitation de l'ancienne gare,
- De médiathèques avec le projet de tiers-lieu culturel à St-Pol-sur-Ternoise
- D'espaces publics numériques structurants
- D'un Fablab fixe et itinérant
- De centre d'accueil des jeunes enfants
- D'espaces d'accueil de loisirs
- De deux maisons France Services, fixe et itinérante
- De permanences administratives et sociales au sein du siège et des agences
- Des salles de sport intercommunales et un projet de terrain de football synthétique intercommunal
- Une piscine intercommunale à Frévent pour scolaires, associations et usagers ; celle-ci sera d'ailleurs fermée pour d'importants travaux de réhabilitation et d'amélioration de septembre 2023 à août 2024.

Il est à noter également que la moitié des 10 plus grands établissements du territoire du TERNOIS relèvent de la santé ou de l'action sociale avec la présence de 4 maisons de santé pluridisciplinaire avec télé médecine.

Le Ternois est certes un territoire profondément et fièrement dynamique, mais sa ruralité n'est pas moins fragilisée par les problèmes de mobilité et éloignée des facilités technologiques urbaines.

Aussi, TERNOISCOM s'investit dans une sensibilisation et un accompagnement important de ses usagers, acteurs économiques et touristiques aux innovations et usages numériques grâce notamment à sa contribution financière pour le déploiement de la fibre en partenariat avec le Département et la Région Hauts-de-France et à l'engagement en 2023 de l'écriture de sa seconde feuille de route numérique.

TERNOISCOM s'est aussi engagée en matière d'objets connectés. Seul territoire du Nord/Pas-de-Calais à avoir conventionné en février 2022 avec le syndicat mixte La Fibre numérique 59/62 afin d'être pilote test des innovations technologiques appliquées à la gestion des équipements et des bâtiments publics mais aussi le milieu naturel tels que la qualité de l'air ou le niveau des eaux.

En impliquant dans cette expérimentation les professionnels et les acteurs locaux du cadre de vie, du tourisme, de l'agriculture, de la santé et des services à la personne, la Communauté de Communes du Ternois a pour objectif de renforcer la cohésion numérique et

préparer le territoire connecté de demain.

### **Le Ternois, un territoire qui fait sa transition écologique**

Le territoire est engagé dans une politique climat-air-énergie depuis 2011. Les plans précédents (2011-2014 et 2014-2018) ont permis au Pays du Ternois d'être désigné Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) en octobre 2015. Plusieurs Contrats d'Objectifs Territoriaux (COT) ont été mis en place avec l'ADEME sur cette même période.

Depuis janvier 2019, le Ternois a, de concert avec la Communauté de Communes des 7 Vallées, réunis dans le cadre du PETR, élaboré un nouveau Plan climat air énergie territorial (PCAET). Les territoires ont fait preuve d'un engagement fort en associant pleinement la population à l'élaboration de la stratégie du plan climat. Ce travail a abouti à une stratégie ambitieuse votée à l'unanimité par les représentants des deux intercommunalités.

Découpée en 5 axes, celle-ci place le secteur agricole au cœur de cette nouvelle politique climatique. Dans ce cadre, le Ternois s'est engagé à développer des mobilités durables pour le territoire, à assurer un développement économique en adéquation avec la transition énergétique et écologique pour permettre au territoire d'être équilibré, attractif, 100 % renouvelable et solidaire pour ses habitants.

À ce titre, la Communauté de Communes du Ternois poursuit ses initiatives en matière de développement durable du territoire notamment dans



le domaine des énergies renouvelables (projets éoliens et cadastre solaire) et celui des déchets avec un projet de valorisation des biodéchets (composteurs) et le renforcement de l'accompagnement aux bons gestes du tri, grâce à des animations d'ambassadeurs du tri en déchèterie et dans les communes membres auprès de scolaires, d'administrations, d'entreprises, d'associations et de particuliers.

Ternoiscom est aussi engagée dans un programme pluriannuel de lutte contre l'érosion et les inondations avec un large programme d'actions dans le cadre de sa politique GEMAPI et en collaboration avec les différents SAGE de son territoire.

La question de la mobilité est aussi un élément central de cette politique : elle associe des actions de développement des alternatives à l'autosolisme, par la mise en place de hubs ruraux dans les bourgs-centres, la mise en place d'un nouveau service de transport intercommunal en septembre 2023.

Les principaux axes de déplacement sont couverts par un service de cars interurbains calibré pour les publics scolaires et limité en termes de desserte géographique et horaire.

Le nord du territoire est également desservi par deux lignes TER reliant vers l'est Saint-Pol-sur-Ternoise aux agglomérations de Béthune et Arras, et vers l'ouest au territoire côtier Montreuil-Étaples. Une amélioration de ces dessertes est en cours avec les services de la Région.

Par ailleurs, dans le cadre de son adhésion à Hauts-de-France Mobilités, Ternoiscom s'engage dans la réflexion d'un transport à la demande mutualisé qui pourrait compléter l'offre. Dans ce même partenariat, le Ternois assure une politique de promotion du covoiturage en partenariat auprès des entreprises et des habitants.

Enfin, une collaboration est apportée aux associations locales proposant des services de location de scooters électriques et de vélos à assistance électrique. Elle accompagne également les structures d'enseignements dans la mise en place de Plans de Déplacement Établissement Scolaire afin d'améliorer la part des modes doux pour les courts trajets.

La mobilité sur le territoire du Ternois est donc une compétence à enjeu central alliant des problématiques territoriales, sociales et environnementales importantes.

### **Le Ternois, un territoire à l'écoute du bien-être et du bien-vivre de ses habitants**

Depuis 2019, Ternoiscom s'est engagée dans une Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales, la Mutualité Sociale Agricole et le Département et après concertation des habitants au travers d'une analyse des besoins sociaux.

Différentes actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité déclinées en trois axes sont proposées : l'harmonie familiale et le bien-être, la santé et la culture.

De plus, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et dans le cadre de son contrat local de Santé (CLS), la Communauté de Communes du Ternois se préoccupe de la santé de la population du territoire. Celui-ci vise à promouvoir la santé des enfants et des jeunes, améliorer l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies et favoriser l'attractivité globale du territoire pour les professionnels de santé.

Une enquête grand public sur le territoire est actuellement en cours afin de définir le contenu du futur CLS qui sera rédigé pour une mise en œuvre en 2024 en corrélation également avec le Projet Régional de Santé.

Enfin en matière d'habitat, sur le territoire une OPAH se terminera mi-2024 et déjà à ce jour les objectifs prévus initialement dans ce programme sont largement atteints permettant aux habitants d'être accompagnés financièrement dans leurs travaux et offrant également des marchés supplémentaires aux artisans locaux.

Aussi, Ternoiscom engage une évaluation de cette OPAH et une étude pré opérationnelle pour la prochaine OPAH qui prendra le relais pour le bien-vivre de ses habitants.

**Le Ternois, un territoire rural dynamique qui s'engage pour demain.**



## Partie 2

### Axes communs du contrat

Envoyé en préfecture le 27/02/2024

Reçu en préfecture le 27/02/2024

Publié le

ID : 062-200069672-20240220-02\_20022024-DE

## *Les axes communs du contrat entre le Département du Pas-de-Calais et la Communauté de Communes du Ternois*

Le partenariat qui unit la Communauté de Communes du Ternois et le Département depuis plusieurs années, de même que les échanges qui ont jalonné la démarche de contractualisation, permettent de dessiner quatre grands enjeux transversaux.

### **Permettre au territoire d'être durablement attractif par la valorisation de ses ressources**

L'activité économique du Ternois, et notamment le secteur agro-alimentaire, se porte relativement bien mais se voit confrontée à une pénurie de main-d'œuvre. Ainsi, l'offre de formation sur le territoire mérite d'être renforcée et mieux adaptée aux réalités économiques du Ternois afin de permettre notamment aux jeunes du territoire sortis du système scolaire d'accéder à un emploi local et aux entreprises de poursuivre leur développement.

La Communauté de Communes du Ternois (CCT) agit en faveur de l'insertion sociale et du développement économique en créant l'hôtel de la formation professionnelle, en partenariat avec la ville de Saint-Pol-sur-Ternoise et l'ADEFI - Mission locale du territoire, outil innovant à destination des habitants et des entreprises pour répondre de manière adaptée à leurs besoins respectifs.

Cette action contribue à la mise en œuvre des ambitions du Pacte des Solidarités Humaines en accompagnant les personnes en situation précaire vers les métiers qui recrutent et l'autonomie, et du Pacte des Réussites Citoyennes en créant les conditions de la réussite pour tous et en particulier les jeunes en décrochage scolaire.

Par ailleurs, le territoire recèle un potentiel significatif de développement touristique, vecteur d'attractivité du territoire que soutient le Département : des équipements tels que le circuit automobile de Croix-en-Ternois et son projet d'agrandissement, des réserves naturelles régionales (la Pâturage Mille Trous à Auxi-le-Château, le Riez à Nœux-les-Aux), les cours d'eau et rivières (la Ternoise) et un héritage de l'Histoire avec notamment le donjon du Village patrimoine de Bours...



Ce site historique fait d'ailleurs l'objet d'un projet de jardin médiéval inscrit dans le Contrat de Relance et de Transition Écologique de l'Ar-

ondissement d'Arras avec l'ambition de faire converger la mise en valeur des milieux naturels et les pratiques culturelles et touristiques.

Il constitue une opportunité de valoriser et préserver les espaces naturels et les paysages, ambitionnée par le Pacte des Solidarités Territoriales. Enfin, la Communauté de Communes du Ternois s'inscrit dans une démarche de consommation locale (plateforme de commerce local en ligne « ACHETEZ TERNOIS ») et d'alimentation durable à l'échelle du Ternois et des 7 Vallées, mission confiée au Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR), qui mènera les réflexions et les projets autour des circuits courts à destination notamment de la restauration collective scolaire.

### **Relever le défi de l'équité territoriale par le renforcement de l'accessibilité aux services**

Afin de maintenir la cohésion sociale face à la fracture du numérique et la disparition des services publics de proximité, les territoires ruraux, tel que le Ternois, réinventent l'accès aux services publics et s'approprient les outils tels que les « Maisons France Service ».

Avec l'objectif d'assurer à chacun de ses habitants un accueil pour les démarches administratives du quotidien à moins de dix minutes de chez lui, la Communauté de Communes du



Ternois partage et complète l'ambition 1 du Pacte des Solidarités Humaines du Département de garantir à tous un accueil humain et adapté.

Dans cette même optique de service de proximité, l'intercommunalité mène différentes études de programmation permettant d'identifier les besoins des habitants en matière d'accueil de la petite enfance et d'accessibilité à la lecture publique et au numérique afin d'implanter sur le territoire des structures optimisées et adaptées tel que le projet de Tiers-lieu culturel de Saint-Pol: médiathèque et accompagnement au numérique pourraient notamment être proposés.

La Communauté de Communes du Ternois souhaite également investir dans les équipements sportifs et de loisirs et projette de rénover la piscine de Frévent et d'aménager un terrain de football intercommunal à Saint-Pol-sur-Ternoise.

En cohérence avec sa politique en faveur de l'accessibilité aux services publics, la Communauté de Communes du Ternois s'engage dans l'organisation de la mobilité se traduisant par la prise de compétence en mars 2021 et l'élaboration en cours de son Plan de Mobilité Simplifié (PMS) à l'échelle du Ternois et des 7 Vallées qui aboutira à des actions concrètes en termes de mobilité facilitant l'accès aux différents services.

### Accompagner la transition écologique du territoire

Face au défi du dérèglement climatique et aux conséquences notamment de l'amplification des phénomènes météorologiques extrêmes, l'intercommunalité est engagée dans une démarche d'adaptation du territoire aux effets du changement climatique.

Le territoire du Ternois est déjà fort exposé aux risques naturels d'inondations et d'érosion des sols. Plusieurs communes sont concernées par un Plan de Prévention du Risque Inondation.

Les eaux de ruissellement peuvent également occasionner de nombreux dommages aux infrastructures routières et bâtiments publics, dont ceux du Département.

À travers le Pacte des Solidarités Territoriales, le Département s'est engagé à épauler les acteurs du territoire pour surmonter ces difficultés et saisir les effets d'opportunité qu'elles peuvent représenter tel que les solutions d'hydrauliques douces qui font appel au génie végétal favorisant ainsi l'amélioration du paysage et la protection de la biodiversité.

Le plan d'actions du territoire du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) du Ternois - 7 Vallées élaboré par le PETR, a été établi en concertation avec le public et décline 5 axes pour répondre aux enjeux climatiques, énergétiques et environnementaux du territoire: l'agriculture, les mobilités durables, le développement économique, l'aménagement du territoire, l'énergie en 32 actions détaillées à mettre dorénavant en œuvre.

Labellisée « Territoire à énergie positive pour la croissance verte » (TEPCV) en 2015, la Communauté de Communes du Ternois multiplie les initiatives en matière de développement durable du territoire dans les domaines du recyclage des déchets (projet de valorisation des bio déchets) et des énergies renouvelables (projets éoliens et cadastre solaire).

### Conforter les synergies en matière de cohésion sociale

Démarche initiée en 2017 à la création de l'intercommunalité issue de la fusion de 4 Établissements Publics de Coopération Intercommunale, Ternoiscom dresse aujourd'hui le bilan des actions menées dans le cadre de la Convention Territoriale Globale signée en 2019 avec la Caisse d'Allocations Familiales, la Mutualité Sociale Agricole et le Département et engage un processus de concertation des habitants pour l'élaboration de la nou-

Dans ce cadre, la Communauté de Communes du Ternois dispose d'un programme global d'accompagnement et de soutien à la parentalité avec, pour vocation, de guider les futurs pères et mères vers leur rôle de parent. Ce programme se décline sous trois axes: l'harmonie familiale et le bien-être, la santé et la culture. L'intercommunalité est soucieuse de compléter son offre d'acculturation aux compétences parentales. De même, elle choisit de s'impliquer dans la lutte contre les violences intrafamiliales.

De plus, dans le cadre du Projet Régional de Santé, la Communauté de Communes du Ternois se préoccupe de la santé de la population du territoire et co-signe avec l'Agence Régionale de Santé, le Contrat Local de Santé. Celui-ci vise à promouvoir la santé des enfants et des jeunes, améliorer l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies et favoriser l'attractivité globale du territoire pour les professionnels de santé.



Ces engagements de la Communauté de Communes du Ternois font écho à l'ambition du Département de promotion de la santé à tous les âges de la vie, et notamment des plus fragiles, du Pacte des Solidarités Humaines. Territoire pilote en matière d'objets connectés, la Communauté de Communes du Ternois a conventionné en février 2022 avec le syndicat mixte La Fibre numérique 59/62 afin d'expérimenter les innovations technologiques appliquées à la gestion des équipements et des bâtiments publics mais aussi le milieu naturel tels que la qualité de l'air ou le niveau des eaux. En y impliquant les professionnels et les acteurs locaux du cadre de vie, du tourisme, de l'agriculture, de la santé et des services à la personne, la Communauté de Communes du Ternois a pour objectif de renforcer la cohésion numérique et préparer le territoire connecté de demain.



# Partie 3

## Mode d'emploi du contrat

Envoyé en préfecture le 27/02/2024

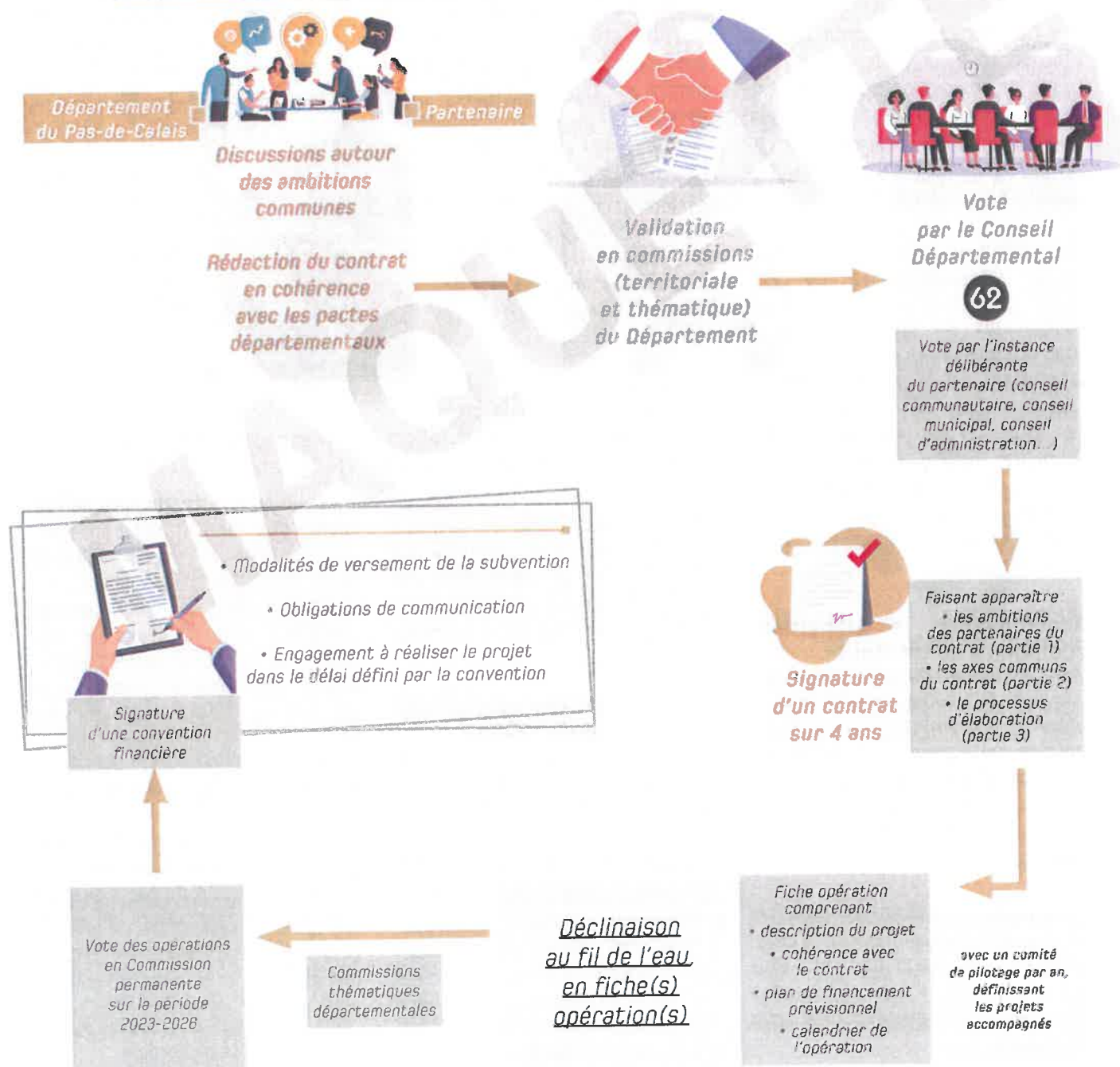
Reçu en préfecture le 27/02/2024

Publié le

ID : 062-200069672-20240220-02\_20022024-DE

## Le processus d'élaboration et de mise en œuvre

### Élaboration du contrat



## Ingénierie mobilisable

Le travail partenarial réalisé depuis de nombreuses années par le Département avec les acteurs des territoires du Pas-de-Calais, n'a fait que démontrer l'importance des échanges autour des projets le plus en amont possible, afin de favoriser leur qualité et leur opérationnalité.

Ces échanges sont d'autant plus nécessaires actuellement qu'ils permettent d'anticiper au mieux, à la fois les coûts de construction ou d'aménagement, mais surtout les charges de fonctionnement, élément essentiel à la viabilité d'un équipement ou d'un projet public.

### INGÉNIERIE 62

Le réseau d'expertise publique au service des collectivités du Pas-de-Calais

À travers ses services territorialisés, le Département reste accessible en proximité afin d'accompagner les projets dans la durée et au cours des différentes phases : de l'élaboration à la recherche de financements.

Le Département peut également, à travers la plateforme « Ingénierie 62 », mobiliser l'ensemble de l'expertise départementale et celle de partenaires des territoires (CAUE, FDE, Agences d'urbanisme...) au service du montage du projet.

## Engagements réciproques

Le Département s'engage à poursuivre l'accompagnement des projets de territoire qui seront portés par la Communauté de Communes du Ternois en mobilisant son ingénierie, et, le cas échéant, ses dispositifs de droit commun existants, ou en proposant un soutien financier au titre du Fonds d'Innovation Territoriale (FIT).

En cohérence avec les ambitions inscrites dans les pactes départementaux, le partenaire apportera, pour chaque projet soutenu, une attention particulière à la prise en compte des publics cibles du Département et particulièrement les collégiens, les jeunes en situation de fragilité, les personnes âgées ou handicapées et les personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active ou en insertion.

Cette collaboration en faveur des habitants du Pas-de-Calais peut prendre différentes formes comme des **possibilités d'accès adaptés pour ces publics** (tarifications, collaborations artistiques, mises à disposition d'espaces...) pour des équipements culturels ou sportifs.

Elle existe déjà bien souvent en matière d'insertion (**clauses ou actions d'insertion**) pour permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi de bénéficier de l'opportunité que représentent les chantiers de travaux publics collectivement financés.

Pour aller plus loin, des projets conjoints complémentaires

pourraient être engagés autour des enjeux de recrutement propres aux filières du territoire de la Communauté de Communes du Ternois. Un engagement commun est également souhaitable en matière d'actions liées à la **mobilité solidaire** pour que les déplacements et l'obtention du permis de conduire ne constituent pas des freins aux parcours positifs vers l'emploi.

Enfin, le Département sollicite également de la part de la Communauté de Communes du Ternois, une attention particulière sur :

- La prise en compte, dans chaque projet d'aménagement ou d'équipement proposé au Département des **enjeux environnementaux de lutte contre le réchauffement climatique et de préservation des ressources essentielles** (gestion de l'eau, recours aux plantations d'essences locales, éclairages LED, économie circulaire, revalorisation des déchets, emploi d'éco matériaux...) en y associant les problématiques d'accès en modes doux de déplacements à ces équipements structurants et lieux de vie ;

- **L'engagement handicap** du Conseil départemental du Pas-de-Calais qui encourage un véritable « réflexe handicap » dès la conception des politiques publiques et l'élaboration des projets. Les projets soutenus et accompagnés par le Département devront davantage prendre en considération les aspects liés à l'inclusion, à l'accessibilité en tous lieux,

aux droits fondamentaux et à la citoyenneté, à l'acceptation des différences. L'enjeu majeur est de réellement favoriser l'inclusion des personnes handicapées et de leur permettre d'exercer pleinement leur citoyenneté ;

- La spécificité et la diversité des **jeunesses** qui nécessite des approches adaptées, innovantes et individualisées que ce soit en matière d'insertion, d'accès au logement, à l'ap-

prentissage, aux activités culturelles et sportives en lien avec le territoire, contre toute forme de discrimination. Les actions de communication devra également faire l'objet d'une attention particulière.

- Le soutien des aménagements et des équipements favorisant **le lien et la cohésion sociale** dans tous les territoires, en permettant l'accès à tous et toutes sans distinction et dans une recherche d'inclusivité et d'ouverture.

## Obligations de communication



Photo Magali Sepieter

### 62 Pas-de-Calais Mon Département

De la signature du contrat jusqu'à la mise en œuvre des opérations, les deux partenaires, à chaque fois que cela sera possible et pertinent, mettront en avant ce partenariat de proximité inscrit dans la durée. Des opérations de communication communes spécifiques à la déclinaison du contrat pourront être mises en place.

Toute opération accompagnée dans le cadre du FIT devra respecter les obligations de communication et la charte graphique disponibles sur le site internet :

<https://www.pasdecalais.fr/Partenaires/Contreparties-communication>.

Sur les supports de communication tels que les documents de communication print, la signalétique de chantier ou événementielle ou encore les invitations officielles, le logo du Conseil départemental « 62, Pas-de-Calais Mon Département » devra figurer de façon parfaitement visible et lisible.

Aussi, le montant de l'aide financière départementale devra être clairement précisé sur

chacun des supports de promotion utilisé, ainsi que l'éventuelle aide technique valorisée dans la convention de partenariat (communiqués ou dossiers de presse, lors des interviews ou articles consacrés au projet, sur les réseaux sociaux et sites internet en taguant les pages #Le Pas-de-Calais).

Concernant les travaux « bâtiments », il devra par ailleurs être organisé un temps protocolaire associant les élus départementaux. À la fin des travaux, une plaque devra être apposée sur le bâtiment. Dans tous les cas, il convient de valoriser le partenariat avec le Département auprès de la population par la transmission de tout élément justifiant la promotion et la communication de l'aide apportée tels que des visuels au format PDF (affiches, flyers, plaque d'inauguration...), des photos, des articles (journal, presse locale, site internet, post réseaux sociaux)...

Le versement du solde de la subvention sera conditionné au respect de ces obligations de communication.



# L'essentiel du contrat

Le croisement des ambitions portées par le Département du Pas-de-Calais et celles de la Communauté de Communes du Ternois a permis d'établir 4 axes de travail partagés :

- Permettre au territoire d'être durablement attractif par la valorisation de ses ressources
- Relever le défi de l'équité territoriale par le renforcement de l'accessibilité aux services
- Accompagner la transition écologique du territoire
- Conforter les synergies en matière de cohésion sociale.

Ces enjeux communs inscrits au contrat permettront l'accompagnement de projets d'investissement sous maîtrise d'ouvrage de l'intercommunalité apportant des réponses concrètes pour les habitants du Pas-de-Calais.

Les projets portés par l'intercommunalité seront proposés durant la durée du contrat et examinés au regard de leur cohérence avec les axes de travail et les modalités de déclinaison des engagements réciproques co-construits entre le Département et l'intercommunalité.

Après analyse du projet, à l'aune des dispositifs de droit commun du Département, et en cas de soutien au projet par la mobilisation du fonds d'innovation territorial, une fiche opération sera conjointement réalisée et soumise au vote des instances du Conseil départemental.

Pendant la durée du contrat, les partenaires s'engagent à tenir, a minima une fois par an, une rencontre technique suivie d'un comité de pilotage pour assurer la bonne réalisation du contrat et des opérations s'y rapportant.

La mise en synergie des démarches menées par nos collectivités s'inscrit dans une recherche partagée et réaffirmée d'efficacité de l'action publique mais également de maintien d'une capacité d'innovation et d'expérimentation à l'échelon territorial.

Fait à Arras le

en deux exemplaires.

*Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Le Président du Conseil départemental,*

**Jean-Claude LEROY**

*Pour la Communauté de Communes  
du Ternois,  
Le Président,*

**Marc Bridoux**

## *Au-delà des contrats : l'action du Département...*



École de Conchy-sur-Canche



Au-delà du contrat, le Département agit sur le territoire de la Communauté du Ternois en déployant des actions, en réalisant des investissements, en mobilisant ses agents en faveur des solidarités humaines et territoriales.

• Pour la Solidarité entre les habitants, ce sont par exemple :

857 bénéficiaires  
soit 4 071 607 €



Aides aux personnes  
Âgées (APA)  
Chiffres 2022

204 bénéficiaires  
soit 1 341 708 €



Prestation de compensation  
du handicap (PCH)  
Chiffres 2022

907 foyers allocataires  
soit 5 899 987,80 €



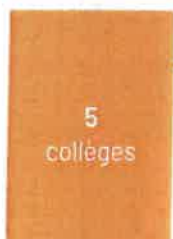
Revenu de solidarité active  
(RSA)  
Chiffres de mars 2023

56 assistantes  
familiales



Pour protéger les enfants  
et les familles  
Chiffres d'avril 2023

• Pour favoriser les conditions de réussite des collégiens, ce sont d'abord :



372 250 €<sup>1</sup> de frais  
de fonctionnement  
par an



Pour 1727 élèves<sup>2</sup>,  
dont 77 % sont demi-pensionnaires  
soit 221 328 repas servis par an



3 215 962,15 € d'investissements  
programmés sur la période  
2020-2023

• Pour contribuer au bien-vivre, au titre des politiques volontaristes, ce sont ainsi :



Pour la culture,

- 880 277 € d'investissements de 2019 à 2022 notamment restaurations des églises Notre-Dame de Buire-au-Bois, Saint-Jean-Baptiste de Willencourt, Saint-Pierre de Fortel-en-Artois ou Saint-Clément de Fontaine-lès-Hermans.
- 357 151 € de fonctionnement de 2019 à 2022 notamment l'école de musique intercommunale.



Pour le sport,

- 1 618 937 € d'investissements de 2019 à 2022.

• Pour valoriser le cadre de vie et renforcer l'attractivité via le Fonds d'aménagement rural et de développement agricole (FARDA), c'est le soutien à :



- 136 projets, sur 66 communes et 1 intercommunalité pour 2 536 438,84 € sur la période 2019-2022.



• Pour la mobilité, ce sont des investissements pour les infrastructures routières :



Sur la période 2019-2022 : 9 221 256,71 € investis.

• Pour la sécurité des habitants, c'est le financement des services et centres départementaux d'incendie et de secours (SDIS et CIS) :



74 220 500 € par an<sup>3</sup> en coût de fonctionnement, à l'échelle départementale, incluant sur le territoire de Ternois Com, les centres d'incendie et de secours de Auxi-le-Château, Frévent, Pernes-en-Artois, Saint-Pol-sur-Ternoise.

1 : Moyenne des dotations 2019-2020-2021-2022 ; 2 : Année scolaire 2022/2023 ; 3 : Moyenne 2019-2020-2021-2022

## Les interlocuteurs du contrat

### Côté Département :

- Maison du département aménagement et développement territorial du Montreuillois-Ternois
- Maison du Département Solidarité du Ternois
- Direction des sports, Service partenariats et pratiques sportives
- Direction des affaires culturelles, Direction adjointe du développement culturel et du Patrimoine - Service du développement culturel, Direction adjointe de la lecture publique
- Direction de l'éducation et des collèges

### Côté partenaire :

- Direction générale des services



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°03/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Adhésion au dispositif de la centrale d'achat Transport à la Demande (TAD) avec Hauts de France Mobilités</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires que par délibération 2023-34 en date du 19 juin 2023, le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités a modifié ses statuts afin de pouvoir se constituer en centrale d'achat et ainsi permettre à ses membres et à leurs partenaires délégués de sélectionner un opérateur de transport à la demande dans le cadre d'un marché mutualisé. La Centrale d'Achat TAD a été formellement créée par le Comité Syndical de Hauts-de-France Mobilités le 13 novembre 2023 (Délibération 2023-36).

Chaque adhérent demeure libre de fixer sa propre politique achat et de recourir à la Centrale d'Achat TAD en opportunité selon ses propres besoins. Chaque adhérent reste ainsi libre de passer lui-même ses propres marchés publics et accords-cadres si le marché passé par la Centrale d'Achat TAD ne lui convient pas in fine.

L'adhésion à la Centrale d'Achat TAD est gratuite.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver les termes des statuts de la Centrale d'Achat TAD ci-joint en annexe,

D'autoriser la signature du bulletin d'adhésion à la Centrale d'Achat TAD,

De déléguer au Président ou à toute personne habilitée au titre de l'article L5211-10 du CGCT, la décision de recourir aux services de la Centrale d'Achat TAD en tant que membre adhérent ainsi que tout acte y afférent.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

 Séance du 20 Février 2024  
 Délibération n°04/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification du tableau des effectifs</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

Vu le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,

Vu le décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,

Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité,

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

Vu la consultation du Comité Social Territorial,

M. Le Président propose aux Délégués Communautaires :

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 :

- ⇒ Modification de l'emploi de responsable ludothèque, à temps complet, créé initialement sur le cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux (catégorie C – filière animation) en permettant le recrutement sur le cadre d'emploi des animateurs territoriaux (catégorie B – filière animation)

- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de responsable de structure EAJE à temps complet, grade d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe => temps non complet 28h/semaine
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi d'agent d'animation en EAJE, à temps non complet (23h/semaine) grade d'adjoint d'animation => temps complet 35h/semaine
- ⇒ Modification d'un emploi de coordinateur ACM, à temps complet, créé initialement sur le grade d'adjoint d'animation territorial (catégorie C – filière animation) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux (catégorie C – filière animation)
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de secrétaire de mairie à temps non complet (31h/semaine) grade d'adjoint administratif (catégorie C – filière administrative) => temps complet 35h/semaine
- ⇒ Modification d'un emploi de gardien de déchetterie, à temps complet, créé initialement sur le grade d'adjoint technique territorial (catégorie C – filière technique) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux (catégorie C – filière technique)

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 :

- ⇒ Modification de l'emploi de responsable ludothèque, à temps complet, créé initialement sur le cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux (catégorie C – filière animation) en permettant le recrutement sur le cadre d'emploi des animateurs territoriaux (catégorie B – filière animation)
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de responsable de structure EAJE à temps complet, grade d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe => temps non complet 28h/semaine
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi d'agent d'animation en EAJE, à temps non complet (23h/semaine) grade d'adjoint d'animation => temps complet 35h/semaine
- ⇒ Modification d'un emploi de coordinateur ACM, à temps complet, créé initialement sur le grade d'adjoint d'animation territorial (catégorie C – filière animation) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux (catégorie C – filière animation)
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de secrétaire de mairie à temps non complet (31h/semaine) grade d'adjoint administratif (catégorie C – filière administrative) => temps complet 35h/semaine
- ⇒ Modification d'un emploi de gardien de déchetterie, à temps complet, créé initialement sur le grade d'adjoint technique territorial (catégorie C – filière technique) en permettant le recrutement sur tous les grades du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux (catégorie C – filière technique)

De charger M. le Président de recruter les agents qui seront affectés à ces emplois, de mettre en œuvre la procédure nécessaire aux recrutements et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois seront inscrits au budget

Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Les emplois ci-dessus sont en priorité pourvus par un agent fonctionnaire et seront susceptibles d'être pourvus par un agent contractuel en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24



Pour extrait certifié conforme

Le Président

  
Marc BRIDOUX



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°05/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Modification du tableau des emplois et des effectifs – Création d'un poste de gestionnaire administratif/ive Scot/Leader/PETR – Cadre d'emplois des Adjoints Administratifs (CAT C)</b>

La séance ouverte,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu les dispositions du décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu les dispositions du décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction Publique Territoriale ;

Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité ;

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

M. Le Président propose à l'assemblée délibérante de créer un poste de gestionnaire administratif/ive SCOT-LEADER-PETR qui sera occupé par un agent titulaire d'un grade du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs Territoriaux (catégorie C) à temps complet (35h hebdomadaires).

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;



## LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

### DECIDE :

- De Créer un poste de gestionnaire administratif/ive SCOT-LEADER-PETR qui sera occupé par un agent titulaire d'un grade du cadre d'emplois des Adjointes Administratifs Territoriaux (catégorie C) à temps complet (35h hebdomadaires) ;
- De charger M. le Président de recruter l'agent qui sera affecté à cet emploi, de mettre en œuvre la procédure nécessaire au recrutement et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant ;
- D'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi ainsi créé ;
- De charger M. le Président de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il est précisé que :

L'emploi ci-dessus sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ce contrat est renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°06/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Exécution des dépenses avant le vote du budget primitif 2024 – Budget Principal</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires que les dispositions de l'article L.1612-1 du CGCT prévoient que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette »,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1612-1 et L.1612-20,

Considérant qu'il est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des services, d'engager, liquider et mandater une partie des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif de l'année 2024, après autorisation du Conseil Communautaire,

Considérant qu'il y a lieu de reprendre des crédits uniquement sur certaines opérations du budget principal,

Vu les inscriptions d'investissement du Budget Primitif et des décisions modificatives 2023, suivant la répartition ci-jointe,

Il est proposé d'autoriser le Président de la Communauté de Communes du Ternois à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2024, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2023 et pour les opérations reprises ci-dessous :

Opérations	Crédits ouverts en 2023 (BP et DM)	Montant autorisé de dépense d'investissement avant le vote du BP 2024
906 Services Techniques	42 500,00 €	10 625,00 €
916 -Piscine	365 000,00 €	91 250,00 €
924 -Salle de sport Frévent	2 794 567,00 €	698 641,75 €
925-Agences Ternois Com	95 600,00 €	23 900,00 €
929-Salle du Faulx Heuchin	8 900,00 €	2 225,00 €
933-Tiers lieu St Pol	55 000,00 €	13 750,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 361 567,00 €</b>	<b>840 391,75 €</b>

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser le Président de la Communauté de Communes du Ternois à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2024, dans la limite du quart des crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2023 et pour les opérations reprises ci-dessous :

Opérations	Crédits ouverts en 2023 (BP et DM)	Montant autorisé de dépense d'investissement avant le vote du BP 2024
906 Services Techniques	42 500,00 €	10 625,00 €
916 -Piscine	365 000,00 €	91 250,00 €
924 -Salle de sport Frévent	2 794 567,00 €	698 641,75 €
925-Agences Ternois Com	95 600,00 €	23 900,00 €
929-Salle du Faulx Heuchin	8 900,00 €	2 225,00 €
933-Tiers lieu St Pol	55 000,00 €	13 750,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 361 567,00 €</b>	<b>840 391,75 €</b>

D'inscrire les crédits correspondants au budget 2024 lors de son adoption ;

D'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.



Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

  
Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°07/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Redevance Spéciale de la Collecte des Ordures Ménagères – Tarifs 2024</b>

La séance ouverte, M. Le Président propose aux Délégués Communautaires la révision des prix de redevance spéciale pour 2024, dont voici le détail :

**II – LE TAUX DE REVISION :**

Le taux de révision est calculé à partir de la formule suivante :

$$P = PO \times \left( 0.15 + 0.50 \times \frac{ICMO2}{ICMO20} + 0.20 \times \frac{FSD1}{FSD10} + 0.15 \times \frac{GO}{GOO} \right)$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé pour 2023
- PO : Prix initial en 2022
- ICMO2 : valeur de l'indice « Collecte des ordures ménagères », en janvier 2023. Indice du coût de la main d'oeuvre dans la collecte des ordures ménagères, Syndicat National des Activités du Déchet (SNAD) – publié sur le site de la FNADE.
- ICMO20 : valeur connue en janvier 2022 de l'indice « Collecte des ordures ménagères »
- FSD1 : Valeur de l'indice « frais et services divers – modèle de référence n°1 », en janvier 2023
- FSD10 : Valeur de l'indice « frais et services divers – modèle de référence n°1 », en janvier 2022
- GO : Valeur de l'indice des prix à la consommation Gazole en janvier 2023
- GOO : Valeur de l'indice des prix à la consommation Gazole en janvier 2022

**Le taux de révision est de 1,0112 pour les prix en 2024 par rapport aux prix de 2023 ;**

## II – LES DÉPÔTS EN DÉCHÈTERIES :

	Prix pour 2024 – avec application d'un taux de révision à 1,0112 par rapport aux prix de 2023
Déchets dangereux d'entretien, de bricolage et de jardinage « peintures, allume-feu, décapants, antimousses, chlore... » (déchets diffus spécifiques).	1,65 €/kg
Déchets à enfouir	30,32 € le m3
Gravats (hors fibrociments)	15,17 € le m3
Plâtre	28,72 € le m3
Bois traité	26,52 € le m3
Déchets verts	5,68 € le m3

### Communes extérieures

Tarif de l'accessibilité des communes extérieures aux déchetteries de TernoisCom est proposé à 24€/habitant pour 2024.

## III – LES COLLECTES EN PORTE A PORTE :

### 1) Coût de la Collecte et du traitement pour les professionnels

Le coût de collecte et de traitement d'une tonne d'ordure ménagère en 2024 est de 220,85€/tonne.

Sachant que les bacs de 770L pèsent en moyenne 93kg

La redevance spéciale pour les professionnels en 2024 sera facturée 20,54€ par bac collecté.

Le prêt du bac noir sera facturé en 2024 à 14,10€/an/bac

### 2) Maisons de retraite et établissements de santé :

Avec application du taux de révision de 1.0112 voici les tarifs pour l'année 2024 :

78,00 €	/lit pour 1 collecte/semaine
87,30 €	/lit pour 2 collectes/semaine
96,55 €	/lit pour 3 collectes/semaine

### 3) Campings et aires de loisirs

Avec application du taux de révision de 1.0112 voici les tarifs pour l'année 2024 :

24,18 €/emplacement

### 4) Tournée supplémentaire de St Pol et collecte et traitement du Marché

Calcul de la redevance pour le passage d'une tournée supplémentaire dans St Pol pour 2024 :

Pour les frais de la tournée supplémentaire (hors coût du traitement des déchets) : 21 030 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver la tarification de la redevance spéciale à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024, comme décrite ci-dessus.


D'autoriser le Président à signer les conventions avec les producteurs et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°08/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Approbation du contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets avec les éco-organismes agréés</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'en application de l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement mettant en œuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments d'ameublement, la prévention et la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) doivent être assurées par les metteurs sur le marché. Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Le nouveau cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'éléments d'ameublement adopté par l'arrêté interministériel du 12/10/2023, publié le 18/10/2023 fixe de nouveaux objectifs de taux de collecte séparée de 45% en 2024 à 51% en 2028 (en proportion des quantités mises sur le marché), de taux de valorisation des DEA collectés séparément de 90% en 2024 à 94% en 2028 et de taux de recyclage de 51% en 2024 à 55% en 2028 pour la nouvelle période (2024-2029).

Il fixe les barèmes de soutiens pour la collecte séparée et non séparée.

Ecomaison, Valdelia et Valobat ont fait acte de candidature à l'agrément.

Il est proposé aux collectivités et à leurs groupements de conclure un nouveau *Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets* pour la période 2024-2029 avec les éco-organismes lorsqu'ils seront agréés.

Le Contrat a pour objet de définir les modalités opérationnelles et financières de la prise en charge par les éco-organismes précités, de la gestion des DEA collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets (SPGD), ainsi que des soutiens relatifs aux actions en faveur du réemploi des éléments d'ameublement et de la communication.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'adhérer au Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets avec les éco-organismes agréés pour la période 2024-2029.

D'autoriser M. le Président à signer le contrat territorial pour le mobilier usagé et toutes pièces afférentes à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°09/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Approbation de l'avenant 2024 au contrat pour l'action et à la performance (CAP) – Prolongation des contrats citéo filières papiers graphiques et emballages ménagers</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'en application de la responsabilité élargie des producteurs, les personnes visées au I de l'article L. 541-10-1 et celles visées à l'article R. 543-56 du code de l'environnement doivent contribuer à la gestion, respectivement, des déchets d'imprimés papiers, ménagers et assimilés et des déchets d'emballages ménagers.

Les personnes susvisées peuvent transférer leurs obligations en versant une contribution financière à une société agréée à cette fin par les pouvoirs publics. Cette dernière verse à son tour des soutiens financiers aux collectivités territoriales en charge du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le cahier des charges d'agrément de la filière des papiers graphiques a été adopté par arrêté du 2 novembre 2016 pris en application des articles L. 541-10, L. 541-10-1 et D. 543-207 à D. 543-211 du code de l'environnement. La prolongation sans modification a été adoptée par arrêtés ministériels du 21 et 23 décembre 2022 pour prendre effet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023. Le cahier des charges fixe un barème de soutiens, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Dans ce cadre, la collectivité s'engage notamment à mettre à jour les consignes de tri des papiers sur tous les supports et à déclarer les tonnages recyclés annuellement.

Côté emballages, le cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers a été adopté par arrêté du 29 novembre 2016 pris en application des articles L. 541-10 et R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement.

La prolongation sans modification a été adoptée par arrêtés ministériels du 21 et 23 décembre 2022 pour prendre effet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023. Dans ce cadre, la collectivité s'engage notamment à assurer une collecte séparée prenant en compte l'ensemble des déchets d'emballages soumis à la consigne de tri.

Le Contrat signé avec l'eco-organisme Citéo en 2018 a déjà fait l'objet de cinq avenants résultant d'évolutions du Cahier des Charges et de prolongations d'agrément. Il expirait au 31 décembre 2023. La Filière à responsabilité élargie des Producteurs (REP) des emballages ménagers et des papiers graphiques est en cours de réagrément auprès de l'Etat pour la période 2024-2029 et un nouveau cahier des charges sera mis en place.

Dans l'intermédiaire il est nécessaire pour Citéo d'assurer la continuité des soutiens et de la reprise auprès des collectivités. **Cet éco-organisme nous propose un avenant de continuité, intégrant une clause de mise en conformité avec le nouveau cahier des charges. Cet avenant couvre du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024 et il prévoit une mise à jour du barème de soutiens financiers.** Le versement des soutiens au recyclage demeure, comme par le passé, subordonné à la reprise et au recyclage effectif des emballages et papiers graphiques collectés et triés conformément aux standards par matériau.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'opter pour la prolongation proposée par Citeo (SREP SA) avec mise en conformité avec le cahier des charges de la Filière au titre des filières d'emballages ménagers et papiers graphiques et d'autoriser le Président à signer, par voie dématérialisée, ledit contrat avec Citeo (SREP SA), pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

D'autoriser le Président à signer l'avenant au Contrat CAP (Contrat pour l'Action et la Performance) proposé par Citeo (SREP SA) et toutes pièces afférentes à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°10/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Adhésion au contrat option filière verre barème G avec O-I France SAS 2024-2029</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'en vue de l'approbation du Contrat Option Filière Verre Barème G avec O-I France SAS dans le cadre de l'option « *reprise filière* »

Le contrat de reprise proposé fixe l'ensemble des conditions de la Reprise Filière Verre :

- Les conditions générales et particulières applicables.
- Les conditions d'application spécifiques à la société agréée, en l'occurrence CITEO pour l'année 2024 et en attente de confirmation de l'éco-organisme retenu pour la période 2025-2029.

Le contrat de reprise a pour objet de définir les modalités selon lesquelles O-I France SAS s'engage à reprendre l'intégralité des Déchets d'Emballages Ménagers en Verre triés ;

Cet engagement de reprise et de recyclage concerne dans le Ternois le standard « déchets d'emballages ménagers en verre, sans tri par couleur et en vrac issus de la collecte séparée et dont la teneur en verre globale est de 98 % au minimum. »

La durée du contrat de reprise et ses conditions générales sont prévues jusqu'au 31 décembre 2029.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;



**DECIDE :**

D'adhérer au **Contrat de Reprise Option Filière Verre Barème G** pour la période 2024-2029.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°11/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Paiement d'une situation finale valant décompte général définitif pour la maîtrise d'œuvre de travaux d'assainissement tranches 5 et 6</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que la Communauté de Communes du Ternois est relancée par le cabinet AMODIAG concernant le paiement d'un solde de facture correspondant à un montant HT de 2 980.96€.

Rappel : Marché 2010-01 en date du 19 novembre 2010.

Montant initial du Marché : 31 900 € HT

Montant du forfait définitif de rémunération (avant avenant 1) : 59 619.19 € HT

Collectivité concernée : SIVU « assainissement de l'Agglomération de Saint-Pol-sur Ternoise »

Titulaire du Marché : Amodiag environnement - Valenciennes

TernoisCom a été destinataire d'échanges de mails entre l'ex SIVU de l'agglomération de St Pol et la trésorerie lui permettant de comprendre le dossier et d'apporter les solutions afin d'aboutir au versement du solde attendu.

Pour cela, la trésorerie avait sollicité auprès de l'ex. SIVU :

- L'avenant 3 fixant le coût de réalisation après achèvement de l'ouvrage visé par les parties ;
- Une attestation indiquant la date de remise du DOE ;
- Et une délibération indiquant la non-application des pénalités (constat que les délais de vérification du maître d'œuvre avaient

h h

été dépassés pour 3 acomptes soit une pénalité à recouvrer de 2 782.89 €).

Etant dans l'impossibilité de dater et d'attester ce qui est demandé, la certification de remise du DOE a été établie par Amodiag ainsi que l'avenant daté par leurs soins ;

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'accepter le principe de délibérer sur le fait de ne pas appliquer les pénalités pour un montant de 2 782.89 € pour le MO et de pouvoir solder par conséquent ce dossier en mandant le Solde de facturation appelé DGD d'un montant HT de 2 980.96 € HT ;

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°12/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Animation de l'Espace Conseil France Renov du Ternois – Signature de la convention 2024 avec INHARI</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de ses politiques locales en faveur de l'amélioration de l'habitat et de la transition énergétique, la Communauté de Communes du Ternois s'est engagée depuis de nombreuses années dans la mise à disposition auprès de ses habitants d'un Espace Info Energie, puis d'un espace Conseil FAIRE et aujourd'hui d'un Espace Conseil France Rénov' (ECFR).

Ce service développé initialement par l'ADEME et piloté aujourd'hui par l'ANAH, en partenariat avec le Conseil Régional des Hauts-de-France, permet d'apporter auprès des particuliers des informations et un accompagnement de proximité neutre et indépendant sur la maîtrise de l'énergie (efficacité énergétique, isolation, énergies renouvelables...) et la qualité environnementale du bâtiment.

Depuis sa mise en place, l'opérateur INHARI a été choisi pour assurer ce service public de l'énergie. Initialement mutualisé avec la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane jusqu'en 2020, cet ECFR a ensuite été déployé pour une période de 3 ans à l'échelle du PETR Ternois-7vallées (2021-2023). Cette convention de partenariat étant terminée, il convient de déterminer les modalités techniques et financières de l'ECFR pour l'année 2024. Compte-tenu de l'accroissement de la demande de la population en matière de conseils énergétiques, ainsi que des perspectives de développement sur la politique de l'habitat en lien avec son futur PLH, il est proposé de déployer un Espace Conseil France Rénov' à l'échelle de la Communauté de Communes du Ternois, tout en renforçant les moyens humains afférents à ce dispositif d'accompagnement (de 0,5 à 1 Equivalent Temps Plein).

Pour ce faire, il est proposé de poursuivre le partenariat avec l'opérateur INHARI pour une durée d'un an (2024). Le fonctionnement, les objectifs et le contenu du partenariat sont fixés dans une convention spécifique.

Un programme prévisionnel d'actions permet de préciser principalement les attendus en matière d'accompagnement des particuliers ainsi que des animations territoriales envisagées. C'est notamment le cas pour la fixation du nombre d'actes rendus obligatoires depuis 2021 par le programme national SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique). En matière d'animation, l'ECFR sera aussi mobilisé pour sensibiliser et accompagner les habitants sur le cadastre solaire du territoire.

Les objectifs prévisionnels fixés pour 2024 en matière d'actes métier sont les suivants :

- A.1 - Information de 1er niveau (juridique, technique, financière et sociale) : 70
- A.2 - Conseil personnalisé des ménages adapté à leur situation financière et sociale et aux caractéristiques techniques de leur logement : 200
- A.4 - Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (phases amonts du chantier avec visite à domicile) : 50

Au titre de l'année 2024, le financement prévisionnel de l'Espace Conseil France Rénov' du Ternois est estimé à 63 780 € réparti comme suit :

- CEE – Programme SARE : 25 280 €
- Conseil Régional : 22 500€
- TernoisCom : 16 000 €

L'EPCI assure par ailleurs la mise à disposition des locaux et services (téléphone, Internet...) nécessaires à l'accueil de l'Espace Conseil France Rénov' sur ses différents lieux de permanences. Un nouveau planning hebdomadaire sera établi ainsi qu'une convention de partenariat au titre de l'année 2024 entre INHARI et la Communauté de Communes du Ternois.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'approuver la mise en place de l'Espace Conseil France Rénov' du Ternois avec un ETP ;

D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat correspondante conclue au titre de l'année 2024 ci-jointe en annexe et tout document se rapportant à cette décision.

D'inscrire au budget 2024 la participation correspondante de 16 000 € pour la Communauté de Communes du Ternois.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le  
et publication et notification le





# Animation d'un Espace Conseil France Rénov' sur la Communauté de Communes du Ternois



## Convention de partenariat entre la Communauté de Communes du Ternois et INHARI 2024



avec



**France  
Rénov'**

Le service public pour mieux  
rénover mon habitat

**INHARI**

**Agence de Loos en Gohelle**

3, rue Alexandre Maniez 62750 LOOS EN GOHELLE

Tél : 03 21 37 38 36 / Fax : 03 21 37 43 71

Mail : [agence.npdc@inhari.fr](mailto:agence.npdc@inhari.fr)



## Cette convention est établie :

### Entre :

La Communauté de Communes du Ternois, dont le siège est situé Parc des Moulins, 400 rue de Maisnil 62130 HERLIN LE SEC, représentée par son Président en exercice Monsieur Marc BRIDOUX, autorisé à signer la présente convention par délibération,

### Et :

INHARI Agence Nord Pas de Calais, association régie par la loi du 1er juillet 1901, n° SIRET : 781 123 856 00069 code APE : 8899 B dont le siège est situé 44, rue du Champ des Oiseaux 76000 ROUEN, représenté par Monsieur Jonathan HELLEC, Directeur Général ayant délégation de signature de Monsieur Nicolas MESSAGE, son Président.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## Préambule : Présentation du programme SARE

Le programme SARE vise à aider les Français à se repérer et à se faire conseiller pour la rénovation énergétique de leur logement à travers l'organisation et le déploiement des espaces conseil France Rénov', le service public de la rénovation de l'habitat sur l'ensemble du territoire. Il repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires, et prioritairement des régions.

Ce programme, dont l'enveloppe dédiée pourra atteindre 200 millions d'euros sur la période 2020-2024, permettra de cofinancer les montants engagés par les collectivités territoriales pour la réalisation de trois missions essentielles :

### 1. Soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers

Le programme contribue aux missions d'information, de conseil et d'accompagnement des ménages, y compris par le développement ou le renforcement d'outils permettant de systématiser l'accompagnement des ménages et de communiquer massivement vers les citoyens. Dans ce cadre, des audits énergétiques pourront notamment être réalisés pour poser les bons diagnostics avant d'engager les travaux de rénovation des logements.

### 2. Créer une dynamique territoriale autour de la rénovation

Des actions de sensibilisation, de mobilisation des professionnels et acteurs concernés par la rénovation énergétique des logements sur les territoires peuvent être cofinancées, afin d'accompagner la montée en compétence des professionnels.

### 3. Soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés

Le programme accompagnera également la rénovation des bâtiments du « petit tertiaire privé » (commerces, bureaux, restaurants...), afin que les propriétaires de tels locaux disposent du même guichet d'information et de conseil de proximité, comme l'envisageait le plan de rénovation énergétique des bâtiments adopté en avril 2018.

Le programme SARE présente les caractéristiques suivantes :

- Le programme est cofinancé par des entreprises privées (Obligés) dans le cadre du dispositif de certificats d'économies d'énergie (ci-après « CEE ») et par les collectivités territoriales, à même hauteur ;
- Le programme est co-porté par l'ADEME (Porteur pilote) et des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales volontaires (Porteurs associés) qui sont pour l'essentiel des Régions, qui se sont manifestés dans le cadre d'une concertation et qui ont présenté un plan de déploiement du programme ;
- Le programme est déployé par les Porteurs associés, dans le cadre de conventions régionales. Les Porteurs associés ont pour rôle principal de piloter la mise en œuvre du programme en s'appuyant sur les initiatives et les cofinancements des collectivités infrarégionales, principalement les EPCI au regard de leur compétence en matière d'habitat et d'énergie. Ils assurent l'exécution financière du Programme, notamment en recevant et en distribuant les fonds des Obligés. Ils suivent l'avancement opérationnel des actions engagées, en lien avec le Porteur pilote ;
- La durée de financement du déploiement du programme sur chaque territoire, initialement de 4 ans (2020-2023) a été prolongée jusqu'en fin 2024.

## **Article 1 : Objectif de la convention**

L'association INHARI a pour vocation l'amélioration de l'habitat et des conditions de vie et plus particulièrement, par ses missions de conseil France Rénov', d'informer objectivement les habitants sur la maîtrise de l'énergie (utilisation rationnelle de l'énergie, efficacité énergétique, énergies renouvelables) et la qualité environnementale du bâtiment.

Conformément à son objet social, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le programme d'actions conforme à ce qui est décrit à l'article 3 de la présente convention et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution et dans la mesure où l'Espace Conseil France Rénov' continue d'être reconnu et financé par le dispositif SARE (via la Région Hauts-de-France en tant que porteur associé unique du programme sur la région) et le Conseil Régional dans le cadre du financement des Espaces Conseil France Rénov'.

Les éléments du programme d'actions 2024, à titre indicatif, sont précisés en annexe de la présente convention.

Localement, l'action portée par l'Espace Conseil France Rénov' participe à la mise en œuvre des différentes politiques portées par la Communauté de Communes du Ternois :

- amélioration de l'habitat via la mise en œuvre d'une OPAH ;
- contribution aux objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial élaboré à l'échelle du PETR ;
- transition énergétique au travers des études de programmation et planification énergétiques portées par le territoire, mise en place d'un Conseil en Energie Partagée à destination des communes...
- réflexion sur la mise en place d'un guichet unique de l'habitat

C'est pourquoi la Communauté de Communes du Ternois souhaite soutenir cette association et s'engage à accompagner financièrement et techniquement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert, à l'exception des financements imputables sur la section d'investissement.

La présente convention a pour objet de définir :

- les moyens et les pistes d'intervention de l'Espace Conseil France Rénov' d'INHARI sur le territoire, tel que repris dans l'article 3 de la présente convention,
- les modalités du financement par l'EPCI repris dans l'article 5 de la présente convention,
- la mise à disposition de lieux d'accueil et des outils nécessaires à l'exercice de la mission par l'EPCI, repris dans l'article 3.1

## **Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'1 (un) an et prend effet à compter de la délibération du conseil communautaire.

Pendant cette période, la présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis.

## **Article 3 : Contenu du partenariat**

Pour l'ensemble de son activité, le personnel d'INHARI affecté à cette mission respecte la Charte régionale des Espaces Conseil France Rénov', notamment les règles d'objectivité, d'impartialité et d'indépendance. Il utilise les moyens mis à sa disposition par l'ADEME (documentations remises ou consultables), par la Région Hauts-de-France, et par INHARI. Les missions de ce partenariat sont prioritairement destinées aux



particuliers, c'est-à-dire tous les habitants de l'EPCI, propriétaires et copropriétaires (occupants ou non) de leurs logements.

L'Espace Conseil France Rénov' apporte des conseils d'ordre technique (isolation, chauffage, ventilation, eau chaude sanitaire, énergies renouvelables...) et financier (crédit d'impôt, éco-prêt à taux zéro, primes...). Il apporte un avis objectif, neutre, gratuit et indépendant sur les questions et projets des habitants, et également sur les devis que ces derniers peuvent lui demander d'examiner. Il met en place et mène des animations (atelier d'information, stand...) s'adressant à des publics restreints, spécialisés, ou au grand public.

INHARI met à disposition **1 équivalent temps plein** pour le territoire de la Communauté de Communes du Ternois durant toute la durée de la mission.

Cet ETP est basé sur les horaires de travail des salariés d'INHARI et intègre donc les temps de congés et de récupérations éventuelles (liées aux animations de soirées et week-end). Les personnes de cet ETP sont affectées aux missions suivantes :

### **3-1. Développer les conseils personnalisés : favoriser l'aide à la décision des particuliers et accompagner le passage à l'acte**

Cette mission sera principalement effectuée par un accueil téléphonique permanent aux heures de bureau du lundi au vendredi, et un accueil du public au sein des différents lieux de permanences décrits dans le programme d'action annexé à cette convention.

La Communauté de Communes du Ternois mettra à disposition dans ces lieux de permanences un bureau d'accueil avec mobilier et accès aux moyens de communication (téléphone : ligne téléphonique dédiée, Internet, fax, courrier) et à une imprimante et à un photocopieur.

De son côté, INHARI fournit et prend en charge une ligne téléphonique mobile et une adresse mail dédiée.

### **3-2. Développer des actions d'animation : promouvoir l'Espace Conseil France Rénov', organiser et/ou participer à des actions de sensibilisation en direction du public**

Des actions d'animation sont définies dans le programme d'action annuel joint en annexe. Elles regroupent :

- Des animations en lien avec des acteurs du territoire,
- Des actions de sensibilisation telles que réunions publiques, ou balades thermiques.

INHARI relaiera toute communication proposée par les collectivités et/ou les partenaires de ces actions.

### **3-3. Ancrer l'Espace Conseil France Rénov' dans le territoire : participer aux démarches territoriales**

Afin d'ancrer l'action de l'Espace Conseil France Rénov' dans celles des territoires, le programme d'actions annuel annexé à cette convention définit :

- Le fonctionnement de la gouvernance de l'Espace Conseil France Rénov' (comités de pilotage, comités de suivi),
- Les relations de travail avec les politiques habitat-énergie du territoire.

### **3-4. Qualifier l'expertise des intervenants et contribuer à l'animation du réseau régional des Espaces Conseil France Rénov'**

Le programme d'actions définit également les actions de qualification des intervenants mis à disposition par INHARI et leur contribution au réseau régional. Pour ce faire il précise :

- La gestion de ressources documentaires à destination du public et pour l'auto formation des Conseillers,
- Les axes de formations,
- La participation aux rencontres régionales des Espaces Conseil France Rénov' et aux groupes de travail thématiques,
- Des propositions d'apport spécifique au réseau régional, de capitalisation d'expérience.

### **3-5. Suivre et évaluer l'activité**

Le programme d'actions annuel précise enfin les outils et méthodes de suivi et d'évaluation de l'activité à destination des financeurs.

## **Article 4 : Pilotage**

Un comité de pilotage annuel, à minima, rassemblant le territoire et les différents partenaires, est organisé par l'EPCI. Il s'agit de l'instance décisionnelle et stratégique chargée de s'assurer de la bonne conduite des missions de l'Espace Conseil France Rénov'. Ce comité de pilotage se tient en fin d'année pour exposer le bilan d'activité de l'année écoulée et des perspectives pour l'année suivante.

3 comités de suivi par an (1 par trimestre) associant l'EPCI et INHARI seront organisés. Il s'agit des instances chargées de faire le point sur l'état d'avancement du programme d'actions.

## **Article 5 : Financement du partenariat**

La Communauté de Communes du Ternois contribue à l'animation du dispositif en accompagnant financièrement la structure porteuse de l'Espace Conseil France Rénov', aux côtés du Conseil Régional et du dispositif SARE. Elle prend également à sa charge les frais induits par l'utilisation des locaux respectifs (loyer, électricité, chauffage, assurances...) et les frais liés aux accueils.

Le budget prévisionnel de l'année 2024 est joint en annexe à cette convention.

Le versement de l'aide allouée par la Communauté de Communes du Ternois sera effectué de la façon suivante :

- 50 % du montant de la subvention annuelle, dès la notification de la présente convention signée par les parties.
- Le solde annuel de la subvention sur transmission, au terme de l'exercice annuel, du bilan d'activités et du bilan financier faisant apparaître, notamment, les modalités d'utilisation de la subvention.

Le paiement sera effectué auprès de :  
 CIC Nord-Ouest  
 Domiciliation : CIC NO INSTITS-ASSOS  
 Etablissement : 30027  
 Code : 17411  
 N° compte : 00020117401 clé 36

## **Article 6 : Modification de la convention**

Au cours de sa période de validité, la convention pourra être modifiée ou complétée par avenant, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

## **Article 7 : Contentieux**

En cas de litige entre les parties, une recherche de solution à l'amiable sera d'abord mise en œuvre. A défaut, le juge compétent sera alors saisi afin de mettre fin au litige opposant les parties.

Fait à

le

Le Président de la Communauté  
de Communes du Ternois

Le Directeur d'INHARI

Marc BRIDOUX

Jonathan HELLEC



# Espace Conseil France Rénov' sur la Communauté de Communes du Ternois

## *Programme prévisionnel d'action 2024*

Ce programme d'action prévoit 1 ETP couvrant le territoire de la Communauté de communes du Ternois (Ternois Com).

### **1. Informer, conseiller et accompagner à la rénovation énergétique**

#### **1.1. Actes métiers**

L'évolution du mode de financement de l'Espace Conseil France Rénov' a créé en 2021 la notion d'actes métiers. Ces actes métiers permettent de mobiliser les financements du programme SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique), acte par acte, dans la mesure où ceux-ci sont co-financés localement (Région et EPCI). Ce programme, initialement prévu sur la période 2021-2023, a été prolongé sur l'année 2024.

En matière de **logements privés**, 3 types d'actes métier seront réalisés par l'Espace Conseil France Rénov' :

✓ **(A.1) Information de 1er niveau : juridique, technique, financière et sociale**

Les informations fournies sont adaptées au ménage, neutres et gratuites, et permettent à tous les ménages (précaires ou non) de faire un choix basé sur l'information la plus exhaustive possible et indépendante. Au-delà des informations à transmettre, le but de l'entretien est de repérer leurs motivations à entreprendre un projet de rénovation et de les convaincre, le cas échéant, de prendre rendez-vous pour un conseil personnalisé.

Lorsque l'information à donner pour répondre à la question initiale posée par le ménage, nécessite des éléments supplémentaires sur la situation financière du ménage et technique du logement, ou lorsque le ménage prolonge l'échange par d'autres questions, alors l'acte d'information peut être considérée comme entrant dans le domaine du conseil personnalisé (A2) s'il respecte les exigences de celui-ci.

✓ **(A.2) Conseil personnalisé**

Les conseils fournis sont également neutres, gratuits, indépendants. Ils sont personnalisés par rapport aux besoins des ménages, leur situation financière et sociale ainsi qu'aux caractéristiques techniques de leur logement. Ils peuvent traiter des aides financières (avec assistance à l'utilisation des plateformes numériques de dépôts des aides), et des aspects techniques du projet (définition des travaux de rénovation adaptés aux besoins du ménage, informations sur la qualité et le contenu

des devis). Ils doivent présenter toutes les offres de service d'accompagnement complet, qui sont répertoriées (voire agréées) sur le territoire, y compris les offres d'audits énergétiques, notamment les OPAH, le Pass Rénovation et le Passeport Énergétique du Logement.

Ce conseil personnalisé se matérialise par un compte-rendu d'entretien remis au ménage (cadre type de compte rendu fourni par l'ADEME).

✓ **(A.4) Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale (Phases amonts du chantier)**

L'accompagnement comprend, au moins, les missions suivantes :

- Une visite sur site réalisée en amont de la phase chantier
- Si le ménage n'a pas bénéficié d'un audit énergétique et ne souhaite pas en réaliser un, une évaluation énergétique est réalisée grâce à l'outil de simulation énergétique choisi par INHARI en lien avec le porteur associé. Cette évaluation permet de proposer un programme de travaux adaptés au logement
- Si le ménage a réalisé un audit énergétique, un accompagnement à l'appropriation de ce document
- Une aide au choix de scénario de rénovation énergétique et un accompagnement à la définition du programme de travaux
- Une explication des signes de qualité (qualifications et certifications) et une mise à disposition des listes des professionnels RGE et des architectes du territoire avec leurs coordonnées
- Une assistance à l'analyse des devis pour vérifier leur conformité aux critères d'obtention des aides publiques ou privées
- Un accompagnement pour établir le plan de financement du projet, faisant apparaître les aides mobilisables et le « reste à charge », avec, si nécessaire, une assistance à la mobilisation des certificats d'économies d'énergie, et/ou à l'utilisation des plateformes numériques de dépôts des aides (ANAH, Action Logement...)
- Des relances du ménage aux étapes clefs de son projet

Cet acte métier peut permettre de pré-qualifier le besoin avant l'orientation vers Mon Accompagnateur Rénov'.

Pour l'ensemble de ces actes métiers, INHARI devra obligatoirement récupérer les coordonnées complètes du ménage (nom, prénom, adresse, téléphone ou courriel).

L'acte A1 n'est pas limité en nombre, alors que les actes A2 et A4 le sont, respectivement 3 conseils et 1 accompagnement, et ce pour la durée du programme SARE (2020-2024).

Les objectifs en nombres d'actes pour l'année 2024 sont les suivants :

- 70 actes A1
- 200 actes A2
- 50 actes A4

## 1.2. Modalités de réalisation de la mission

L'Espace Conseil France Rénov' est un service d'information, de conseil et d'accompagnement sur la rénovation du logement.

Les coordonnées administratives de l'Espace France Rénov' notamment dans la communication nationale, sont fixée au siège de Ternois Com à Herlin-le-Sec, Parc des Moulins, 400 rue de Maisnil. Le numéro de téléphone et l'adresse mail sont à définir collectivement (INHARI peut cependant les proposer).

Cette mission sera d'abord effectuée par un **accueil téléphonique** permanent, aux heures de bureau du lundi au vendredi, géré par INHARI afin d'apporter un premier niveau d'information (actes A1) voire un conseil personnalisé (acte A2) selon la présence et la disponibilité du conseiller.

A préciser qu'en dehors des contacts pris directement auprès de l'Espace Conseil France Rénov', un accueil de « 1er niveau » pourra être effectué par les accueils des lieux de permanences décentralisés décrits ci-après. Ces lieux d'accueil, ainsi que les maisons France Services et les partenaires du territoire (CIAS, etc.), seront également invités à réorienter les demandeurs vers le numéro de l'accueil téléphonique d'INHARI et pourront, s'ils le souhaitent, procéder eux-mêmes à la prise de rendez-vous en ligne. Si nécessaire, INHARI organisera un temps d'explication des missions et du fonctionnement de l'Espace Conseil France Rénov' afin qu'il puisse être relayé aux demandeurs.

Un **accueil physique** du public afin de traiter les conseils personnalisés (actes A2), se fera idéalement sur rendez-vous et sur la base de créneaux de demi-journées de 9h00 à 12h00, dans les lieux suivants (appelées permanences) :

- Agence Ternois Com de Pernes, 7, rue de l'Eglise,
- Agence Ternois Com de Frévent, 10, rue d'Hesdin,
- Agence Ternois Com d'Auxi-le-Château, 6 place de la gare
- Siège de Ternois Com à Herlin-le-Sec, Parc des Moulins, 400 rue de Maisnil
- Maison de santé à Anvin, 200 rue d'Hesdin (expérimental)

Pour mener à bien sa mission, le conseiller devra disposer dans ces lieux :

- D'un bureau d'accueil
- D'un espace d'attente pour le public
- D'un accès Internet
- D'une possibilité de copie ou d'impression de documents

Le calendrier de ces permanences sera défini conjointement entre Ternois Com et INHARI en tenant compte du temps nécessaire aux autres missions (A4 et animations). Un outil de prise de rendez-vous en ligne (Bookings), déjà mis en place par INHARI depuis 2023, permettra leur fixation dans les horaires disponibles, mois après mois.

L'organisation des **missions d'accompagnement** (A 4) se fera dans la mesure du possible en respectant l'organisation du calendrier des permanences et la proximité géographique du lieu de visite avec celle-ci dans un souci de gain de temps en déplacement.

### 1.3. Communication

INHARI proposera des articles courts à relayer dans les outils suivants :

- Bulletins communautaires, bulletins communaux
- Sites Internet et réseaux sociaux des collectivités
- Médias locaux : presse, radios ...

## 2. Développer des actions d'animation pour promouvoir l'Espace Conseil France Rénov'

Ce programme sera précisé avec le territoire. Néanmoins, l'activité de conseils personnalisés reste prioritaire sur les actions d'animation. Ainsi :

- Seront priorisées les actions permettant de mieux faire connaître les différents actes métiers proposés aux habitants
- En cas de forte demande de conseils, ainsi que pendant les campagnes de communication nationale, les actions d'animations seront ralenties

Les actions que nous proposerons ou auxquelles nous nous associerons, auront donc obligatoirement trait avec l'habitat. A ce titre, les actions suivantes pourront être envisagées :

- **Evènements locaux** en lien avec l'habitat et la rénovation énergétique
- **Réunions publiques** dans les communes volontaires. Les thématiques (aides financières, isolation ...) seront définies conjointement avec les communes qui accueilleront ces réunions avec une priorité sur le cadastre solaire.
- **Actions de sensibilisation des artisans du bâtiment**, dans le cadre de la stratégie de montée en compétence des artisans locaux (en lien notamment avec l'OPAH).
- **Balades thermiques** : sensibiliser le grand public à l'aide d'une caméra thermique, 2 axes de développement :
  - ✓ Montrer l'utilité et le fonctionnement de la caméra
  - ✓ Sensibiliser sur les déperditions et développer les solutions pour y remédier
- **Animations permettant de faire la promotion de l'Espace Conseil France Rénov'** (exemple : quiz / défis en ligne)

INHARI relayera sur ses propres outils de communication, tout message proposé par les collectivités et/ou les partenaires de ces actions.

Les matériels d'exposition fournis par la région Hauts-de-France et le dispositif France Rénov' (kakémono, stands d'exposition, mallette et outils pédagogiques, brochures ...) seront utilisés autant que possible lors de ces actions.



### **3. Ancrer l'Espace Conseil France Rénov' dans le territoire : participer aux démarches territoriales**

- **Gouvernance de l'Espace Conseil France Rénov' :**  
Les partenaires de cette convention seront réunis plusieurs fois dans l'année, à l'occasion d'un comité de pilotage par an et de 3 réunions de suivi (1 par trimestre).
- **Relations de travail avec les politiques habitat-énergie du territoire :**  
INHARI relaiera les dispositifs en lien avec la rénovation énergétique, qu'ils soient portés par la collectivité (OPAH) ou à l'échelle régionale (Pass Rénovation et Passeport Énergétique du Logement notamment).
- **Partenariat avec France services :**  
INHARI avec la collectivité entretiendra un partenariat entre France Rénov' et France services qui vise un triple objectif : il répond à l'ambition écologique de l'Etat en ayant une plus grande proximité avec les usagers grâce à un maillage territorial plus dense. Il accroît la massification des aides en aidant les publics éloignés du numérique et de l'administration. Enfin, il permet aux conseillers France Rénov' d'être pleinement sur leur cœur de métier, en complémentarité avec les France services.

### **4. Qualifier l'expertise des intervenants et contribuer à l'animation du réseau régional des Espaces Conseil France Rénov'**

- **Gestion de ressources documentaires :**  
L'Espace Conseil France Rénov' pourra fournir, sur demande, de la documentation permettant de répondre aux besoins des différents publics (brochures de l'ADEME, de l'Anah ou de la Région Hauts-de-France).

La recherche et la mise à jour de ces ressources sera continue grâce à une « veille technique » qui se fera :

- En concertation lors d'échanges internes au sein d'INHARI (mutualisation avec ses autres Espaces Conseil France Rénov' et ses missions habitat) ;
  - Avec tous les Espaces Conseil France Rénov' de la région Hauts-de-France par les outils d'échanges créés pour cela (groupes de discussion...) ;
  - Ainsi que durant les coordinations régionales.
- **Formation du conseiller :**  
Afin d'actualiser en permanence ses connaissances et régulièrement accroître ses compétences, une part du temps de travail de l'équipe INHARI en charge de la mission sera consacrée :
    - A la participation à des conférences, colloques, salons, etc. ;
    - A des temps d'échanges internes réguliers ;
    - Au suivi de sessions de formations ;

- Proposées par notre réseau HATEO ;
- Régionales (notamment aux temps dédiés lors des coordinations des Espaces Conseil France Rénov') ;
- Nationales organisées par l'ADEME et l'Anah ;
- Dématérialisées via les formations MOOC bâtiments durables.

- **Participation aux rencontres régionales des Espaces Conseil France Rénov' :**  
INHARI sera amené à participer aux réunions (présentiel ou visioconférence) proposées par la Région Hauts-de-France et/ou l'ADEME.

## **5. Suivre et évaluer l'activité**

### Dans le cadre de la mission :

Chaque acte métier fait l'objet, conformément aux attentes du programme SARE, d'une fiche de renseignements enregistrée sur le site Internet dédié qui les rend accessibles auprès des coordinateurs régionaux.

Par l'intermédiaire de cet outil, l'ADEME organise une enquête de satisfaction auprès des personnes ayant contacté l'Espace Conseil France Rénov'. Le conseiller doit pour se faire leur expliquer cette évaluation et enregistrer – avec leur accord – leur adresse mail. Les résultats de cette enquête peuvent être demandés à l'ADEME par la collectivité, et seront également présentés lors des comités de suivi et de pilotage.

Un tableau de bord (appelé point mensuel) avec les indicateurs de l'activité (nombre de conseils et fréquentation des permanences, animations réalisées et fréquentation, actions de communication) sera transmis mensuellement par mail aux partenaires du territoire qui le souhaitent

Un point plus détaillé de l'avancement de l'ensemble des missions (information, conseil et animations) sera présenté lors des réunions de suivi trimestrielles.

Un rapport d'activité spécifique à la mission sera transmis annuellement et reprendra les résultats quantitatifs et qualitatifs de chacun des points évoqués dans ce programme. Il sera accompagné d'un bilan financier lui aussi annuel. Les tableaux de bord et le rapport d'activité préciseront le détail de ces éléments pour chacune des communautés de communes.

A noter que les éléments du rapport d'activité pourront être repris dans le cadre de la valorisation globale des activités de la structure porteuse ou du dispositif régional ou national France Rénov'.

Enfin INHARI, lors de sa participation aux coordinations régionales et nationales des Espaces Conseil France Rénov' et aux groupes de travail spécifiques complémentaires qui pourraient

Envoyé en préfecture le 27/02/2024

Reçu en préfecture le 27/02/2024

Publié le

ID : 062-200069672-20240220-12\_20022024-DE

être mis en place, pourra apporter des éléments sur le fonctionnement territorial de sa mission d'animation de cet Espace Conseil France Rénov' afin d'enrichir les échanges.

## ESPACE CONSEIL FRANCE RENOV Communauté de Communes du Ternois

### BUDGET PREVISIONNEL année 2024

Dépenses		Recettes	
<b>Personnel</b>	<b>37 000,00 €</b>	<b>SARE</b>	<b>25 280,00 €</b>
Salaire des personnels affectés à la mission	37 000,00 €		
<b>Fonctionnement</b>	<b>26 780,00 €</b>	<b>Région Hauts-de-France</b>	<b>22 500,00 €</b>
Frais de structure incluant frais de direction et de gestion, fournitures et petits équipements, documentation, abonnements	22 780,00 €		
Frais de déplacement	4 000,00 €	<b>Subvention territoire</b>	<b>16 000,00 €</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>63 780,00 €</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>63 780,00 €</b>

#### **Siège Social :**

44. Rue du Champ des Oiseaux – 76000 ROUEN  
 Tél : 02 32 08 13 00 – Fax : 02 35 15 99 75  
 Courriel : [contact@inhari.fr](mailto:contact@inhari.fr)  
 Association loi 1901  
 SIRET : 781 123 856 00028 – APE : 8899B

#### **Agence Pas de Calais :**

3, Rue Alexandre Maniez 62750 LOOS EN GOHELLE  
 Tél : 03 21 37 38 36 – Fax : 03 21 37 43 71  
 Courriel : [agence.npdc@inhari.fr](mailto:agence.npdc@inhari.fr)



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°13/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Signature de l'avenant n°3 modifiant les objectifs de programmation de l'année n°5 pour l'OPAH du Ternois 2019-2024</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'à la suite de la signature le 9 juillet 2019 d'une convention avec l'ANAH, une nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) a pu être conclue sur la Communauté de Communes du Ternois pour une durée de 5 ans (2019-2024).

Pour rappel, cette opération permet de faciliter l'accompagnement des habitants dans le cadre des travaux de rénovation de leur logement, et la mobilisation des financements correspondants auprès de l'ANAH et des autres partenaires. Les propriétaires bailleurs et occupants modestes et très modestes du territoire bénéficient en outre d'une bonification par TernoisCom, en complément de l'aide versée par l'ANAH.

Par la délibération du 16/12/2020, un premier avenant a eu pour objet de modifier les objectifs initiaux de la programmation OPAH, ainsi que des bonifications accordées aux propriétaires éligibles par TernoisCom. Un second avenant a également permis d'ajuster la date de fin de l'opération par rapport à l'outil informatique de gestion administré par les services de l'Etat.

A l'issue de 4 années de mise en œuvre opérationnelle de l'OPAH, son bilan fait apparaître en fonction des cibles des résultats satisfaisants à très satisfaisants (74% de taux de réalisation en 4 ans par rapport aux objectifs fixés sur 5 ans). Pour autant, le territoire est tenu de réviser un certain nombre de ces objectifs pour terminer favorablement l'OPAH.

Plusieurs constats ont pu être établis, à savoir :

- La modification du contexte législatif et des mesures nationales d'accompagnement techniques et financières à la transition énergétique de l'habitat privé qui a eu pour conséquence directe une diminution du nombre de dossiers agréés sur le volet « Propriétaire occupant - précarité énergétique ».
- La croissance forte de la demande actuelle d'accompagnement sur la ligne « Propriétaire occupant -Autonomie » où le territoire est en passe d'atteindre son objectif global à 5 ans de 69 foyers accompagnés (soit 98% des dossiers agréés en fin d'année 2023).
- L'atteinte précoce des objectifs fixés sur l'année n°5 pour les propriétaires bailleurs.

Afin d'accompagner le développement de la dynamique observée sur le territoire, il est proposé d'ajuster les objectifs de programmation en phase avec la demande (notamment pour les dossiers précarité énergétique et autonomie des propriétaires occupants et dossiers travaux lourds et économie d'énergie des propriétaires bailleurs).

Dans ce cadre, il est proposé de réviser les objectifs de réalisation de la convention pour la période 2019-2024 de la manière suivante :

- **Propriétaires occupants (391 dossiers contre 453 inscrits à l'avenant n°1) dont :**
  - **4 dossiers « habitat indigne ou très dégradé »** (8 initialement)
  - **301 dossiers « précarité énergétique »** (376 initialement)
  - **86 dossiers « autonomie »** (69 initialement)
- **Propriétaires bailleurs (indignité et énergie) : 32 dossiers** (29 initialement)

Le nombre total de dossiers à réaliser sur la 5<sup>ème</sup> et dernière année de l'opération reste inchangé par rapport aux objectifs de l'avenant 1, à savoir 98 accompagnements.

Les objectifs globaux sur 5 ans toutes cibles confondues sont cependant révisés à la baisse, à hauteur de 423 dossiers au lieu des 482 inscrits à l'avenant n°1. Cette révision est le fruit du réalisé réel des 4 années d'opération, ainsi que des ajustements opérés pour l'année n°5.

Le projet d'avenant joint, soumis à validation de la DREAL, précisera la répartition annuelle de la programmation sur la base de ces nouveaux objectifs.

Les modalités de l'accompagnement financier aux travaux de la Communauté de Communes du Ternois restent inchangées à celles inscrites à l'avenant n°1. Sur la période 2019-2024, le montant prévisionnel des autorisations d'engagement de TernoisCom consacré à l'aide aux travaux sur ces nouvelles bases est ainsi estimé à 527 000 € (contre 569 207 € initialement).

La part variable de l'ingénierie dédiée à l'accompagnement du dispositif est estimée à 51 000 € pour la période juillet 2023-juillet 2024. Les sollicitations financières correspondant à l'engagement de TernoisCom sur l'OPAH seront opérées auprès des services de l'ANAH.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'approuver l'avenant n°3 relatif à la programmation de l'année 5 de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale du 10 juillet 2019 au 9 juillet 2024 ci-joint en annexe.

De donner mandat au Président pour déposer les demandes d'aides au financement correspondant à cette opération et auprès des différents partenaires (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental...);

D'inscrire les crédits correspondants au budget principal de la Communauté de Communes du Ternois ;

De verser une bonification aux propriétaires bailleurs et occupants bénéficiaires d'une subvention ANAH suivant les conditions fixées par l'avenant n°1 signé le 18 février 2021 ;

D'autoriser le Président à signer l'avenant n°3 à la convention initiale OPAH et tout document afférent à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24





**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**



# **CONVENTION ETAT / ANAH / COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU TERNOIS**

## **AVENANT N°3**

**RELATIF À LA PROGRAMMATION  
DE L'ANNÉE 5  
DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION  
DE L'HABITAT DE REVITALISATION RURALE  
DU 10 JUILLET 2019 AU 9 JUILLET 2024**



## La présente convention est établie entre :

**La Communauté de Communes du Ternois**, maître d'ouvrage, représentée par son président, Monsieur Marc BRIDOUX,

**L'Etat**, par Monsieur Jacques BILLANT, Préfet du département du Pas-de-Calais, avec délégation à Monsieur Edouard GAYET, Directeur Départemental de la DDTM,

**L'Agence Nationale de l'Habitat**, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté par Monsieur Jacques BILLANT, Préfet du département du Pas-de-Calais, avec délégation à Monsieur Edouard GAYET, Directeur Départemental de la DDTM,

\*\*\*\*\*

*Vu la convention d'opération, signée le 9 juillet 2019 entre la Communauté de Communes du Ternois, l'État et l'Anah,*

*Vu l'avenant n°1 en date du 18 février 2021,*

*Vu l'avenant n°2 en date du 1<sup>er</sup> juin 2023 (ce dernier de pure forme lié à l'application Opal),*

*Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 20 février 2024 validant les objectifs de l'année 5, ainsi que les modalités financières apportées,*

*Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du 7 février 2024.*

### ARTICLE 1 : Objet du présent avenant

#### ARTICLE 1-1 : Programmation initiale

Pour mémoire, la convention initiale nommée OPAH RR, a été modifiée par 1 avenant. Le 2<sup>ème</sup> avenant était lié à l'ajustement de la date de fin d'opération dans l'application Opal.

Suite à l'avenant n°1, le programme visait un objectif de 482 logements à réhabiliter (29 PB et 453 PO) pour un montant prévisionnel d'engagement ANAH de 5 182 841 € (Travaux : 4 887 461 €, Ingénierie : 295 380 €) complété d'une intervention financière de la CC du Ternois de 634 207 € (Travaux : 569 207 €, Ingénierie : 65 000 €).

Le présent avenant dénommé « Avenant n°3 » fait suite à une réunion de bilan d'exécution de l'année n°4 et des perspectives de l'année 5 qui s'est tenue avec l'opérateur CITEMETRIE en date du 28 août 2023.

Plusieurs constats en sont ressortis :

- Une évolution du contexte et des règles nationales d'accompagnement à la transition énergétique de l'habitat privé qui a eu pour conséquence directe une diminution de la demande locale pour aboutir à des dossiers sur le volet « PO-précarité énergétique ». L'année 4 s'est traduite par la non atteinte des objectifs initiaux fixés, à savoir 67% sur cette ligne. D'après les projections, l'année 5 serait sur la même tendance.
- Une croissance forte actuelle de la demande d'accompagnement sur la ligne « PO-Autonomie » où le territoire est en passe d'atteindre son objectif global à 5 ans de 69 foyers accompagnés (soit 98% des dossiers agréés en fin 2023). 19 dossiers potentiels ont été mis en attente de visite sur la période du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023. Il est constaté que la demande ne faiblit pas pour le début d'année 2024.
- Les dossiers d'accompagnement pour les propriétaires bailleurs sont d'ores et déjà atteints ou même dépassés pour les objectifs initiaux sur cette année n°5, à savoir 100% sur le volet indignité ou très dégradé et 200% sur le volet énergétique.

Il s'agit globalement :

- d'une baisse de 12 % pour le nombre de logements
- d'une baisse de 7 % pour le montant de la subvention ANAH
- d'une forte hausse pour les aides propres de la collectivité.

## **ARTICLE 1-2 : Proposition de programmation revue**

### **- Article 4.1 modifié . Nombre de logements prévisionnel**

L'avenant n°3 révisé au global :

- à la hausse les objectifs PO Autonomie pour atteindre 86 logements à réhabiliter au total sur cette thématique (69 initialement),
- à la baisse les objectifs PO/LHI/TD pour atteindre 4 logements à réhabiliter au total sur cette thématique (8 initialement),
- à la baisse les objectifs PO Energie MPR pour atteindre 301 logements à réhabiliter au total sur cette thématique (376 initialement),
- à la hausse, les objectifs PB pour atteindre 32 logements à réhabiliter au total (29 initialement).

### **- Article 5.1 et 5.2 modifiés . Montants des AE Travaux & Ingénierie ANAH**

L'avenant n°3 révisé, en année 5, le montant prévisionnel des autorisations d'engagement ANAH, qui est estimé à 1 243 217 € (Travaux : 1 182 037 €, Ingénierie : 61 180 €). Ces montants prévisionnels prennent en compte les coûts de travaux et montants de parts variables de la réglementation au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Ils sont susceptibles d'être modifiés en fonction de la réglementation en vigueur.

### **- Article 5.3 modifié . Financement de la CC du Ternois**

L'avenant n°3 révisé, en année 5, le montant prévisionnel de l'intervention financière de la CC du Ternois qui est estimé à 211 264 € (Travaux : 136 250 €, Ingénierie : 75 014 €).

**Au total, les engagements et les prévisions sur l'ensemble du programme aboutissent à :**

- **423 logements à réhabiliter (32 PB et 391 PO)**
- **un montant d'engagement ANAH de 4 804 801 € (dont Ingénierie : 264 840 €)**
- **une intervention financière de la CC du Ternois de 873 370 € (dont Ingénierie : 346 370 €).**

## **ARTICLE 1-3 : Fiche de synthèse OPAH RR - CC du Ternois en annexe**

Toutes les autres dispositions de la convention d'opération restent et demeurent valables et inchangées, à l'exception des modifications du présent avenant.

Fait en 4 exemplaires,

Saint Pol sur Ternoise, le  
Pour le maître d'ouvrage,  
Le Président de la Communauté de communes du  
Ternois,

Amiens, le  
Pour l'Anah,

**Marc BRIDOUX**

Arras, le  
Pour l'État,  
P/o le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires et de la  
Mer,

Arras, le  
Pour l'Anah,  
P/o le Préfet et par délégation,  
Le Délégué Territorial Adjoint de l'Agence  
dans le département,  
Le Directeur Départemental des Territoires et  
de la Mer,

**Edouard GAYET**

**Edouard GAYET**

## 62. ANAH\_OPAH RR CC TERNOIS 2019-2024

### Fiche de synthèse programme ING/PO/ PB/MPR COPRO – 2024 – DDTM 62 Avenant n°3

Envoyé en préfecture le 27/02/2024

Reçu en préfecture le 27/02/2024

Publié le

ID : 062-200069672-20240220-13\_20022024-DE

#### Nombre de logements

	Réalisé Juillet 2019 à juillet 2020	Réalisé Juillet 2020 à juillet 2021	Réalisé Juillet 2021 à juillet 2022	Réalisé Juillet 2022 à juillet 2023	En cours Juillet 2023 à juillet 2024	TOTAL	Version suite à avenant n°2
PO/LHI/TD	1			1	2	4	8
PO Energie MPR	68	56	77	48	52	301	376
PO Autonomie	13	14	14	16	29	86	69
PB	1	9	4	3	15	32	29
PB Dont PIL							
PB Dont MOI							
HM - Nombre de logements				-	-	-	
<b>TOTAL par année</b>	<b>83</b>	<b>79</b>	<b>95</b>	<b>68</b>	<b>98</b>	<b>423</b>	<b>482 88 %</b>

#### Montant subventions ANAH

	Réalisé Juillet 2019 à juillet 2020	Réalisé Juillet 2020 à juillet 2021	Réalisé Juillet 2021 à juillet 2022	Réalisé Juillet 2022 à juillet 2023	En cours Juillet 2023 à juillet 2024	TOTAL	Version suite à avenant n°2
<b>Montant ingénierie total</b>	<b>50,660 €</b>	<b>49,000 €</b>	<b>60,520 €</b>	<b>43,480 €</b>	<b>61,180 €</b>	<b>264,840 €</b>	<b>295,380 €</b>
<i>Suivi Animation</i>	50,660 €	49,000 €	60,520 €	43,480 €	61,180 €	264,840 €	295,380 €
<i>Part fixe</i>	7,000 €	7,000 €	7,000 €	7,000 €	7,000 €	35,000 €	35,000 €
<i>Part variable</i>	43,660 €	42,000 €	53,520 €	36,480 €	54,180 €	229,840 €	260,380 €
<i>Chef de projet</i>							
<i>Autres</i>							
<b>Montant travaux total</b>	<b>667,176 €</b>	<b>872,249 €</b>	<b>1,072,110 €</b>	<b>746,389 €</b>	<b>1,182,037 €</b>	<b>4,539,961 €</b>	<b>4,887,461 €</b>
PO/LHI/TD	5,273 €			26,500 €	60,006 €	91,779 €	
PO Energie MPR	598,231 €	613,624 €	930,590 €	617,158 €	704,392 €	3,463,995 €	
PO Autonomie	36,471 €	61,670 €	43,135 €	53,009 €	104,574 €	298,859 €	
PB	27,201 €	196,955 €	98,385 €	49,722 €	313,065 €	685,328 €	
HM							
Expérimentations							
<b>TOTAL</b>	<b>717,836 €</b>	<b>921,249 €</b>	<b>1,132,630 €</b>	<b>789,869 €</b>	<b>1,243,217 €</b>	<b>4,804,801 €</b>	<b>5,182,841 € 93 %</b>

#### Montant aides CC TERNOIS

	Réalisé Juillet 2019 à juillet 2020	Réalisé Juillet 2020 à juillet 2021	Réalisé Juillet 2021 à juillet 2022	Réalisé Juillet 2022 à juillet 2023	En cours Juillet 2023 à juillet 2024	TOTAL	Version suite à avenant n°2
<b>Montant ingénierie total</b>	<b>68,676 €</b>	<b>67,259 €</b>	<b>75,855 €</b>	<b>59,566 €</b>	<b>75,014 €</b>	<b>346,370 €</b>	<b>65,000 €</b>
<i>Suivi Animation :</i>	68,676 €	67,259 €	75,855 €	59,566 €	75,014 €	346,370 €	
- <i>Part fixe</i>	24,000 €	24,000 €	24,000 €	24,000 €	24,000 €	120,000 €	
- <i>Part variable</i>	44,676 €	43,259 €	51,855 €	35,566 €	51,014 €	226,370 €	
<i>Chef de projet</i>							
<i>Autres</i>							
<b>Montant travaux total</b>	<b>102,250 €</b>	<b>90,750 €</b>	<b>108,000 €</b>	<b>89,750 €</b>	<b>136,250 €</b>	<b>527,000 €</b>	<b>569,207 €</b>
PO/LHI/TD	7,500 €			7,500 €	15,000 €	30,000 €	
PO Energie MPR	68,000 €	56,000 €	77,000 €	48,000 €	52,000 €	301,000 €	
PO Autonomie	26,000 €	28,000 €	28,000 €	32,000 €	58,000 €	172,000 €	



Envoyé en préfecture le 27/02/2024  
Reçu en préfecture le 27/02/2024  
Publié le  
ID : 062-200069672-20240220-13\_20022024-DE

PB	750 €	6,750 €	3,000 €	2,250 €	11,250 €
Expérimentations					
TOTAL	170,926 €	158,009 €	183,855 €	149,316 €	211,264 €

873,370 € 634,207 € 138 %

(1) Application des coûts moyens Anah 2023

PB	20 871 €
PO Energie MPR Sérénité	13 546 €
PO/LH/VD	30 003 €
PO Autonomie	3 606 €

Aides Ternois

PB	750 €
PO Energie MPR Sérénité	1 000 €
PO/LH/VD	7 500 €
PO Autonomie	2 000 €

(2) Montants parts variables Anah réglementation 2023

LH/VD	840 €
Energie MPR Sérénité	600 €
Autonomie	300 €

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°14/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Désignation des membres du Collège Public du Comité de Programmation LEADER 2023-2027</b>

La séance ouverte,

Vu le Plan Stratégique National (PSN) de la France pour la prochaine Politique Agricole Commune (PAC) 2023-2027 approuvé le 31 août 2022 par la commission européenne ;

Vu la délibération régionale n°2021.02215 adoptée par le Conseil Régional Hauts de France en date du 8 décembre 2021 validant le projet de stratégie régionale FEADER pour la période 2023-2027 ;

Vu la délibération régionale en date du 30 novembre 2023 validant le programme LEADER Ternois 7 Vallées pour la période 2023-2027 ;

Considérant le programme LEADER Ternois 7 Vallées, pour la période 2023-2027 ;

Considérant la mise en place d'un comité de programmation organisé en un collège public et un collège privé ;

Considérant la désignation des membres publics par les Communautés de Communes ;

M. le Président propose de désigner les membres suivants pour siéger au Comité de programmation LEADER Ternois 7 Vallées 2023-2027 :

Membres titulaires	Membres suppléants
<b>Monsieur Claude BACHELET</b>	<b>Monsieur Henri DEJONGHE</b>
<b>Monsieur Hervé BRIDOUX</b>	<b>Monsieur Olivier RIGOT</b>
<b>Monsieur Claude COQUART</b>	<b>Madame Claude ROUSSEZ</b>
<b>Monsieur Jean Luc FAY</b>	<b>Monsieur Charles TORCHY</b>
<b>Monsieur Didier HOCHART</b>	<b>Monsieur Michel VAN ELSLANDER</b>
<b>Monsieur Yves HOSTYN</b>	<b>Monsieur Gérard VANDENTORREN</b>

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

De désigner les membres suivants pour siéger au Comité de programmation LEADER Ternois 7 Vallées 2023-2027 :

Membres titulaires	Membres suppléants
<b>Monsieur Claude BACHELET</b> <b>Monsieur Hervé BRIDOUX</b> <b>Monsieur Claude COQUART</b> <b>Monsieur Jean Luc FAY</b> <b>Monsieur Didier HOCHART</b> <b>Monsieur Yves HOSTYN</b>	<b>Monsieur Henri DEJONGHE</b> <b>Monsieur Olivier RIGOT</b> <b>Madame Claude ROUSSEZ</b> <b>Monsieur Charles TORCHY</b> <b>Monsieur Michel VAN ELSLANDER</b> <b>Monsieur Gérard VANDENTORREN</b>

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°15/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Renouvellement de la convention de la gestion du tourisme et de l'OT, l'attractivité et le développement touristique avec la SPL Arras Pays d'Artois pour l'année 2024</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires que par délibération en date du 13/12/2022, il a été décidé de confier les missions à la SPL Arras Pays d'Artois pour la promotion et le développement du tourisme du Ternois comprenant la gestion de l'office de Tourisme de St Pol sur Ternoise ;

Au cours de l'année 2023, différents temps de travail ont eu lieu avec TernoisCom, ainsi que des visites et des échanges avec les partenaires touristiques du Ternois afin de réfléchir à des actions de développement touristique du territoire.

Aussi, des éléments de communication ont été développés.

Après validation par le bureau communautaire en date du 06/02/2024,

Il est proposé de renouveler cette convention avec la SPL Arras Pays d'Artois pour la promotion et le développement du tourisme du Ternois comprenant la gestion de l'office de Tourisme de St Pol sur Ternoise et la mise à disposition du personnel.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

fh



**DECIDE :**

De renouveler cette convention avec la SPL Arras Pays d'Artois pour la promotion et le développement du tourisme du Ternois comprenant la gestion de l'office de Tourisme de St Pol sur Ternoise et la mise à disposition du personnel pour l'année 2024.

D'approuver le projet de convention de gestion pour chacune des missions liées au TOURISME ci-joint en annexe.

D'autoriser le Président à verser sur l'exercice 2024 les acomptes de subventions prévues sans attendre le vote du BP 2024.

Les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2024.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble de ces documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

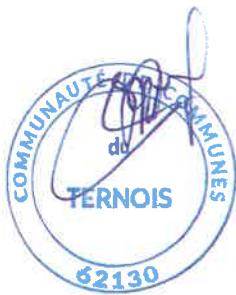
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

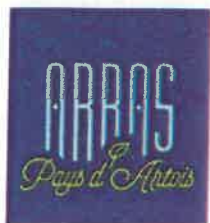
Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24

  
Marc BRIDOUX



# CONVENTION

## Pour la Gestion de l'Office de Tourisme, Attractivité et Développement Touristique du Territoire



### ENTRE

La SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des  
Congrès Arras Pays d'Artois

### ET

La Communauté de Communes du  
Ternois

## ANNEE 2024

Vu la délibération du Conseil Communautaire du ...../...../.....

La présente convention est établie

ENTRE, D'UNE PART :

**La Communauté de communes du Ternois**

400 rue de Maisnil

Parc des Moulins

62130 HERLIN-LE-SEC

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Marc BRIDOUX

ET, D'AUTRE PART :

**La Société Publique Locale Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois**

29 rue des Rosati

62000 Arras

Représentée par son Directeur Général en exercice, Monsieur Christian BERGER, ci-après désigné par les termes « la SPL »

Il a été convenu ce qui suit :

## PREAMBULE

Par délibération du 15 décembre 2016 et dans le cadre de sa compétence de création d'un office de tourisme communautaire la Communauté Urbaine d'Arras s'est engagée avec la Ville d'Arras et les Campagnes de l'Artois, Sud Artois et d'Osartis-Marquion dans la création d'une société publique locale régie par les dispositions de l'article L.1531-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, avec la volonté de poursuivre le développement du tourisme sur l'ensemble de son territoire dans un objectif d'efficacité et de cohérence territoriale et dans un esprit de complémentarité. Elles ont été rejointes au capital de cette société en juin 2022 par la Communauté de Communes du Ternois et la ville de Saint-Laurent-Blangy.

Cette société publique locale, dénommée Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois, a pris le relais de l'EPIC Office de tourisme d'Arras à compter du 1er janvier 2018 sous la dénomination commerciale Arras Pays d'Artois Tourisme.

La SPL a pour objet, dans le cadre des conventions ou délégations de service public conclues avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires et sur leur territoire, le développement de l'attractivité de leur territoire sur l'ensemble des secteurs du tourisme (tourisme d'agrément et tourisme d'affaires) et à destination de l'ensemble des clientèles (locales, régionales, nationales, internationales).

Il s'agit donc pour la société de faire du territoire une véritable destination touristique en travaillant à son image et à sa notoriété par une promotion ciblée, de nature à générer des retombées économiques directes et induites sur son territoire.

En tant qu'office de tourisme sur le territoire d'Arras Pays d'Artois, la SPL porte prioritairement ses actions sur :

- Le tourisme urbain d'agrément (culture, art et histoire, gastronomie, patrimoine bâti et événementiel)
- Le tourisme vert et de voies d'eau
- Le tourisme d'affaires et de congrès
- Le tourisme de mémoire

Elle travaillera en lien avec Atout France, le Comité Régional de Tourisme des Hauts de France, l'Agence de Développement et de Réservation Touristique du Pas-de-Calais, la Chambre de Commerce et

d'Industrie locale, la Chambre d'Agriculture, la Chambre des métiers et de l'Artisanat, les représentations françaises et étrangères en charge de la mémoire des conflits, les partenaires publics et les socio-professionnels du territoire.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de préciser les missions assignées par la Communauté de communes du Ternois à la SPL dans le cadre des missions dévolues aux Offices de Tourisme avec notamment pour objectif de renforcer l'attractivité touristique du territoire de la Communauté de communes Du Ternois, d'inscrire la destination dans une démarche d'amélioration permanente de la qualité de l'accueil et de développer l'activité économique touristique tout au long de l'année. Plus particulièrement, la Communauté de communes Du Ternois confie à la SPL les missions décrites ci-après et précisées en annexe 1.

### **1.1 Classement de l'Office de Tourisme et démarche qualité**

Les missions confiées seront au centre d'une démarche qualité globale menée en partenariat avec l'ADRT du Pas-de-Calais visant à obtenir à terme la certification Qualité Tourisme attribuée aux offices de tourisme.

La SPL cherchera à atteindre le niveau d'exigence applicable aux offices de tourisme de 1ère catégorie.

### **1.2 Accueil et information des visiteurs**

Accueil physique du public toute l'année à l'Office de Tourisme situé dans l'Hôtel de Ville d'Arras qui constitue le bureau d'information principal de la SPL, mais aussi l'accueil aux points d'informations touristiques de Bapaume et de St Pol sur Ternoise.

Information à distance : réponse aux courriers, appels téléphoniques, e-mail, tous les jours aux heures d'ouverture de l'Office de Tourisme.

Recherche de disponibilités immédiates dans les hôtels, meublés de tourisme, chambres d'hôtes et terrains de camping.

Conseil en séjour selon la qualification de la demande client.

Mise à disposition du public d'une documentation (imprimé et/ou en ligne) présentant l'offre de l'ensemble du territoire de façon attractive et pratique : activités, patrimoine, commerces (hébergement, restauration, shopping), services, animations (culture, loisirs, sports...).

Une attention particulière sera portée sur la digitalisation de l'accueil et de l'information des publics.

La SPL sera un facilitateur des voyageurs organisant la venue de visiteurs.

### **1.3 Coordination et conseil des acteurs locaux du tourisme**

La SPL mènera une politique d'animation, de sensibilisation et de conseil auprès des acteurs locaux publics et privés intervenant dans l'ensemble du parcours client sur la destination, avec pour objectif le développement d'une offre de qualité sur la destination.

L'avis et les besoins des socio-professionnels du territoire seront recueillis par des rencontres in situ, les réunions du comité technique de la SPL et la participation de la SPL à la vie du territoire.

Un effort particulier sera fait pour promouvoir l'usage du numérique et l'adaptation à la digitalisation du tourisme.

Des visites régulières d'équipement sont organisées tout au long de l'année pour les équipes chargées de l'accueil, de l'information et de la promotion.



En lien avec l'ADRT, la CCI et le CRT, la SPL participera activement à la création d'un tableau de bord de la fréquentation de l'économie touristique à l'échelle de son territoire, afin de maîtriser les données nécessaires à la promotion du territoire.

La SPL, à la demande et pour le compte de ses actionnaires, mènera en direct, ou dirigera des travaux menés par des sociétés tiers, afin d'apporter les éléments nécessaires à la prise de décision de ses actionnaires.

La SPL participera au développement de l'offre de ses partenaires dans la mesure où elle correspond à son intérêt et à ses ambitions.

## 1.4 Promotion touristique

La SPL assurera la promotion de la destination dans le cadre d'une politique locale de marketing touristique off-line et on-line dans le cadre des missions du pôle marketing

La SPL poursuivra la déclinaison de son univers de communication bâti autour de la promesse « Arras Pays d'Artois, vous allez prendre le temps de vivre », comprenant notamment des déclinaisons numériques telles qu'une utilisation accrue du site internet et des réseaux sociaux.

Sans délaisser les clientèles traditionnelles de la destination (tourisme de mémoire, tourisme culturel), la SPL ciblera particulièrement les touristes citadins des grandes villes de l'euro région. Pour les cibles locales le tourisme nature et bien-être sera encore accentué.

Avec l'ADRT du Pas-de-Calais, le CRT Hauts-de-France et Atout France la SPL participera, s'il y en a cette année, aux salons et workshops définis annuellement dans l'intérêt de notre destination.

## ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention, contractée pour l'année 2024 aura une durée d'un an.

## ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

Afin de permettre à la SPL de respecter les engagements contenus dans la présente convention et en raison de l'intérêt général que représentent ces activités sur le territoire, la Communauté de communes du Ternois a versé en 2024 la somme de 231 400€ (deux-cent-trente et un mille quatre cent euros) pour obligation de service public conditionnée par le respect des objectifs prévus dans la présente convention et décomposée de la manière suivante :

- 136 400 € au titre de l'accueil
- 9000 € au titre de la coordination et du conseil des acteurs locaux du tourisme.
- 51 000 € au titre de la promotion touristique
- 35 000 € au titre du fonctionnement général

Une subvention d'investissement sera également versée à hauteur de 7000,00 € (cinq mille euros) conformément à l'annexe 2 et selon les modalités décrites à l'article 4.

Les coûts annuels d'accomplissement des missions et de définition de la compensation sont précisés en annexe 2 de la présente convention. Ils prennent en compte tous les produits et recettes nécessaires à la réalisation de la mission.

Lors de la mise en œuvre des missions, la SPL peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ces budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas l'accomplissement des missions et qu'elle n'est pas substantielle au regard du coût total de la mission.

La SPL notifie ces modifications à Communauté de Communes du Ternois par écrit dès qu'elle peut les évaluer. Le versement du solde annuel, conformément à l'article 4, ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de ces modifications par la Communauté de Communes du Ternois.

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Le versement de cette subvention se fera selon les modalités suivantes :

- 1<sup>er</sup> acompte au cours du premier trimestre : 50% sur présentation d'un courrier simple de demande de versement accompagné de la convention signée et d'un RIB
- 2<sup>ème</sup> acompte au cours du troisième trimestre : 25% sur présentation d'un courrier simple de demande de versement accompagné d'un rapport intermédiaire sur l'exécution des missions au 30 juin 2024 et d'un RIB
- Solde au cours du quatrième trimestre : 25% sur présentation d'un courrier simple de demande de versement et d'un RIB

Le versement de la subvention d'investissement se fera selon les modalités suivantes :

- 1<sup>er</sup> acompte : 50% sur présentation d'un courrier simple de demande de versement accompagné de la convention signée et d'un RIB
- Solde : 50% sur présentation d'un courrier simple de demande de versement accompagné de toutes les factures justificatives de l'investissement et d'un RIB

## **ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA SPL**

En contrepartie de l'engagement financier de la Communauté de communes, la SPL s'engage à :

- Assumer ses missions d'intérêt général stipulées à l'article 1 ci-dessus.
- Assurer la gestion du point d'informations touristiques de Saint-Pol-sur-Ternoise
- Assurer la promotion du territoire du Ternois
- Exercer ses activités dans le respect de ses statuts et des règles juridiques, fiscales, sociales et comptables auxquelles elle est assujettie et dans le strict respect de l'intérêt général.
- Communiquer à la Communauté de communes du Ternois, en double exemplaire, au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan détaillé, son compte de résultat détaillé et son annexe certifiés par un commissaire aux comptes ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- Utiliser la compensation pour obligation de service public conformément au but pour lequel elle a été consentie et en conserver l'usage exclusif.

- Faire état de la participation financière de la Communauté de communes du Ternois sur l'ensemble des documents relatifs à son activité, à en informer ses interlocuteurs et à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Communauté de communes du Ternois.
  - Présenter ses travaux dans les instances de la Communauté de communes du Ternois que cette dernière jugera utile.
  - Développer les circuits de randonnées pédestres / cyclistes.
  - Rencontre avec les socio-pro 1 fois par semestre en lien avec le service Développement Économique (co organisation et animation).
  - Point intermédiaire des activités 1 fois par trimestre
  - Mise en place d'une procédure concernant la distribution pour tous supports de communication (brochures, dépliants...)
    - vers les socio-pro du territoire par le BIT de Saint Pol sur Ternoise
    - vers les Élus
  - Actualisation de la liste des socio-pro
  - Village Patrimoine :
    - mise en place d'une Web Appli
    - organisation de Villages en Scène 1 week-end par an
    - Un évènement annuel par Village Patrimoine du territoire.
  - Formation des guides villageois
  - Rénovation du bureau d'information touristique (vitrophanie et aménagement intérieur...)
    - > Privilégier la ou les entreprises locales en priorité.
- Réflexions et propositions pour mise en place sur l'année 2025.**
- Travail autour des commémorations de la 2<sup>nd</sup> Guerre Mondiale pour l'ensemble du territoire.
  - Journée Patrimoine Junior sur le Ternois.

## ARTICLE 6 : MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Afin d'assurer les missions ici mentionnées, la Communauté de Communes du Ternois met à disposition, sous réserve de leur accord préalable, des agents territoriaux gérant jusqu'alors le site. Ces mises à dispositions feront l'objet de conventions individuelles de mise à disposition qui en fixeront les modalités règlementaires et qui devront être acceptées par les agents. Les personnels ne sont facturés que sur les périodes où ils sont mis à disposition (temps de travail, congés payés, fractionnements, RTT).

La SPL complètera librement les effectifs pour atteindre les objectifs fixés, y compris en cas de remplacement temporaire ou définitif des agents mis à disposition.

## ARTICLE 7 : SANCTIONS

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard des conditions d'exécution de la présente convention par la SPL, cette dernière en informe la Communauté de Communes du Ternois sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans les cas mentionnés à l'alinéa ci-dessus et sans accord écrit de la Communauté de Communes du Ternois, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de



la présente convention, la suspension ou la diminution du montant, après examen des justificatifs et après avoir entendu les représentants de la SPL.

La Communauté de Communes du Ternois informe la SPL de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 8 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les services de la Communauté de Communes du Ternois.

La SPL s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et autres documents dont la production serait jugée utile et nécessaire à la bonne compréhension.

## **ARTICLE 9 : EVALUATION**

Dans l'année suivant l'exercice pour lequel la compensation a été versée, la Communauté de Communes du Ternois procède à une évaluation contradictoire avec la SPL portant sur la réalisation des missions mentionnées à l'article 1 et 5, tant sur un plan quantitatif que qualitatif.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Communauté de Communes du Ternois et la SPL. Les avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires de la convention initiale.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, la Communauté de Communes du Ternois peut répondre favorablement à la demande de modification (courrier simple). En cas de refus, la Communauté de Communes du Ternois en informera la SPL par courrier simple.

## **ARTICLE 11 : ANNEXE**

Les annexes 1 et 2 font parties intégrantes de la convention.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.



## ARTICLE 13 : RECOURS

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention et, à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

Fait à Arras, le ..... 2024

Le Président  
Communauté de Communes  
Du Ternois

Le Directeur Général  
SPL Office de Tourisme, des Loisirs  
et des Congrès Arras Pays Congrès

Marc BRIDOUX

Christian BERGER

## ANNEXE 1

### **Missions confiées en 2024 par la Communauté de Communes du Ternois à la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois : Précisions sur la mise en œuvre et l'évaluation des actions**

En complément de la définition des missions prévues à l'article 1 de la *Convention portant versement d'une compensation pour obligation de service public entre la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois et Communauté de communes du Ternois pour la gestion de l'Office de tourisme, attractivité et développement touristique du territoire pour l'année 2024*, cette annexe apporte des précisions sur les modalités de leur mise en œuvre et sur l'évaluation qui en sera faite.

#### **Article 1 : Classement de l'Office de Tourisme et démarché qualité**

La SPL visera le niveau d'exigence applicable aux offices de tourisme de catégorie 3 et à la certification Qualité Tourisme :

- *Un rapport sur les perspectives à court et moyen terme de classement et de certification susmentionnés sera rendu en fin d'exercice, il justifiera les principaux écarts existants.*

#### **Article 2 : Accueil et information des visiteurs**

Accueil physique du public dans le bureau d'informations touristiques de l'hôtel de Ville d'Arras, les points d'informations touristiques de Bapaume et Saint-Pol-sur-Ternoise, tout au long de l'année.

Le développement complet de la suite du logiciel permettra d'adresser les produits dans les canaux de vente physiques et digitaux en temps réel. Les outils informatiques de vente en ligne seront développés afin de soutenir l'économie du territoire.

##### Digitalisation de l'accueil :

Le suivi des quatre Timescopes permet de développer une relation client moderne et efficace.

Le travail constant sur les réseaux sociaux, par des publications régulières et une publicité ciblée, permettra d'augmenter le nombre de fans sur les pages facebook et instagram.

Deux numéros du magazine Arras Pays d'Artois Tourisme, mis en place en 2019 à destination des touristes et des leaders d'opinions, verront le jour (au printemps et à l'automne). Des statistiques seront fournies deux fois par an sur la fréquentation de l'Office de Tourisme, les réponses aux demandes d'informations, la diffusion ou l'utilisation des outils papier ou numérique d'accueil.

##### Développement d'un pôle Hospitality :

Afin de répondre au mieux aux attentes des personnes accueillies sur le territoire (touristes, business, loisirs, séminaires...), un pôle Hospitality sera mis en place.

##### Newsletter :

Une première à destination des professionnels du territoire informant des actualités touristiques, des tendances de consommation...

Une seconde à destination des élus informant sur l'actualité et les sujets suivis par la SPL, ainsi que sur l'observation touristique.

Une troisième à destination du grand public.

### **Article 3 : Coordination et conseil des acteurs locaux du tourisme**

Le comité technique de la SPL se réunira au moins deux fois par an pour développer le tourisme d'affaires et pour améliorer la chaîne de valeur de l'accueil.

La SPL assurera la coordination du réseau *Villages Patrimoine*. Egalement elle s'inscrira dans l'action *Du Potager à la Table* initiée par la Plateforme des Organismes de Tourisme (POT).

La SPL aura également la mission en 2024 de mettre en place un observatoire de l'économie touristique en Pays d'Artois.

### **Article 4 : Promotion touristique**

Le site internet est enrichi constamment afin de promouvoir la destination et proposer directement des produits du territoire aux touristes et habitants.

L'écoute des réseaux sociaux (social listening) permettra de repérer les clients visés, de suivre la e-réputation de la destination et de suivre la concurrence tout au long de l'année.

Les réseaux sociaux Twitter, Facebook et Instagram seront utilisés pour animer la relation client avec les cibles individuel, groupe, affaires et média.

L'emailing sera développé pour renvoyer directement sur des offres packagées.

- *Une analyse quantitative et qualitative sera réalisée en fin d'exercice sur la portée des différents canaux de promotion et la e-réputation de la destination.*

La publicité ciblée, adossée à un travail de marque autour du magazine et des produits Arras Pays d'Artois Original permettra de positionner la destination dans la sphère des destinations touristiques à forte valeur ajoutée.

#### Edition et diffusion des outils promotionnels :

- *Un état des lieux des documents édités et diffusés sera réalisé en fin d'exercice.*
- *Un document faisant suite au travail de 2020 présentera un panorama des clientèles identifiées sur la destination qui justifiera les priorités choisies.*

## ANNEXE 2

Budget prévisionnel 2024 TTC pour l'accomplissement des missions confiés par la  
 Communauté de Communes du Ternois à la SPL

### MISSION DE COORDINATION ET CONSEIL DES ACTEURS LOCAUX DU TOURISME

CHARGES	MONTANT EN €	PRODUITS	MONTANT EN €
Animations Villages Patrimoine	2 900.00 €	Compensation CCT	9 000.00 €
Animations du réseau professionnel et qualité tourisme	6 100.00 €		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>9 000.00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>9 000,00 €</b>

### MISSION DE PROMOTION TOURISTIQUE

CHARGES	MONTANT EN €	PRODUITS	MONTANT EN €
Création et édition de contenus de promotion	43 000,00 €	Compensation CCT	51 000,00 €
Salons et Workshops France et étranger	8 000,00 €		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>51 000,00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>51 000,00 €</b>

### MISSION D'ACCUEIL ET INFORMATION DES VISITEURS

CHARGES	MONTANT EN €	PRODUITS	MONTANT EN €
Charges de personnel	119 400.00 €	Compensation CCT	136 400.00 €
Charges de locaux	17 000,00 €		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>136 400.00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>136 400,00 €</b>

### FONCTIONNEMENT GENERAL

CHARGES	MONTANT EN €	PRODUITS	MONTANT EN €
Charges fonctions support	16 000.00 €	Compensation CCT	35 000.00 €
Charges de Fonctionnement général	19 000.00 €		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>35 000,00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>35 000,00 €</b>

### ENSEMBLE DES MISSIONS EN FONCTIONNEMENT

<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>231 400,00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>231 400.00 €</b>
		<b>TOTAL DE LA COMPENSATION CCT</b>	<b>231 400.00€</b>

### INVESTISSEMENT

CHARGES	MONTANT EN €	PRODUITS	MONTANT EN €
Budget d'investissement	7 000,00 €	Subvention d'investissement CCT	7 000,00 €
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>7 000,00 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>7 000,00 €</b>



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°16/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Contrat de destination touristique 2024-2027 avec la Région Hauts de France – Autorisation de signature</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que le tourisme est une compétence partagée entre la Région, les Départements et les intercommunalités. Dans une démarche de convergence des territoires vers un objectif commun, la Région des Hauts-de-France a mis en place depuis 2019 une politique de contractualisation pour faire du tourisme un levier de développement économique et un vecteur d'attractivité. Il s'agit de faire émerger des offres adaptées aux nouvelles attentes des clientèles dans une logique de performance économique et d'attractivité globale.

Ainsi un premier *Contrat de rayonnement touristique* portant sur la période 2020-2023 a été formalisé à l'échelle de l'espace rayonnement touristique « Arras Pays d'Artois » correspondant au périmètre de la SPL Arras Pays d'Artois Tourisme. Il a permis de faire cofinancer par la Région 39 projets publics et privés pour un montant d'aide total de 7 779 650 € à l'échelle du périmètre du contrat.

Pour la période 2024-2027, la Région propose de poursuivre cette démarche dans le cadre d'un nouveau *Contrat de destination touristique*, toujours à l'échelle du périmètre Arras Pays d'Artois qui intègre désormais également le Ternois.

Ce contrat a pour objet de formaliser un cadre de partenariat liant d'une part la Communauté Urbaine d'Arras, les Communautés de Communes Osartis-Marquion, Sud-Artois, Campagnes de l'Artois et Ternois, la Ville d'Arras et d'autre part la Région Hauts-de-France, le Comité Régional de Tourisme et des Congrès des Hauts-de-France et l'Agence de Développement et de Réservation du Tourisme du Pas-de-Calais.

Il permettra d'assurer le pilotage, l'animation et la mise en œuvre d'une stratégie de développement touristique partagée qui s'inscrit dans la continuité du travail engagé avec Arras Pays d'Artois tourisme.

La signature de ce contrat, prévue au premier trimestre 2024, permettra notamment aux projets d'investissements touristiques publics ou privés répondant à cette stratégie partagée d'être éligibles aux fonds tourisme de la Région Hauts-de-France.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser Monsieur le Président à signer le contrat de destination touristique 2024-2027 « Arras Pays d'Artois » à intervenir entre la Région Hauts-de-France, la Communauté de Communes du Ternois et les autres partenaires concernés, tel qu'annexé à la présente délibération.

D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes pièces utiles à la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24



## ANNEXE 6

1

# **CONTRAT DE DESTINATION TOURISTIQUE**

**Arras Pays-d'Artois**

**2024 - 2027**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L-1111-4,

Vu le code du tourisme, et notamment ses articles L.131-1 à L.131-10,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe)

Vu la délibération n°20160004 du Conseil régional du 4 janvier 2016 relative à la « délégation d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente »,

Vu la délibération n°20181966 du Conseil Régional des 13 et 14 décembre 2018 adoptant le règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°20161758 du Conseil régional du 24 novembre 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du SRADDET,

Vu le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation adopté par délibération n°XX du conseil régional du XX et approuvé par le Préfet de la Région Hauts-de-France le XX

Vu la feuille de route REV3 du 28 juin 2022

Vu la délibération n°20170738 du Conseil régional du 29 juin 2017 relative à la stratégie de développement touristique au service de l'attractivité régionale,

Vu la candidature présentée par XX en date du XX

Vu la délibération n° XX de la Commission permanente du Conseil régional en date du XX autorisant le président à signer le présent contrat de rayonnement touristique.

## ENTRE

**La Région Hauts-de-France**, dont le siège est à Lille (59000), 151 Boulevard du Président Hoover, représentée par le président du Conseil régional, Monsieur Xavier BERTRAND, ci-après dénommée « la Région »,

**Hauts-de-France Tourisme**, dont le siège est à Amiens (80000), 3, rue Vincent Auriol, représenté par le Président, Monsieur Daniel FASQUELLE,

## Et d'une part

- La société Publique Locale Arras Pays d'Artois Tourisme, représentée par le Président, Monsieur Nicolas Desfachelle,

## Et d'autre part

- La Communauté Urbaine d'Arras, représentée par le Président, Monsieur Frédéric Leturque
- Ternois com ...
- CC Sud Artois ...
- CC Osartis-Marquion ...
- CC Campagnes de l'Artois ...
- Ville d'Arras ...
- L'Adrt du Pas de Calais ...

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT,**



## PREAMBULE

### Contexte

#### ➔ Vers une 4<sup>ème</sup> révolution touristique

- **La 1<sup>ère</sup> révolution touristique correspond à l'invention du tourisme en Europe à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle.** Au XVII<sup>ème</sup>, le voyage est une quête philosophique pratiquée par les élites cultivées ou par des pèlerins et des prêtres. Ces populations ont en commun une idée simple : voyager pour découvrir.
- **La 2<sup>ème</sup> révolution touristique a été celle de la démocratisation du tourisme**, amorcée un siècle plus tard et qui s'épanouit à partir des années 1950.
- **La 3<sup>ème</sup> révolution touristique est celle de la mondialisation effective d'un tourisme en croissance exponentielle**, avec l'essor des classes moyennes, l'apparition des compagnies low cost a été l'un des facteurs de l'augmentation des voyages de cette classe moyenne ou supérieure. La mise en tourisme devient totale.

**La 4<sup>ème</sup> révolution touristique : l'enjeu c'est de réinventer sans détruire.** Cette 4<sup>ème</sup> révolution du tourisme est inhérente à de profondes mutations aux plans économique, sociologique, numérique, écologique, ... avec un enjeu particulier afférent au tourisme durable

#### ➔ La 3<sup>ème</sup> Révolution Industrielle (REV3) en Hauts-de-France

Dans un contexte de transformations structurelle et conjecturelle mondiales toujours plus difficiles à prévoir, les Hauts-de-France se transforment pour capter les opportunités liées à ce contexte de transitions :

- La transition énergétique, c'est choisir les sources d'énergie les moins émettrices de gaz à effet de serre et les plus renouvelables
- La transition écologique, c'est viser la sobriété et l'efficacité dans l'usage des ressources
- La transformation numérique, c'est repenser ses processus de production et de vente à l'aube du digital
- La transformation des modes de consommation, c'est repenser l'usage des produits, leur fabrication et leur fin de vie.

Ces opportunités correspondent pleinement aux mutations identifiées de la 4<sup>ème</sup> révolution du tourisme et guideront les actions mises en œuvre dans les contrats de destination touristique.

#### ➔ La stratégie régionale de territorialisation de la politique touristique

La Loi NOTRe a défini le tourisme comme une compétence partagée entre la Région, les Départements et les intercommunalités des Hauts-de-France. Dans ce cadre d'organisation territoriale, **la mise en place d'une politique de développement touristique efficace à l'échelle de la Région est liée à la capacité des collectivités à travailler ensemble sur le sujet.**

Pour ce faire, **la Région a engagé depuis 2017 une démarche de mise en convergence des territoires vers un objectif commun : le tourisme comme levier de développement économique et vecteur d'attractivité.** Il s'agit de faire émerger des offres adaptées aux attentes des clientèles dans une logique de performance économique et d'attractivité globale.

En effet, si les territoires administratifs sont légitimes pour assurer le développement touristique et contribuer à son financement, ils n'ont pas toujours une réelle visibilité pour les visiteurs. Il est donc indispensable de travailler sur des **logiques de territoires d'expériences en transcendant les limites administratives des collectivités**. Cette approche doit permettre de rendre l'offre territoriale plus visible et lisible, de fluidifier le parcours du visiteur et donc d'optimiser l'expérience client et sa satisfaction et de **transformer les territoires en destination touristique** dotée des atouts nécessaires à leur attractivité.

Cette ambition est l'objet principal de la démarche et du présent contrat de destination touristique. Par cet outil, la Région, Hauts-de-France Tourisme et les territoires concernés formalisent la volonté commune d'engager une dialectique convergente nouvelle de développement touristique et de prendre des engagements réciproques afin de répondre aux défis touristiques de demain pour contribuer à l'attractivité régionale et au développement économique de la région.

## **Article 1 – Objet du « Contrat de Destination Touristique »**

Le présent contrat formalise, à l'échelle de la destination *Arras Pays d'Artois*, un cadre de partenariat pour assurer le pilotage, l'animation et la mise en œuvre d'une démarche stratégique de développement touristique partagé.

Pour répondre à ces enjeux, une approche méthodologique partagée, la convergence des stratégies, la définition de priorités d'actions lisibles, la mise en place d'une gouvernance efficace et la mise en cohérence des moyens et initiatives des différents échelons de collectivités et d'organismes gestionnaires de la destination concernés sont recherchées.

Le Contrat de DESTINATION Touristique correspond à l'identification d'orientations partagées et à la mise en œuvre d'un plan d'actions opérationnel pluriannuel. Il traduit le point de convergence entre les priorités touristiques retenues par l'ensemble des partenaires.

Il a pour objectif de renforcer la cohérence et la synergie des politiques et interventions publiques en matière de développement touristique sur le territoire concerné par le présent contrat.

## **Article 2 – Présentation de la Destination Arras Pays d'Artois.**

C'est au cœur de l'Hôtel de Ville d'Arras, dans la salle des fêtes, en contemplant la toile marouflée de 240 m2, commandée au peintre Charles Hoffbauer par l'architecte Pierre Paquet, chargé de la grande reconstruction d'Arras après la Première Guerre mondiale, qu'on comprend Arras et le Pays d'Artois dans ce qu'ils ont de permanent et dans ce qu'ils offrent aux voyageurs depuis des siècles : le bien vivre.

Ici la ville respire au rythme de la campagne, des saisons, des récoltes qui se retrouvent depuis plus de mille ans sur les places de marché.

Ici le patrimoine bâti, parfois reconstruit, tutoie une campagne douce où l'activité de promenade chère à Verlaine est aujourd'hui partagée par des marcheurs, randonneurs ou cycliste.

Ici on prend le temps de vivre et de partager, autour de la table, d'un verre de bière locale, lors des fêtes et des événements diversifiés qui rythment l'année d'avril à décembre, mais aussi pour nous souvenir et accueillir les descendants de ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie, après avoir, pour certains, traversés le monde.

Située idéalement au cœur de la Région Hauts-de-France au croisement des liaisons autoroutières et ferroviaires d'Europe du Nord, la destination Arras Pays d'Artois est accessible rapidement, par la

route ou en TGV. Son activité économique et cette centralité génère de nombreux échanges professionnels qui constituent un solide socle de clientèle d'affaires.

La destination Arras Pays d'Artois comprend 5 intercommunalités qui sont la Communauté Urbaine d'Arras, les Communautés de Communes d'Osartis-Marquion, Sud-Artois, Campagnes l'Artois et Ternois Com. La destination concentre 41% des communes du Pas-de-Calais, 34% de sa superficie, et seulement 17% de sa population. 43 % des habitants de la destination vivent dans la C.U.A., l'intercommunalité la moins étendue avec une densité moyenne de population de 358 habitants au km<sup>2</sup>. La densité moyenne de la population sur le reste du territoire de la destination n'est que de 73 habitants au km<sup>2</sup>. La densité moyenne de population dans le Pas-de-Calais étant de 220 habitants au km<sup>2</sup>. Cette cartographie de la population montre une concentration de la population autour d'Arras, avec tous les services qui se rapportent à une ville centre, l'ensemble du territoire autour d'Arras formant une campagne vivante où le paysage est largement marqué par l'activité agricole.

L'ensemble du territoire est traversé par un important réseau hydraulique de rivières et fleuves, tantôt sauvage, tantôt canalisé, propice à la balade, aux randonnées et aux activités nautiques.

La Grande Itinérance avec le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle et la Via Francigena, chemins culturels reconnus par l'Europe, parcourt le territoire et perpétue une tradition d'hospitalité. Enfin, sur cette destination se concentre un patrimoine porteur de valeurs universelles et d'une reconnaissance mondiale avec l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco du Beffroi, de la Citadelle d'Arras ainsi que de 7 sites funéraires et mémoriels de la Première Guerre mondiale.

### **Article 3 – Les ambitions et les axes opérationnels de la Région et de la destination**

Le tourisme est une activité porteuse de développement économique et vecteur d'attractivité permettant de conforter le développement économique d'un territoire. Ainsi, le contrat de destination touristique répond à la volonté de la Région et de Hauts-de-France Tourisme d'accompagner les territoires dans leur transformation visant à en faire des destinations reconnues et recommandées par les clientèles de proximité, de voisinage et internationales. Pour ce faire, il s'agit notamment d'assurer la cohérence et l'articulation des projets, des actions et des outils entre les différents niveaux de collectivités et d'organismes territoriaux de tourisme au regard de leurs enjeux respectifs.

Pour ce faire, au regard des différentes évolutions du tourisme, l'attractivité d'une destination passe nécessairement par :

- Une identification précise de ses marchés et clientèles-cibles complétée par une approche segmentée de ces clientèles afin de connaître leurs attentes,
- Une connaissance actualisée de ses offres en hébergement et en activités et de leur fréquentation,
- Une vision de ses atouts qui font son identité et qui la différencient,
- Une stratégie partagée de développement et de transformation de son offre afin de l'adapter aux attentes de ces clientèles pour renforcer sa lisibilité,
- Une stratégie partagée de mise en marché au niveau local, national et international pour optimiser sa notoriété et son image.

L'objectif est ici d'engager des actions renforçant leur compétitivité par une offre segmentée attractive répondant aux attentes des visiteurs, créant un avantage comparatif significatif et générant de la valeur ajoutée pour le territoire.

Outre l'appui à la destination dans la définition de sa stratégie de développement et de marketing touristique, la Région et Hauts-de-France Tourisme l'accompagneront dans la mise en œuvre des actions concrètes exprimées au présent contrat qui répondront aux priorités conjointement définies en termes de transformation de l'offre et de mise en marché.

Après avoir engagé dès 2017 une 1<sup>ère</sup> génération de contrat de rayonnement touristique, la Région et Hauts-de-France Tourisme proposent une 2<sup>ème</sup> génération de contrat davantage axée sur la notion de



Par ailleurs, au volet territorial de la politique touristique, la Région poursuivra la mise en œuvre des projets d'envergure régionale sur les mobilités douces (vélotourisme, nautisme et plaisance, tourisme équestre), l'innovation touristique sous toutes ses formes, le tourisme de mémoire, la médiation et la ludification des patrimoines ou encore le tourisme gourmand et gastronomique. Ces projets régionaux pourront ainsi, au regard des atouts et enjeux de la destination, s'ancrer dans le plan d'actions de la destination.

Nous avons fait collectivement le choix d'un parti pris de montée en gamme de l'offre, qui est dans le droit fil du positionnement voulu par les actionnaires de la Société Publique Locale :

Nous avons fait collectivement le choix d'un parti pris de montée en gamme de l'offre, qui est dans le droit fil du positionnement voulu par les actionnaires de la Société Publique Locale :



Afin de parvenir à une destination à fortes valeurs ajoutées sociales, environnementales et économiques, nous prôtons un développement inspiré des principes de la Low-Tech qui correspondent à une forme d'innovation soutenable par le territoire et par les cibles de touristes que nous visons. Dans un monde de plus en plus axé sur la technologie et la complexité, le tourisme low-tech nous invite à revenir à l'essentiel, à embrasser la simplicité et à renouer avec l'authenticité des voyages. Il fait une place à l'innovation technologique quand celle-ci dépasse le gadget pour apporter une vraie plus-value. Cette démarche structurante et durable repose sur des principes fondamentaux qui peuvent transformer la manière de voyager.

Se reconnecter avec la nature de manière profonde et significative. S'ouvrir aux sensations, aux odeurs et aux sons de notre environnement. Que ce soit à travers la randonnée, le camping, la découverte de communautés locales, les objets ... le contact direct avec la nature favorise une expérience enrichissante et durable.

Mettre en avant les rencontres humaines authentiques et engager des conversations significatives avec les habitants locaux et les autres voyageurs, ce qui enrichit notre compréhension des cultures et crée des souvenirs durables.

## Privilégier la Découverte Lente



Ralentir le rythme de nos voyages. Prendre le temps d'apprécier pleinement chaque endroit visité. Cela peut signifier explorer un quartier à pied, savourer un repas local, rencontrer un producteur, un artisan ou simplement se perdre dans les ruelles pittoresques d'une vieille ville.

### **Réduire l'Impact Environnemental**

Réduire notre empreinte carbone pendant les voyages en privilégiant des modes de transport plus durables comme la marche, le vélo ou les transports en commun, en mangeant local, et en préservant les écosystèmes fragiles.

### **Favoriser l'Immersion Culturelle**

S'engager activement dans le patrimoine matériel et immatériel, les traditions, la cuisine et le mode de vie des communautés locales. Cette approche offre une perspective plus profonde et nuancée, élargissant l'horizon du voyageur et permettant des rencontres enrichissantes.

### **Stimuler la Créativité et l'Apprentissage**

Favoriser la réflexion, la créativité et l'apprentissage. Favoriser la tenue d'un journal de voyage, dessiner ou simplement observer le monde, proposer des activités créatives pour enrichir l'expérience.

En embrassant les principes de simplicité, d'authenticité et de connexion humaine, nous pouvons redécouvrir la beauté intemporelle des destinations que nous explorons. La technologie et le numérique sont développés quand ils apportent une plus-value à l'expérience client.

Les axes de coopération avec les destinations voisines :

Des thématiques fortes permettent un partage, souvent déjà entamées avec des destinations ou des territoires voisins. Parmi elles, on trouve la mémoire, l'Art déco, l'itinérance et la grande itinérance pédestre et cycliste, le patrimoine médiéval, la gastronomie, les voies d'eau et particulièrement la Scarpe, l'Authie, la Canche, le Canal du Nord, le Crinchon et le Canal Seine-Nord Europe. Elles font l'objet de travaux communs avec des destinations voisines ou d'autres destinations régionales, comme Collines et Plaines d'Artois, Le printemps de l'Art déco ou encore escapades médiévales.

## **3.2 Présentation de la stratégie marketing de la destination**

Les marchés et les clientèles cibles de la destination :

France (Hauts-de-France, Région Parisienne, Normandie, Champagne-Ardenne et villes TGV) : promeneur chaleureux et petits groupes constitués à la recherche d'activités sportives et culturelles.

Belgique : promeneur chaleureux et petits groupes constitués à la recherche d'activités sportives et culturelles. Petits groupes tourisme d'affaires à la recherche d'expériences dépaysantes.

Pays-Bas et Allemagne : promeneurs chaleureux

Grande-Bretagne : promeneur chaleureux et mémoire des guerres mondiales

Nouvelle-Zélande, Australie, Canada : mémoire de la Première Guerre mondiale

Concernant les promeneurs chaleureux, c'est une cible bien connue sur Arras et le Pays d'Artois, Sur cette cible les objectifs sont d'augmenter le panier moyen en enrichissant l'expérience (montée en gamme) sur le territoire et d'offrir des occasions de revenir en multipliant les produits susceptibles de



les intéresser et en élargissant leur terrain de jeu pour sortir de la ville-centre, découvrir la campagne et étendre la durée de séjour, ou de revenir.

Pour les petits groupes (familles et tribus) qui sont une cible à développer, l'objectif est de mailler le territoire autour des activités de plein air existantes afin d'offrir des séjours de détente et de dépassement tout en les articulant avec les terrasses d'Arras et la vie des places notamment pour une fin d'après-midi et une soirée.

En ce qui concerne les clientèles « mémoire », l'objectif est de compléter leur expérience par une meilleure appréhension des paysages et une ouverture aux patrimoines historiques et gastronomiques, ainsi qu'à l'hébergement élégant et thématisé qui constitue un imaginaire positif pour ces clientèles.

Particulièrement pour la Nouvelle-Zélande, un travail de relation interculturelle est en cours et doit être développé auprès des familles tout en entretenant la présence néo-zélandaise contemporaine par le développement d'équipements d'hospitalités à forte empreinte des pays du pacifique.

8

## Une clientèle CIBLÉE

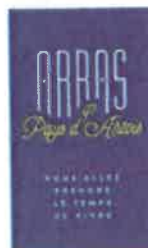
**Les actifs urbains stressés, en quête de City Break,**  
 d'échappées belles à la campagne, de bien-être et d'art de vivre...  
 (vers une économie de la rencontre)

**Les marchés de niche à l'international** (tourisme mémoriel)

### PROSPECTS



Habitants des villes de plus  
 de 100 000 habitants dans  
 un périmètre de 300 kilomètres  
 (particuliers, groupes et affaires)



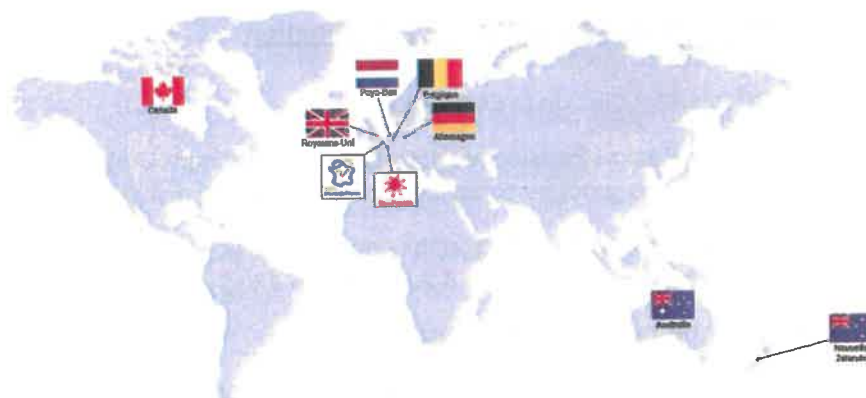
### PROMESSE



**Vous allez prendre le temps de vivre.**  
 Patrimoine intemporel, bien-être, douceur de vivre,  
 gastronomie...

## Ciblage GÉOGRAPHIQUE

**Corréé aux thématiques prioritaires** (bien-être, mémoire, patrimoine, art de vivre français)



### Les clientèles cibles et les thématiques d'offres

	Promeneurs chaleureux	Petits Groupes Famille / Tribu / TO pour les	Explorateurs passionnés	Tourisme d'affaire
--	--------------------------	--	----------------------------	-----------------------

		marchés internationaux		
<b>France</b>	Culture / Patrimoine Bien-vivre Gastronomie Campagne Itinérance Mémoire	Loisirs Activités sportives Gastronomie Itinérance Mémoire	Culture / Patrimoine Mémoire Grande Itinérance	Loisirs Activités sportives Bien-vivre Gastronomie Culture Patrimoine Dépaysement Campagne
<b>Belgique</b>	Culture / Patrimoine Art déco Bien-vivre Gastronomie Campagne	Loisirs Activités sportives Gastronomie Itinérance Mémoire	Culture / Patrimoine Mémoire Loisirs sportifs Grande Itinérance	
<b>Grande-Bretagne</b>	Jardins Art de vivre Itinérance Mémoire	Mémoire Art de vivre	Mémoire Grande itinérance	
<b>Pays-Bas</b>	Culture / Patrimoine Campagne Itinérance		Grande itinérance	
<b>Allemagne</b>	Culture / Patrimoine Art de vivre		Mémoire	

9

### **3.3 Les axes opérationnels de développement de la destination**

#### **Mobilité active**

Création d'un réseau de déplacement touristique afin de rendre facilement accessible la campagne et l'itinérance sur le territoire. Développement des services pour accompagner le développement de l'itinérance

#### **Offre à la campagne**

- Densification de l'offre touristique payante à la campagne, autour des thématiques patrimoniales, mémorielles, nature, bien-être et gastronomie locale. Développement d'un marketing du « made in » afin de poursuivre l'expérience client par des achats complémentaires et de développer l'économie résidentielle (savoir-faire artisanaux). Accompagnement des projets d'hébergement et de restauration pour une offre immersive en campagne.

#### **Loisirs et sports de plein-air**

Restructuration d'équipements culturels, touristiques ou sportifs pour une meilleure offre expérientielle pour une clientèle cible

#### **Tourisme d'affaires**

Création ou restructuration d'une offre de tourisme d'affaires sur mesure à la campagne et /ou inédite.

## **Article 4 – Les engagements réciproques des signataires du contrat**

### **4.1. Une sélection commune des actions à soutenir**

Il est convenu entre la Région, Hauts-de-France Tourisme et la structure, qui co-exercent l'animation du présent contrat, qu'ils se réunissent à échéance régulière pour accompagner les porteurs de projets et formaliser un avis technique sur les projets présentés. Celui-ci fera l'objet d'une analyse par les services de la Région afin d'envisager et d'optimiser les possibilités de financements pour la mise en œuvre des actions au titre du présent contrat mais aussi des autres politiques mises en œuvre par la Région.

#### **4.2 Engagement de la destination**

OT :

Tout porteur de projet, sera suivi par un binôme composé d'un technicien de la SPL et du référent tourisme pour l'EPCI correspondant. Le binôme aura comme mission d'aider le porteur de projet dans la définition marketing et dans la mise en relation avec les acteurs institutionnels ou privés susceptibles d'aider à la concrétisation du projet.

Le binôme sera l'interlocuteur privilégié du Comité Régional de Tourisme pour la mise en marché.

La destination fait déjà l'objet d'une observation partagée contractualisée.

#### **4.3 Engagement de HDF Tourisme**

Appui au travail sur les marchés et les clientèles ainsi qu'à la segmentation

Lien avec OGD

Observation : au regard de la réorganisation de l'écosystème d'observation, définir entre OGD les modalités de mise en place d'un système d'observation partagé

Accompagnement marketing des porteurs de projet (guichet unique)

Mise à disposition des données relatives aux études et enquêtes menées

Intégration des projets issus du contrat dans la plateforme weekend-hautsdefrance et connexion entre les contrats de destination et l'onglet « destination » du portail

Co-animation

#### **4.4 Engagement de la Région**

Ingénierie → co-animation, accompagnement des porteurs de projet, guichet unique

Déclinaison des projets régionaux

Mise en cohérence des projets inter-contrats

Financement en indiquant la priorité à l'investissement et les exclusions (ingénierie, ADRT, ...)

Lien avec les autres politiques régionales

Contrat = porte d'entrée sur les politiques régionales pour les projets transversaux

+ engagement des autres signataires potentiels

### **Article 5 – Gouvernance et ingénierie au service de la mise en œuvre du contrat**

L'animation du contrat sera assurée par la structure identifiée sur la destination. Elle sera appuyée dans ce cadre par la MITA du CR et Hauts-de-France Tourisme (Cf. annexe 6)



### **5.1. Comité politique de pilotage**

La gouvernance du contrat sera assurée par un comité de pilotage qui est composé d'un représentant des structures suivantes :

- Région Hauts-de-France : le Président ou son représentant
- Hauts-de-France tourisme : le Président ou son représentant
- Les EPCI signataires : le Président ou son représentant
- La ville d'Arras : Le Maire ou son représentant
- L'OT : le Président ou son représentant
- L'ADRT du Pas-de-Calais : le Président ou son représentant

Le COPIL se réunit annuellement, dresse le bilan de l'année en cours et s'accorde sur les perspectives de l'année suivante.

### **5.2. Comité de suivi technique**

Le socle du comité de suivi technique est constitué par les personnes chargées du présent contrat. En fonction des thématiques abordées en Comité de suivi technique, celles-ci pourront associer dans leurs réflexions les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des actions du présent contrat.

Il se réunit 3 fois par an pour valider les dossiers éligibles au Contrat de Destination. Il propose le cas échéant un accompagnement aux porteurs de projet ayant fait l'objet d'un refus. Il synthétise le nombre de dossiers et les financements alloués afin de préparer le rapport au comité de pilotage.

## **Article 6 – Evaluation et indicateurs de performance**

Nombre de dossiers traités par le comité technique

Nombre de dossiers retenus par le comité technique

Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du Contrat de Destination

Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un accompagnement spécifique après un refus du Comité de Technique et ayant été représentés favorablement.

Total des sommes allouées dans le cadre du contrat de Destination.

Moyenne de l'intervention régionale par dossier

Total des sommes allouées global (effet levier)

## **Article 7 – Durée du contrat**

Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature. Il couvre la période 2024-2027 et engage l'ensemble des signataires.

## **Article 8 – Communication**

Les partenaires signataires et la Région assureront une communication régulière concernant les actions issues de ce contrat.

Dans ce cadre, elles s'engagent à :

- Signaler leur soutien mutuel dans les actions de communication et sur les supports,
- Se faire le relais de la démarche dans leurs publications internes.

En outre, tout projet de communication lié aux actions s'inscrivant dans les objectifs soutenus en commun par la Région et les partenaires signataires, doit respecter les chartes graphiques respectives, et les lois en vigueur, notamment les dispositions du code électoral.

Les partenaires signataires s'engagent à faire mention du présent partenariat dans le cadre des décisions prises en application du présent contrat.

## **Article 9 – Révision du contrat – Admission - Retrait**

Le présent contrat pourra faire l'objet d'une révision à mi-parcours sur la base d'un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de la démarche.

Par ailleurs, tout partenaire de l'espace de rayonnement pourra intégrer le présent contrat et tout signataire du présent contrat pourra s'en retirer par transmission d'une demande écrite par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par l'ensemble des partenaires. Un avenant à ce présent contrat sera réalisé à cet effet.

## **Article 10– Litiges**

En cas de contestation de la mise en œuvre du présent contrat, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal administratif d'Amiens.

Fait à

Le

Pour la Région Hauts-de-France  
Le Président

Xavier BERTRAND

Pour Hauts-de-France Tourisme  
Le Président

Daniel FASQUELLE

Pour Arras Pays d'Artois Tourisme  
Le Président

Nicolas DESFACHELLE

Pour la Communauté Urbaine d'Arras  
Le Président

Frédéric LETURQUE

Pour la Communauté de Communes  
Ternois Com  
Le Président

Pour a Communauté de Communes  
Sud Artois

Marc BRIDOUX

Jean-Jacques COTTEL

Pour la Communauté de Communes  
Osartis-Marquion  
Le Président

Pour la Communauté de Communes  
Les Campagnes de l'Artois  
Le Président

Pierre GEORGET

Michel SEROUX

Pour la Ville d'Arras  
Le Maire

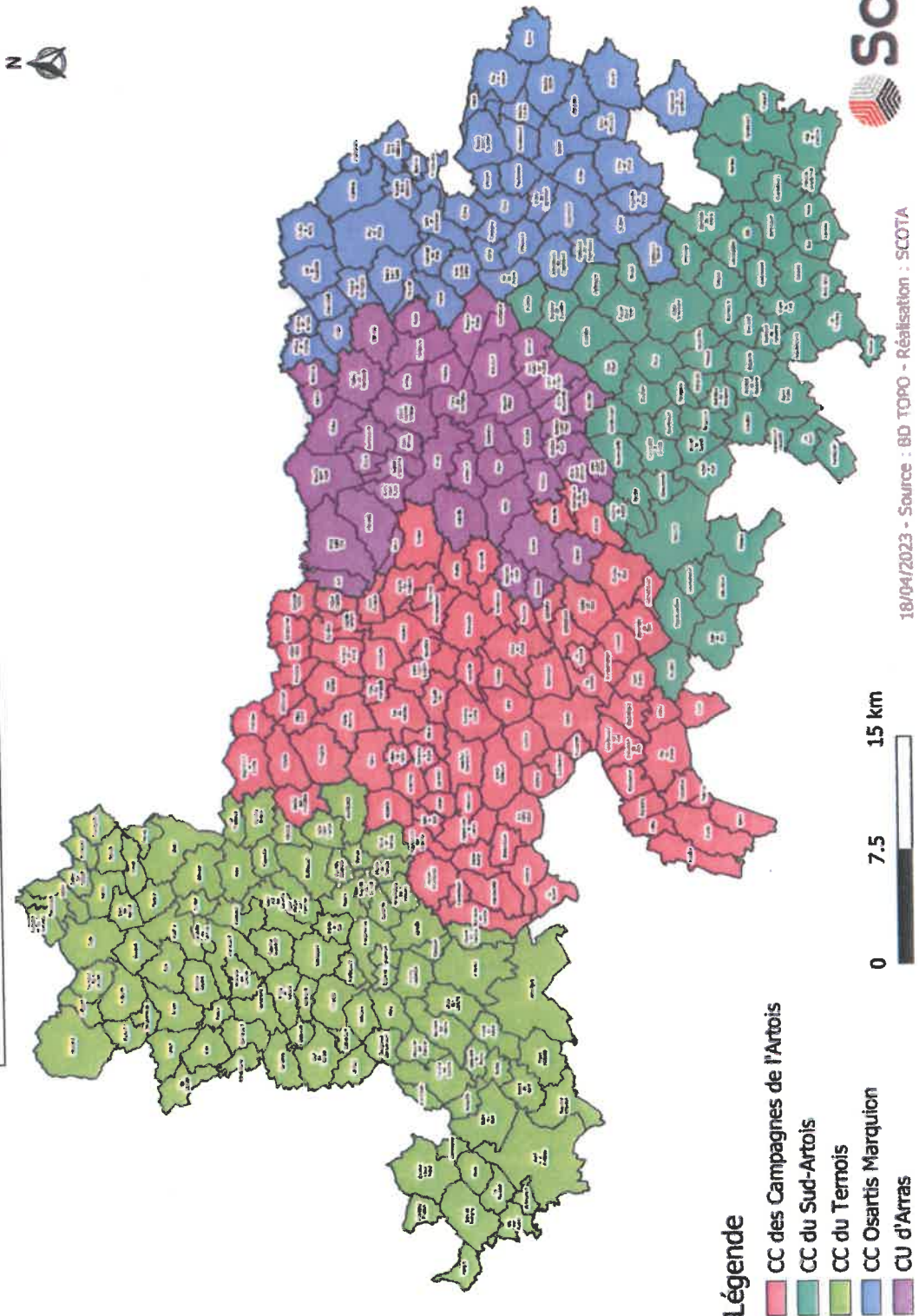
Pour Pas de Calais Tourisme  
Le Président

Frédéric LETURQUE

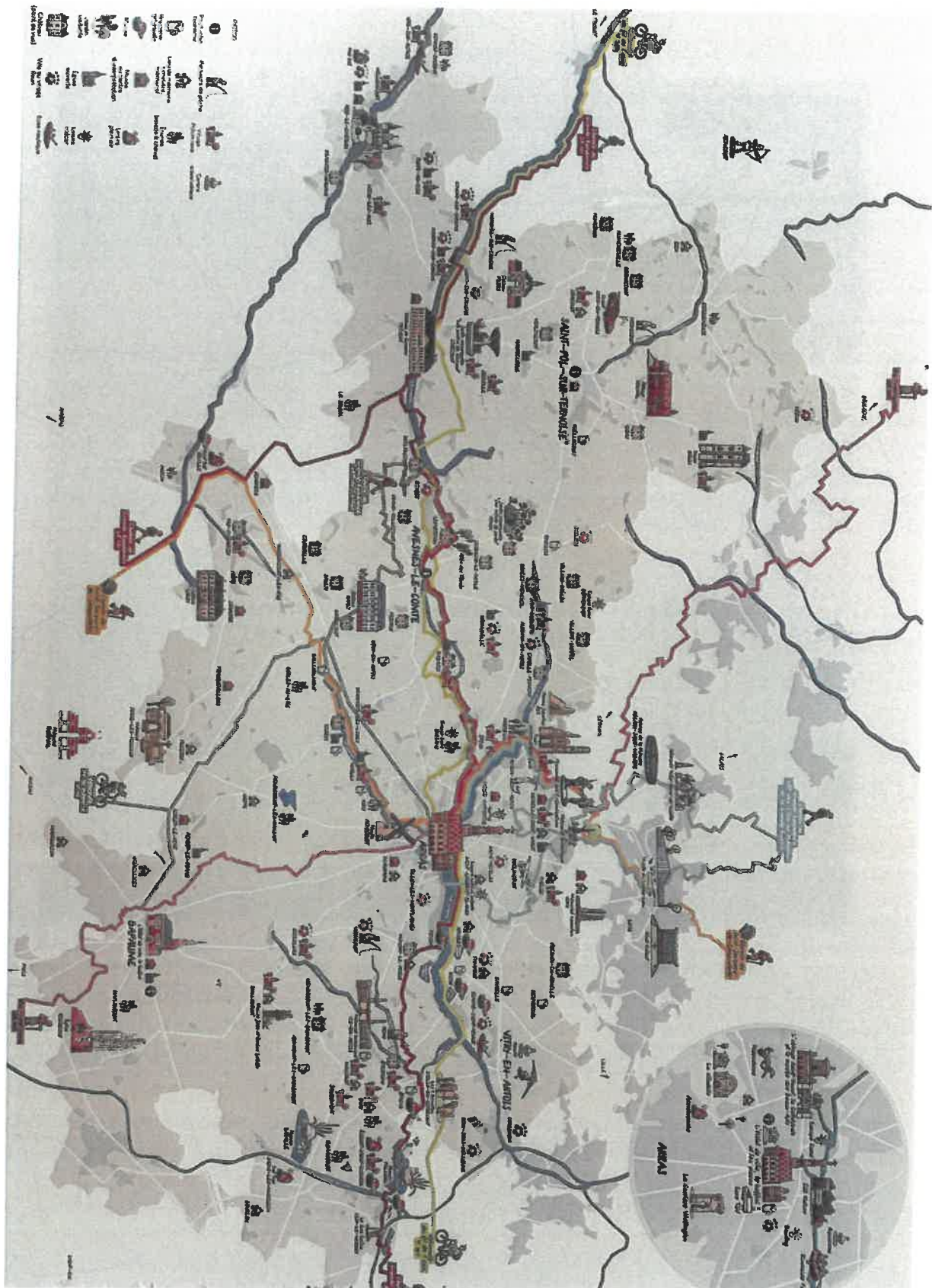
Philippe DUQUESNOY

## ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIES DE LA DESTINATION

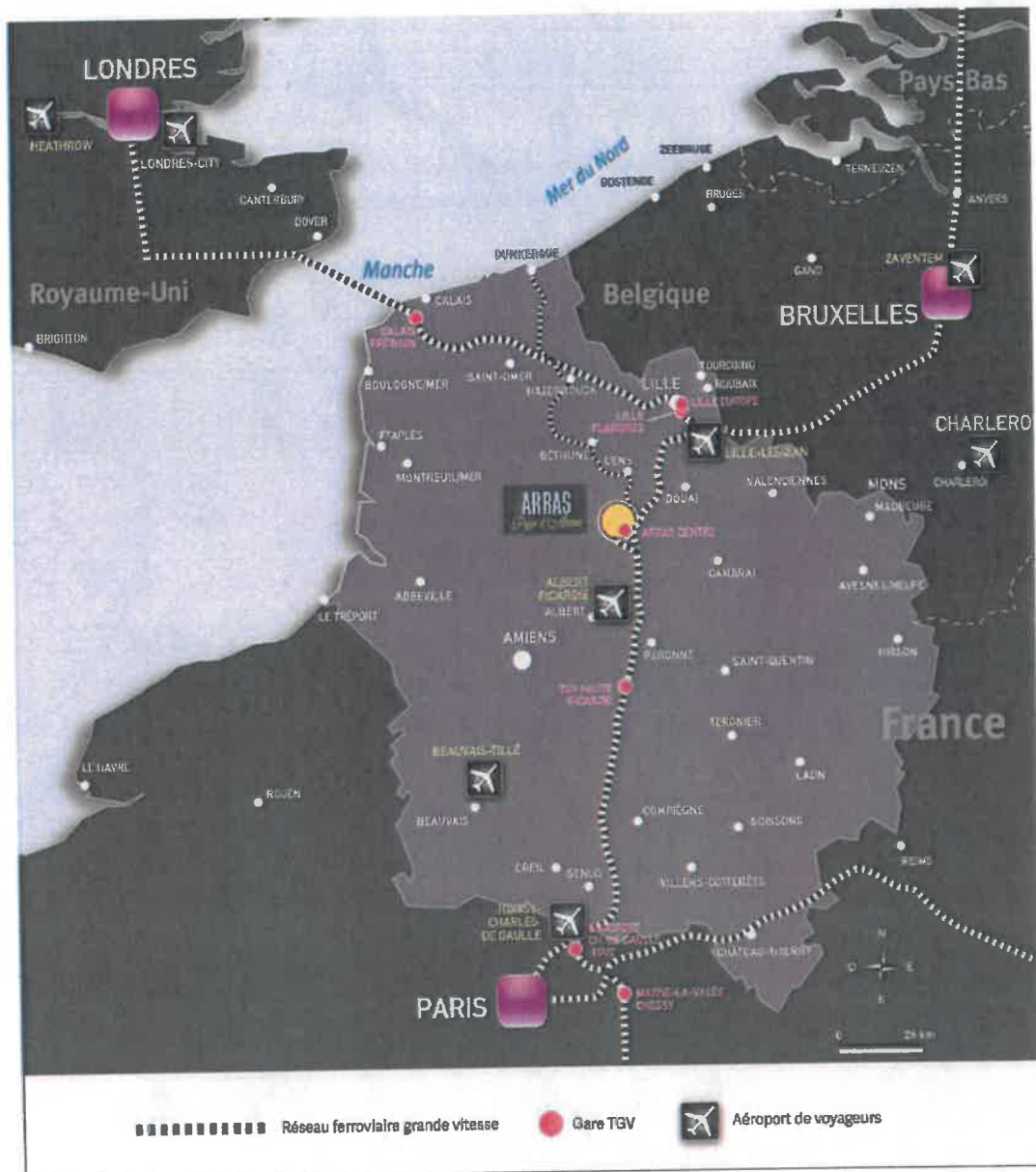
### Intercommunalités du Pays d'Artois







## LA DESTINATION







## ANNEXE 2 – ANALYSE AFOM

### Atouts

- Une position stratégique. En liaison directe TGV avec Paris et Lille. Au croisement des autoroutes A1, A26 et A21.
- Un mix de clientèle équilibré composé à 60% de tourisme d'affaire, porté par un dynamisme économique et une position centrale dans les Hauts-de-France, et à 40% de tourisme d'agrément. 1/3 d'étrangers.
- Une notoriété grandissante autour d'une image patrimoniale (Beffroi Monument préféré des Français, Citadelle Vauban inscrite à l'Unesco) et événementielle (Main Square Festival, Marché de Noël, Arras Film Festival, Championnat du Monde de la Frite).
- D'autres événements à forte notoriété nationale ou régionale (Terres en fête, Son et lumières, Faites de la chanson, Fête de l'Andouillette, Beer Potes Festival...).
- Capitale régionale du tourisme de mémoire reconnue à l'étranger (Grande-Bretagne, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie), avec plusieurs sites majeurs et/ou inscrits à l'UNESCO (crête de Vimy, Neuville-Saint-Vaast, Carrière Wellington, Bullecourt, Siracourt ...).
- Patrimoine bâti exceptionnel, témoin d'une histoire multimillénaire. 288 édifices classés ou inscrits au titre des monuments historiques. Le beffroi d'Arras et la citadelle d'Arras inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. 30 Villages Patrimoine.
- Des équipements culturels portes d'entrée : Musée des Beaux-Arts, Boves, Cité Nature, théâtre...
- Des équipements touristiques d'envergure nationale ou régionale : Circuit de Croix-en-Ternois, Golf d'Arras, Riverside Park.
- Deux centres de tourisme d'affaire et de congrès proches de la gare récemment modernisés : Artois Expo (parc expo et amphi 1000 places) et le Mercure-World Trade Center. Nombreuses salles de réunion et réception en périphérie ou en campagne.
- Capacité hôtelière équilibrée par rapport à la population et aux emplois.
- Gîtes et chambres d'hôtes en milieu rural compensent l'absence d'hôtels.
- Maillage de rivières et de marais propices à la pêche, activités nautiques sur le canal de la Scarpe et du Nord, sur l'Authie.
- Produits gastronomiques identitaires qui se structurent de plus en plus : andouillette, endive, bière, frites, biscuits.
- Offre de restaurants diversifiée et en qualité croissante et répartis sur le territoire.
- Deux chemins culturels européens : Saint-Jacques de Compostelle et Via Francigena
- Des vélo routes qui traversent le territoire.

### Faiblesses

- Une notoriété encore à renforcer et une image à consolider.
- Des séjours courts et poids encore important de l'excursionniste.
- Une offre de loisirs et de découverte des milieux naturels peu connue comme offre touristique, peu structurée : aérodrome, activités nautiques, accrobranche, une dizaine d'espaces naturels sensibles ouverts, plus de 1000 km de chemins de randonnées balisés.
- Saturation de l'offre hôtelière aux périodes clefs pour exploiter pleinement le potentiel d'accueil des congrès et rencontres professionnelles.
- Prédominance des hôtels de petite capacité et des chaînes françaises. Surreprésentation de l'offre d'entrée de gamme. Des manques dans l'hôtellerie de charme et dans l'hôtellerie haut de gamme (pas de 5\*).
- Gîtes et chambres d'hôtes peu classés et labélisés : qualité non contrôlée et manque de visibilité de l'offre.
- Hébergement de plein air essentiellement résidentiel et limité à 3 secteurs, aucun à proximité de la ville centre.
- Restauration gastronomique restreinte et fragile (pas d'étoilé ...).
- Offre de restauration encore limitée à la campagne.



- Manque de labels nationaux sur le territoire

## Opportunités

- Création de l'Office de Tourisme Arras Pays d'Artois en 2017, stratégie en application progressive à partir de 2018 et 2019, puis extension du périmètre d'intervention jusqu'au Ternois.
- La création de la Région Hauts-de-France place Arras au centre de la nouvelle région et en fait un lieu de rencontres privilégié.
- Le Grand Arras, Territoire Exemple de la Transition Ecologique et démonstrateur de la Troisième révolution industrielle dont Euraméthra (technocentre de la méthanisation) ; implantation du LFB : atouts à faire valoir pour le tourisme d'affaires.
- Le centenaire de la Première Guerre mondiale a réveillé une fibre mémorielle chez les Français, qui s'intéressent au parcours de leurs ancêtres et découvrent le poids historique des Batailles d'Artois. De nouveaux lieux de mémoire élargissent par de nouvelles approches thématiques ou expérientielles : Anneau de la mémoire, Monument des Fraternisations, Jardins de la paix.
- La reconversion de la citadelle d'Arras réalisée à 80% offre des possibilités de développement touristique.
- Aménagement du Val de Scarpe 2 (passerelles, parc rive droite, extension base nautique).
- Projet hôtelier et restaurant gastronomique du Palais Saint-Vaast.
- Essor progressif de la destination Autour du Louvre Lens.
- Canal Seine-Nord : chantier et création de nouveaux paysages et espaces de loisirs.
- Des chefs restaurateurs prometteurs.
- Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification en hôtellerie-café-restauration à l'étude.

19

## Menaces

- Une notoriété portée par des manifestations événementielles par nature fragiles et partiellement exogènes (Main Square Festival, Versailles), dans un secteur très concurrentiel et sensible aux risques (terrorisme, épisodes climatiques violents) et aux changements d'habitude des consommateurs. Poids croissant de la sécurité qui met en péril les équilibres économiques.
- Difficulté de recrutement dans les métiers du tourisme (général à la France).
- Développement exponentiel des locations type Airbnb qui déstabilise le marché et en brouille la lisibilité.
- Concurrence croissante sur le tourisme d'affaires tant sur le plan régional (Valenciennes) que national ou international. Dans un marché qui tend à se rétrécir (durée et budget réduits, rencontres dématérialisées).

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°17/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 106 (107-1)	POUR : 104 CONTRE : 0 ABSTENTION : 2	<b>Projet d'aménagement d'un jardin médiéval au Donjon de Bours</b>

M. Bertrand BEAUCAMP, Maire de BOURS ne prend pas part au vote.

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires que par délibération en date du 13 décembre 2022, il avait été décidé d'approuver le projet de GARDIN médiéval proposé par Monsieur Jean-Baptiste DUCHÊNE, Architecte Paysagiste désigné dans le cadre de son avant-projet.

Dans le cadre de ce projet, plusieurs temps de travail ont eu lieu avec la commune de Bours, TernoisCom ainsi que Monsieur Jean-Baptiste DUCHÊNE afin de réfléchir à l'aménagement du Jardin de Bours.

Parallèlement, une réunion publique fut organisée le 23 octobre 2023 à la salle Saint-Gérard de Bours permettant de présenter le projet aux habitants de la commune.

Aussi et après divers échanges et pour permettre la poursuite du projet et la validation des autorisations d'urbanisme, il est convenu d'un commun accord avec la commune de Bours, la rédaction d'une convention partenariale fixant les accords suivants :

- L'accès au jardin par le terrain communal sur lequel se trouve la mairie.  
En effet, afin de prévoir le passage des futurs visiteurs, une convention de servitude de passage entre la Communauté de Communes et la commune de Bours a été rédigée permettant ainsi l'accessibilité au jardin du Donjon et ses abords par une servitude située sur le terrain communal, sans contrepartie financière pour la commune.

107

- L'accessibilité aux sanitaires publics pour les visiteurs, ainsi que le raccordement au réseau d'eau de la commune pour l'alimentation en eau des fontaines du jardin prévues dans le projet de l'Architecte Paysagiste. A cet effet, un compteur décompteur sera installé pour connaître la consommation d'eau à rembourser à la commune.
- La Commune de Bours avait déposé un dossier d'aménagement de la voirie face au Donjon. Compte-tenu du projet de Jardin Médiéval, les services des bâtiments de France ont imposé la révision du projet de ces travaux entraînant une plus-value financière de 35.000 €.  
Aussi, il est convenu l'attribution d'un fonds de concours complémentaire exceptionnel qui sera versé à la Commune de Bours d'un montant de 35 000€.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à la majorité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'approuver l'ensemble des points nécessaires à l'aménagement du Jardin.

D'autoriser le Président à verser à la commune de Bours l'attribution du fonds de concours complémentaire exceptionnel de 35 000€.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°18/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

**Présents ou représentés :** Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

**Secrétaire de Séance :** Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<b><u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u></b>	<b><u>VOTE</u></b>	<b><u>Objet de la Délibération :</u></b>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Révision des tarifs du Donjon de Bours avec la SPL Arras Pays d'Artois</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires que par délibération en date du 13 décembre 2022, il avait été décidé d'approuver la gestion du Donjon de Bours, de ses abords et de la maison d'accueil du Donjon par la SPL Arras Pays d'Artois.

Conformément à la convention de gestion rédigée et sur proposition de la SPL Arras Pays d'Artois, celle-ci s'engage à présenter, pour information, les tarifs 2024 relatifs au Donjon de Bours.

Les tarifs 2024 proposés sont ainsi détaillés ci-dessous :

<b>TARIFS PLEINS</b>	<b>PRIX</b>
s'appliquent au public adulte en individuel ou en groupe	
VISITE DU DONJON IND / PERS	7,00
VISITE DU DONJON IND / HABITANT TERNOIS COM / PERS	6,00
VISITE DU DONJON GROUPE / PERS	6,00
VISITE DU DONJON PACKAGEE/PERS	5,00
VISITE DU DONJON GRATUITE ACCOMPAGNEUR	0,00
VISITE DU DONJON GRATUITE CHAUFFEUR	0,00



TARIFS REDUITS	PRIX
s'appliquent aux étudiants, au moins de 18 ans, anciens combattants, demandeurs d'emploi et Public handicapé	
VISITE DU DONJON IND / PERS TR	5,00
VISITE DU DONJON IND / HABITANT TERNOIS COM / PERS TR	4,00
VISITE DU DONJON GRATUITE - 6 ANS	0,00
VISITE DU DONJON GROUPE SC / PERS TR	4,00
ATELIER GROUPE SC / PERS TR	2,00
VISITE DU DONJON GRATUITE ACCOMPAGNEUR	0,00
VISITE DU DONJON GRATUITE CHAUFFEUR	0,00
<b>ANIMATIONS</b>	
ESCAPE GAME	
DONJON EN FAMILLE - ATELIER / ENFANT + 1 ADULTE ACCOMPAGNEUR	6,00
DONJON EN FAMILLE - ATELIER / AD ACCOMPAGNEUR SUPPL	5,00

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver les tarifs 2024 du Donjon de Bours présentés par la SPL Arras Pays d'Artois et repris ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



  
Marc BRIDOUX



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°19/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Contrat Local de Santé – Actions 2024</b>

La séance ouverte, M. le Président expose aux Délégués Communautaires que la mise en place d'un Contrat Local de Santé 2ème génération sur le territoire de TernoisCom avait été validée par délibération en date du 28 juin 2019.

Par délibération en date du 19 mars 2021, il avait été approuvé le plan d'actions du contrat local de santé dans sa globalité.

Pour rappel, les axes stratégiques sont :

- **Promouvoir la santé des enfants et des jeunes**
- **Améliorer le parcours santé des personnes les plus démunies**
- **Favoriser l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé**

Un comité de pilotage s'est réuni le 13 décembre 2023 et a validé les éléments suivants :

- la réécriture du Contrat Local de Santé 3 en 2024 en associant l'ensemble des partenaires : mise en place de l'ingénierie permettant l'élaboration du prochain plan d'actions
- le plan de financement prévisionnel 2024 ci-dessous :

Action « Nutriactiv » (prévention et évolution des comportements dans le cadre de l'alimentation et de l'activité physique, pour les familles et personnes vulnérables) : 16 300.00 € et financements ARS 8 000.00€

Action « Journée acces'santé » (dépistage audio, visio, bucco) en co-portage avec la CPAM, la mutualité Hauts de France et la MSA : 1 650.00€

Action « Départ Santé » (examens de prévention santé pour les personnes n'ayant aucun recours aux soins depuis plus de deux ans) : Co-portage avec la CPAM

Action « Pas à pas, esprits sereins, Ados extras » (Déploiement des compétences psychosociales : Report des activités dédiées aux parents et aux professionnels en 2024 pour un coût estimé à 9 000.00 €.

Coût total de l'action estimé en 2024 à 15 000€. Financements notifiés en 2023 : Département 3 000.00 €, CAF 3 000.00 €, MSA 1 500.00 € et MILDECA 9 000.00 €

Action « Journée Evaluation CLS 2 et perspectives » en mai 2024 : 3 050.00 € ; Subvention ARS sollicitée : 1 000.00€

Action « Coordination, mise en œuvre et suivi, évaluation du Contrat Local de santé » : 35 600.00 € ; Subvention ARS sollicitée : 15 000.00 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### DECIDE :

D'approuver le plan de financement 2024 pour les différentes actions reprises ci-dessus.

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès des différents partenaires.

D'autoriser le Président à signer le contrat d'engagement au renouvellement du CLS ci-joint en annexe et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2024.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°20/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Coût de livraison d'un repas à domicile</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que les clients du Service du Portage de repas à Domicile pourraient prétendre à un crédit d'impôt sur la partie de la livraison des repas. A ce jour, le prix du repas à domicile d'élève à 7€.

Pour ce faire, il est nécessaire de définir la part livraison et la part fourniture du tarif des repas. La part livraison a été calculée en prenant en compte les frais salariés chargés de la livraison, des entretiens et du carburant des véhicules, de livraison pour le prestataire qui fournit les repas.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver le coût « livraison d'un repas à domicile » à 2.11€ sur le prix global d'un repas de 7€.

D'autoriser le Président à réviser cette part annuellement le cas échéant, en fonction des coûts réels constatés.



D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/24

et publication et notification le 27/02/24

  
Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°21/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Signature de la Convention Territoriale Globale 2</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que dans le cadre de la mise en place du projet social de territoire, la démarche multi-partenaire a été engagée dès novembre 2016. La première Convention Territoriale Globale quadripartite entre la collectivité, le département, la CAF et la MSA a été signée en juillet 2019.

Pour mémoire, La Convention Territoriale Globale doit faciliter la déclinaison du projet de territoire tout en tenant compte de ses spécificités locales et permettre de :

- Prendre en compte les orientations stratégiques définies à l'échelon départemental
- Affiner le diagnostic territorial
- Définir le projet de territoire
- Identifier les priorités et programmer les interventions
- Accompagner la mise en réseau des acteurs

Une évaluation de la démarche globale 2019 à 2022 a démontré la pertinence et l'efficacité de ce partenariat territorial. Le bilan positif a été présenté en juin 2023 auprès des élus, des acteurs locaux et des usagers.

Un Comité de pilotage en février 2023 a validé :

- L'organisation de la coordination de la CTG en prenant en considération les fiches de postes « Chargés de coopération » et concernant les responsables du pôle « Services à la population »

- Les thématiques traitées dans la prochaine convention : Enfance, jeunesse, famille, le Cadre de vie et l'accompagnement des personnes vulnérables (précarité, population vieillissante, isolement social)

L'année 2023 a été consacrée à la réécriture avec la participation très active des partenaires locaux, sur la base du diagnostic de 2028 et une réactualisation des chiffres, de l'existant.

Un comité de pilotage en octobre 2023 a validé les enjeux et les objectifs de la future convention :

### **ENJEU 1 : L'ANIMATION DE LA COOPÉRATION POUR LA CONTINUITÉ DU PROJET SOCIAL PARTAGÉ**

Objectif général : Définir la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet social partagé.

Le plan d'actions concernant le socle thématique : NAITRE ET GRANDIR DANS LE TERNOIS

### **ENJEU 2 : MAINTENIR L'ADEQUATION OFFRE/DEMANDE DES STRUCTURES ET DISPOSITIFS ENFANCE, JEUNESSE ET PARENTALITE**

Objectifs généraux :

- 2.1 IDENTIFIER DES LIEUX RESSOURCES ET CRÉER DU LIEN SOCIAL
- 2.2 RENFORCER ET ARTICULER LES MODES DE COMMUNICATION
- 2.3 RÉDUIRE LES INÉGALITÉS (ACCÈS, MOYENS HUMAINS, FINANCIERS)
- 2.4 ETUDIER LES BESOINS EN MODE DE GARDE

### **ENJEU 3 : FAVORISER LA COHERENCE, LA CONTINUITE, DU PARCOURS EDUCATIF**

Objectifs généraux :

- 3.1 RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DE LA FONCTION PARENTALE
- 3.2 PERMETTRE UNE COHÉRENCE ÉDUCATIVE (PRÉVENTION, PEDT, ...) EN S'APPUYANT SUR LES DISPOSITIFS EXISTANTS
- 3.3 RENFORCER LES SAVOIRS ET LES CONNAISSANCES DES ÉQUIPES ET DES PARTENAIRES
- 3.4 EVITER LES RUPTURES DANS LE PARCOURS ÉDUCATIF

Le plan d'actions : VIVRE ET ETRE ACCOMPAGNE DANS LE TERNOIS

### **ENJEU 4 : PERMETTRE L'ACCES AUX DROITS ET AUX SERVICES A TOUS**

Objectifs généraux :

- 4.1 ROMPRE L'ISOLEMENT DES USAGERS SUR LE TERRITOIRE
- 4.2 AMÉLIORER L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION POUR MIEUX ACCOMPAGNER LA POPULATION

### **ENJEU 5 : FAVORISER LE BIEN VIVRE DANS LE TERNOIS**

Objectifs généraux :

- 5.1 ENCOURAGER ET DEVELOPPER LE LIEN SOCIAL
- 5.2 PERMETTRE UNE SYNERGIE PARTENARIALE AUTOUR DE LA THEMATIQUE DU LOGEMENT
- 5.3 FAVORISER LE BIEN ETRE DE L'HABITANT

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser Monsieur le Président à signer la Convention Territoriale Globale 2.

D'autoriser le Président à solliciter les subventions « Bonus de territoire » auprès de la CAF et d'autres subventions possibles.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

*Acte rendu exécutoire*

*après dépôt en Préfecture le 27/02/24*

*et publication et notification le 27/02/24*

Marc BRIDOUX





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°22/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Reconduction du Programme d'accompagnement et soutien à la parentalité « programme pas à pas parents extras » 2024</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires qu'au regard des résultats du programme d'accompagnement et de soutien à la parentalité de la Communauté de Communes du Ternois en 2023 :

- 218 familles inscrites aux ateliers
- Les témoignages des familles corroborant les objectifs du programme
- Les participations importantes aux temps forts dont le Ternoisludik

Il est proposé de reconduire le programme « Pas à pas, parents extras » et ses actions annexes en 2024.

Ce programme offre la possibilité à tous les parents du territoire d'expérimenter sa fonction parentale autrement, de recevoir des messages de prévention.

En 2023, le dispositif est intégré au plan d'action de la Convention Territoriale Globale rattaché à l'enjeu « Naître et grandir dans le Ternois ».

Trois grands axes de travail seront renforcés en 2024 avec une attention particulière sur la communication parent / enfant, le cadre éducatif (le négociable, le non négociable) les compétences psycho-sociales du parent et de l'enfant (compétences émotionnelles, cognitives et sociales)

**« Favoriser l'harmonie familiale »**

Une action globale afin que les parents et les enfants puissent trouver un équilibre « éducatif », de la sérénité dans la sphère familiale : être un bon parent passe par un état d'esprit détendu et avisé, et ce en faveur de l'épanouissement des enfants. Cet axe est dédié à la prévention des violences intrafamiliales en écho aux travaux de prévention menés par le CISPD

**« Favoriser l'accès des familles à l'information et à la prévention santé »**

Cette action globale intègre les notions d'hygiène alimentaire, de pratique d'activités physiques et de prévention des conduites à risque. L'idée étant de faire de la prévention comme présenté dans le plan d'action du Contrat local de santé.

**« Favoriser l'éveil et l'échange autour du plaisir de la culture »**

Cette action globale doit pouvoir permettre d'amener les familles vers la culture, de sensibiliser les parents au besoin de vivre des activités variées pour un épanouissement de l'enfant : la découverte sensorielle, le développement cognitif (vocabulaire, mémoire, langage, ...),

Le programme est destiné à tous les parents du territoire ayant des enfants âgés de 0 à 18 ans et aux différents membres de la famille, fréquentant ou non le service enfance (relais assistantes maternelles, ateliers parents enfants et multi-accueil) fréquentant les consultations de nourrissons de PMI, les structures de la jeunesse (Accueil de loisirs, Temps activités périscolaires, mercredis loisirs).

Les services de la MDS, de la CAF, de la MSA ou des CCAS/CIAS orienteront et/ou inscriront des familles dites fragilisées dans l'exercice de leur fonctions parentales. L'Education Nationale sera un partenaire privilégié : des interventions des équipes du service « Parentalité » pourront être envisagées auprès des parents conviés sur des temps spécifiques par les enseignants

Pour certaines interventions (conférence ou forum), un plus large public sera convié.

Une réflexion relative à la labellisation « Mille premiers jours » pourra être menée en 2024 conformément au plan d'action de la Convention Territoriale Globale.

Les actions seront déclinées à l'échelle de l'EPCI sur différents lieux : St Pol/Ternoise, Frévent, Auxi le château, Pernes, Anvin sur l'ensemble de l'année 2023.

Des financements seront sollicités, notamment auprès du Département, de la CAF, de la MSA et de l'ARS.

A compter de 2023, les Ateliers Parents Enfants (5 sites soit 150 ateliers par an) initialement menés par le service enfance ont été intégrés au programme, ainsi que les dépenses inhérentes à leur fonctionnement (charges de personnels), ce qui génère le plan de financement suivant :

Montant des dépenses pour l'action « Harmonie familiale » : 37930 € (dont 16000 € correspondant au personnel)

Montant des dépenses pour l'action « Santé et Parentalité » : 16030 €

Montant des dépenses pour l'action « accès à la culture » : 26835 €

**Soit un montant total des dépenses de 85795 €**

**Les subventions sollicitées s'élèvent à un montant total de 38 000 € soit 44 %**

**Les recettes familiales s'élèveraient à environ 300€**

Les familles participeraient dès lors qu'un repas intègre la prestation pour les journées « pêche familiale » et « Fête en famille au moulin Musée Wintenberger de Frévent » selon les quotients familiaux et de la façon suivante :

	ENFANTS DE 2 à 17 ANS	ADULTES 18 ANS ET +
0- 300	1 €	2 €
301- 617	1,50 €	2,50 €
618- 850	2,00 €	3,00 €
851 et +	2,50 €	3,50 €

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser la mise en œuvre du programme d'accompagnement et de soutien à la parentalité « Pas à pas parents extras » pour 2024.

D'approuver les plans de financement prévisionnels comme suit :

Soit un montant total des dépenses de **85 795 €**

Les subventions s'élevant à un montant total de **38 000 €**

D'autoriser le Président à solliciter les financements auprès du Département, de la Caisse d'Allocations Familiales, de la MSA et de l'ARS.

De faire participer les familles dès lors qu'un repas intègre la prestation, Journée « pêche familiale » et Journée « La fête en famille au moulin Musée Wintenberger » selon les quotients familiaux et de la façon suivante :

	ENFANTS DE 2 à 17 ANS	ADULTES 18 ANS ET +
0- 300	1 €	2 €
301- 617	1,50 €	2,50 €
618- 850	2,00 €	3,00 €
851 et +	2,50 €	3,50 €

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2024.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 22/02/24

et publication et notification le 22/02/24



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°23/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Développement des heures et des jours d'ouverture de la ludothèque à Herlin le Sec et dans les médiathèques</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que suite aux constats évoqués lors du Comité Technique du service jeunesse présentant le rapport d'activités 2023 et après avis favorable de la « commission jeunesse » en date du 20 décembre 2023, il est proposé, à partir de 2024, de développer des heures et des jours d'ouverture de la ludothèque à Herlin le Sec et dans les médiathèques de la façon suivante :

**Actuellement** : -la ludothèque d'Herlin-le-Sec est ouverte au public :

>Le mercredi après-midi de 14h à 18h30

>Du lundi au vendredi de 17h à 18h30

>Le samedi de 14h à 17h

>le 1<sup>er</sup> vendredi du mois pour la soirée jeux de 18h à 22h

-la ludothèque est ouverte de manière alternative dans les médiathèques :

>Le mercredi de 10h à 12h et de 14h à 17h

>le 3<sup>ème</sup> vendredi du mois pour la soirée jeux de 18h à 22h

Elle remporte un grand succès de fréquentation.

**Objectifs** :  
-Répondre à la demande des familles.  
-Proposer un service plus conséquent permettant de mettre à profit notre espace ludothèque.

**Il est proposé** :  
-de proposer une extension d'horaires au public à Herlin-le-Sec toute l'année dont pendant toutes les vacances scolaires :



>Du mardi au vendredi de 10h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 (sauf le mercredi matin)  
>Le samedi de 14h à 17h (sauf en période estivale et pendant les vacances de Noël)

- >le 1<sup>er</sup> vendredi du mois pour la soirée jeux de 18h à 22h
- de proposer une extension d'horaires au public de manière alternative dans les médiathèques et à Heuchin toute l'année :
  - >Le mercredi de 10h à 12h et de 14h à 17h en période scolaire
  - >Du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 17h pendant les vacances scolaires
  - >le 3<sup>ème</sup> vendredi du mois pour la soirée jeux de 18h à 22h
- la modification du règlement intérieur en ce sens.
- l'ajout d'un demi-ETP pour assurer les missions complémentaires.
- de prévoir 2 à 3 semaines de fermeture par an permettant notamment de réaliser l'inventaire ou d'organiser le festival du jeu.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

De développer des heures et des jours d'ouverture de la ludothèque à Herlin le Sec et dans les médiathèques de la façon suivante :

- une extension d'horaires au public à Herlin-le-Sec toute l'année dont pendant toutes les vacances scolaires :
  - >Du mardi au vendredi de 10h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 (sauf le mercredi matin)
  - >Le samedi de 14h à 17h (sauf en période estivale et pendant les vacances de Noël)
  - >le 1<sup>er</sup> vendredi du mois pour la soirée jeux de 18h à 22h
- une extension d'horaires au public de manière alternative dans les médiathèques et à Heuchin toute l'année :
  - >Le mercredi de 10h à 12h et de 14h à 17h en période scolaire
  - >Du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 17h pendant les vacances scolaires
  - >le 3<sup>ème</sup> vendredi du mois pour la soirée jeux de 18h à 22h
- la modification du règlement intérieur en ce sens.
- l'ajout d'un demi-ETP pour assurer les missions complémentaires.
- de prévoir 2 à 3 semaines de fermeture par an permettant notamment de réaliser l'inventaire ou d'organiser le festival du jeu.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 24/02/14  
et publication et notification le 24/02/14



Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Marc BRIDOUX



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°24/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Financement des formations BAFA BAFD</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires qu'à la suite des constats évoqués lors du Comité Technique du service jeunesse présentant le rapport d'activités 2023 et après avis favorable de la « commission jeunesse » en date du 20 décembre 2023, il est proposé, à partir de 2024, de modifier l'inscription et le financement des formations BAFA et BAFD.

En date du 3 janvier 2017, la délibération n°32 a fait état des aides financières accordées aux jeunes souhaitant suivre les formations BAFA, BAFD et la qualification surveillant de baignade, selon les conditions reprises ci-dessous :

- Financement à hauteur de 25% pour tout candidat s'engageant dans une formation BAFA base de territoire.
- Financement à hauteur de 50% pour les candidats BAFA base ayant effectué au préalable une session de découverte de l'animation avec le service jeunesse de la Communauté de Communes du Ternois : financement possible uniquement sur le stage BAFA de territoire.
- Financement à 50% pour les candidats inscrits sur le stage de perfectionnement ou de qualification de territoire.
- Financement à hauteur de 75% pour les candidats inscrits en formation générale ou en perfectionnement BAFD.
- Financement à 75% pour les candidats s'inscrivant sur une qualification surveillant de baignade.

Ces financements s'effectueront au prorata du coût réellement à la charge du candidat. La participation financière sera versée directement à l'organisme de formation.

Au vu des nouvelles modalités de financements de la CNAF et du département du Pas-de-Calais et pour permettre d'organiser les formations et les sessions d'immersion des stagiaires, M. le Président propose à l'assemblée délibérante d'accorder une aide financière aux jeunes souhaitant suivre les formations base BAFA, base et perfectionnement BAFA et la qualification surveillant de baignade, selon les conditions suivantes :

- Financement à hauteur de 20% pour tout candidat s'engageant dans une formation BAFA base de territoire.
- Financement à hauteur de 50% pour les candidats BAFA base ayant effectué au préalable une session en stage d'immersion avec le service jeunesse de la Communauté de Communes : financement possible uniquement sur le stage BAFA de territoire.
- Financement à hauteur de 75% pour les candidats inscrits en formation base ou perfectionnement BAFA.
- Financement à 75% pour les candidats s'inscrivant sur une qualification surveillant de baignade.

Ces financements s'effectueront au prorata du coût réellement à la charge du candidat. La participation financière sera versée directement à l'organisme de formation.

Chaque jeune souhaitant obtenir un financement BAFA ou BAFA devra faire part de sa motivation (lettre de motivation, entretien de motivation, stage d'immersion) et se pré-inscrire à un financement BAFA auprès du service jeunesse. En fonction des places disponibles, une inscription avec financement sera possible après avis favorable du service jeunesse.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

#### **DECIDE :**

D'accorder une aide financière aux jeunes souhaitant suivre les formations base BAFA, base et perfectionnement BAFA et la qualification surveillant de baignade, selon les conditions suivantes :

- Financement à hauteur de 20% pour tout candidat s'engageant dans une formation BAFA base de territoire.
- Financement à hauteur de 50% pour les candidats BAFA base ayant effectué au préalable une session en stage d'immersion avec le service jeunesse de la Communauté de Communes : financement possible uniquement sur le stage BAFA de territoire.
- Financement à hauteur de 75% pour les candidats inscrits en formation base ou perfectionnement BAFA.
- Financement à 75% pour les candidats s'inscrivant sur une qualification surveillant de baignade.

Ces financements s'effectueront au prorata du coût réellement à la charge du candidat. La participation financière sera versée directement à l'organisme de formation.

Chaque jeune souhaitant obtenir un financement BAFA ou BAFA devra faire part de sa motivation (lettre de motivation, entretien de motivation, stage d'immersion) et se pré-inscrire à un financement BAFA auprès du service jeunesse. En fonction des places disponibles, une inscription avec financement sera possible après avis favorable du service jeunesse.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

124

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



Pour extrait certifié conforme  
Le Président

  
Marc BRIDOUX





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°25/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Indemnisation des communes pour l'utilisation de leurs locaux dans le cadre des accueils de loisirs intercommunaux</b>

La séance ouverte,

Vu la délibération n°35 du 3 janvier 2017, « délibération portant approbation des tarifs des activités du service jeunesse »,  
Vu la délibération n°2/15.02.2018, « modification des indemnisations financières pour l'utilisation des cuisines dans le cadre de la mise à disposition de salles par les communes auprès du service jeunesse »,  
Vu la délibération n°28/13.04.2018, « restauration sur les AL – indemnité supplémentaire pour le protocole de nettoyage spécifique »,  
Vu la délibération n°15/10.07.2018, « restauration des accueils de loisirs - indemnité supplémentaire pour le protocole de nettoyage spécifique avec l'ouverture des nouveaux accueils de loisirs du mercredi »,  
Vu la délibération n°16/26.11.2019, « indemnisations financières pour l'utilisation des cuisines dans le cadre de la mise à disposition de salles communales auprès du service jeunesse »,  
Vu la délibération n°13/29.07.2020, « occupation des locaux pour les accueils de loisirs du service jeunesse – indemnité supplémentaire pour l'entretien des locaux dans le respect des protocoles liés à la crise sanitaire »,

À la suite des constats évoqués lors du Comité Technique du service jeunesse présentant le rapport d'activités 2023 et après avis favorable de la « commission jeunesse » en date du 20 décembre 2023, M. le Président propose à l'assemblée délibérante une harmonisation et une réévaluation de l'indemnisation des communes pour l'utilisation de leurs locaux pour la mise en place des accueils de loisirs intercommunaux à partir de 2024, de la façon suivante ;

FORFAITS INDEMNISATION PAR JOUR																
	entretien des locaux (sols, surfaces, wc)				flux (électricité, eau, gaz)				utilisation des cuisines (surconsommation flux, entretien)				utilisation des cuisines gestion communale (surconsommation flux, entretien, préparation des repas, vaisselle, rangement)			
Nombre d'enfants présents	08-50	51-100	101-150	151 et +	08-50	51-100	101-150	151 et +	08-50	51-100	101-150	151 et +	08-50	51-100	101-150	151 et +
Hiver	15€	20€	25€	30€	43€	45€	47€	49€	10€	16€	22€	28€	95€	115€	135€	155€
été	15€	20€	25€	30€	33€	35€	37€	39€	10€	16€	22€	28€	95€	115€	135€	155€

**Objectifs :**

- harmoniser l'indemnisation des locaux communaux utilisés dans le cadre des accueils de loisirs sous forme de forfait journalier en fonction du nombre d'enfants présents
- revaloriser l'indemnisation des locaux communaux suite à la hausse du coût de l'énergie
- intégrer un forfait entretien des locaux afin d'indemniser les communes dans l'entretien de leurs locaux suite à la mise en place d'accueils de loisirs

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

### DECIDE :

D'annuler et remplacer les délibérations antérieures citées ci-dessus et d'approuver la grille d'indemnisation suivante :

FORFAITS INDEMNISATION PAR JOUR																
	entretien des locaux (sois, surfaces, wc)				flux (électricité, eau, gaz)				utilisation des cuisines (surconsommation flux, entretien)				utilisation des cuisines gestion communale (surconsommation flux, entretien, préparation des repas, vaisselle, rangement)			
Nombre d'enfants présents	08-50	51-100	101-150	151 et +	08-50	51-100	101-150	151 et +	08-50	51-100	101-150	151 et +	08-50	51-100	101-150	151 et +
Hiver	15 €	20 €	25 €	30 €	43 €	45 €	47 €	49 €	10 €	16 €	22 €	28 €	95 €	115 €	135 €	155 €
été	15 €	20 €	25 €	30 €	33 €	35 €	37 €	39 €	10 €	16 €	22 €	28 €	95 €	115 €	135 €	155 €

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/24  
et publication et notification le 27/02/24



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°26/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Renouvellement de la convention pour le développement des séjours enfants avec la CAF pour les années 2024 et 2025</b>

La séance ouverte, M. Le Président rappelle aux Délégués Communautaires qu'une convention avait été signée avec la CAF du Pas de Calais le 30/05/2022 pour le « développement des séjours enfants » et prenait fin au 31/12/2023 ;

Afin de continuer à favoriser cette prestation, il y a lieu de solliciter les services de la Caisse d'Allocations Familiales pour la signature d'une nouvelle convention pour le développement de séjours enfants pour les années 2024 et 2025. Sur proposition de la CAF du Pas-de-Calais, la Communauté de Communes ouvrira 15 places supplémentaires de séjours en 2024 et en 2025 et proposera au total 295 places de séjours aux enfants et aux jeunes.

Les modalités de tarification pour les familles ont été délibérées en date du 25 octobre 2023 (délibération n°14/25.10.2023).

Pour ce faire, une fiche projet doit être complétée et accompagnée de la décision du Conseil Communautaire.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'autoriser le Président à signer la nouvelle convention avec la CAF pour le développement de séjours enfants pour les années 2024 et 2025 et l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/2024

et publication et notification le 27/02/2024





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024

Délibération n°27/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Etalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoît HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 107	POUR : 107 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	<b>Développement d'un accueil de loisirs adolescents à Heuchin en période estivale</b>

La séance ouverte, M. Le Président expose aux Délégués Communautaires que suite aux constats évoqués lors du Comité Technique du service jeunesse présentant le rapport d'activités 2023 et après avis favorable de la « commission jeunesse » en date du 20 décembre 2023, il est proposé, à partir de 2024, de développer un accueil de loisirs (AL) adolescents à Heuchin en période estivale.

**Actuellement**, un AL adolescents est proposé 6 semaines dans l'année à Saint Pol pendant les petites vacances (Hiver, Printemps, Toussaint). L'été, un AL adolescents est proposé pendant 8 semaines à Auxi, Pernes, Saint Pol et Frévent.

Sur le territoire, seul le secteur du collège d'Heuchin ne dispose pas d'AL pour les adolescents en période estivale.

**Objectifs :**

- Répondre à la demande des familles et des jeunes.
- Proposer des activités adaptées aux jeunes et travailler sur des notions telles que le vivre-ensemble, la citoyenneté, la vie en collectivité...
- Proposer un service identique tout l'été pour les secteurs des 5 collèges publics du territoire.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'ouvrir un lieu d'AL adolescents à Heuchin en période estivale.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à ce dossier.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme

Le Président

  
Marc BRIDOUX

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le 27/02/2024

et publication et notification le 27/02/2024



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Date de la convocation : 13/02/2024

Séance du 20 Février 2024  
Délibération n°28/20.02.2024

L'an deux mil vingt-quatre et le vingt février à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de : M. Francis FAYE d'Aubrometz, Mme Marie-José LEVE-HOCHART d'Auxi le Château, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Raymond CROISEL de Boffles, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Philippe DE PLASSE de Foufflin Ricametz, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, M. Dominique CREPY et Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin Verloingt, M. Léon VISCHERY de Guinecourt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Sébastien BOCQUILLON d'Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, M. Claudy LHOMME de Pierremont, M. Bernard MALLE de Pressy, M. Olivier HUCHETTE de Rougefay, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de St Pol sur Ternoise, M. Olivier RIGOT de Tangry, M. Guillaume GAY de Ternas, M. Michel VAN ESLANDER de Vitz sur Authie.

Secrétaire de Séance : Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 98 POUVOIRS : 9 VOTANTS : 106 (107-1)	POUR : 105 CONTRE : 0 ABSTENTION : 1	<b>Avance de versement de subvention à l'Association Centre de Musique Ancienne</b>

*M. Géry DESMONS Conseiller Communautaire pour la commune de BUIRE AU BOIS et Président du Centre de Musique Ancienne ne prend pas part au vote.*

La séance ouverte,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable au budget principal ;

Considérant que l'association Centre de Musique Ancienne a bénéficié d'une subvention au titre de l'exercice 2023 à hauteur de 50 000€ ;

Considérant que l'association a sollicité le versement d'une subvention de 50 000€ au titre de l'exercice 2024 ;

Considérant la nécessité pour ladite association, et ce avant le vote du budget primitif 2024, de régler des dépenses de fonctionnement ;

Considérant le besoin exprimé par ladite association de bénéficier d'une avance à hauteur de 20 000€, compte tenu de sa situation de trésorerie ;

Considérant la date prévisionnelle de vote du budget de la Communauté de Communes du Ternois le 9 avril 2024 ;

M. le Président propose à l'assemblée délibérante d'approuver le versement d'une avance de subvention d'un montant de 20 000€ au bénéfice de l'association Centre de Musique Ancienne.

Au vu de ces éléments donnés, Monsieur le Président demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :**

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à la majorité des Membres présents ou représentés ;

**DECIDE :**

D'approuver le versement d'une avance de subvention 2024 d'un montant de 20 000€ au bénéfice de l'association Centre de Musique Ancienne.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2024.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le 27/02/2024  
et publication et notification le 27/02/2024

